



# Assemblée générale

Distr. générale  
28 mai 2024  
Français  
Original : anglais

## Soixante-dix-neuvième session

Point 139 de la liste préliminaire\*

### Projet de budget-programme pour 2025

## Projet de budget-programme pour 2025

### Partie II

#### Affaires politiques

### Chapitre 3

#### Affaires politiques

#### Missions politiques spéciales

#### Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions

### Résumé

On trouvera dans le présent rapport les prévisions de dépenses pour 2025 relatives à 10 missions politiques spéciales classées dans le groupe thématique III (bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions).

Le montant des ressources à prévoir pour 2025 au titre des missions politiques spéciales classées dans ce groupe thématique s'élève à 395 132 700 dollars (déduction faite des contributions du personnel).

\* [A/79/50](#).



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Aperçu des ressources . . . . .	4
II. Informations transversales . . . . .	7
III. Missions politiques spéciales . . . . .	8
1. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel . . . . .	8
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023** . . . . .	8
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025*** . . . . .	15
2. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie . . . . .	18
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023** . . . . .	18
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025*** . . . . .	30
3. Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale . . . . .	35
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023** . . . . .	35
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025*** . . . . .	39
4. Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria . . . . .	42
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023** . . . . .	42
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025*** . . . . .	46
5. Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban . . . . .	49
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023** . . . . .	49
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025*** . . . . .	56
6. Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale . . . . .	58
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023** . . . . .	58
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025*** . . . . .	65
7. Mission d'appui des Nations Unies en Libye . . . . .	75
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023** . . . . .	75
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025*** . . . . .	79
8. Mission de vérification des Nations Unies en Colombie . . . . .	84
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023** . . . . .	84
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025*** . . . . .	95
9. Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda . . . . .	98
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023** . . . . .	98
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025*** . . . . .	105

\*\* La partie consacrée au projet de plan-programme pour 2025 est soumise à l'Assemblée générale pour examen, conformément aux procédures et pratiques budgétaires établies et dans le respect des dispositions du paragraphe 7 de la résolution 77/267 de l'Assemblée.

\*\*\* Comme demandé au paragraphe 10 de la résolution 77/267, la partie consacrée aux postes et aux objets de dépense autres que les postes (partie III) est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

10. Bureau intégré des Nations Unies en Haïti . . . . .	109
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023** . . . . .	109
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025*** . . . . .	116
Annexes	
I. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée . . . . .	116
II. Organigramme et répartition des postes pour 2025 . . . . .	125

## I. Aperçu des ressources

1. Le montant des ressources à prévoir pour 2025 au titre des 10 missions politiques spéciales classées dans le groupe thématique III s'élève à 394 976 300 dollars (déduction faite des contributions du personnel). On trouvera dans les tableaux 1 et 2 une comparaison des ressources financières et humaines demandées pour 2025 et des crédits approuvés pour 2024 par l'Assemblée générale dans sa résolution 78/253.

Tableau 1  
**Ressources financières**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Mission	2023		2024	2025	Variation
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts	Montant prévu	Augmentation/ (diminution) entre 2025 et 2024
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (4) – (2)
UNOWAS	14 835,2	14 806,1	15 900,1	15 822,9	(77,2)
MANUSOM	96 571,3	95 986,5	101 136,8	104 646,3	3 509,5
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	3 292,7	3 244,1	3 233,2	3 555,9	322,7
Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	3 781,3	3 542,3	3 821,7	3 742,7	(79,0)
Bureau du (de la) Coordonnateur(trice) spécial(e) des Nations Unies pour le Liban	10 183,1	10 924,0	11 303,4	11 122,6	(180,8)
BRENUAC	9 074,1	8 158,5	8 410,5	7 875,9	(534,6)
MANUL	88 046,5	86 197,7	87 763,6	94 141,5	6 377,9
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	67 244,3	68 380,1	78 336,7	86 855,1	8 518,4
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	36 071,6	32 870,7	33 640,2	31 606,8	(2 033,4)
BINUH	27 902,1	28 560,9	36 540,1	35 763,0	(777,1)
<b>Total</b>	<b>357 002,2</b>	<b>352 671,0</b>	<b>380 086,3</b>	<b>395 132,7</b>	<b>15 046,4</b>

*Abréviations* : BINUH = Bureau intégré des Nations Unies en Haïti ; BRENUAC = Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale ; MANUL = Mission d'appui des Nations Unies en Libye ; MANUSOM = Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie ; UNOWAS = Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

Tableau 2  
**Ressources humaines**

	Observateurs/ conseillers militaires	Contingents	Police des Nations Unies	Personnel fourni par des gouvernements	Personnel recruté sur le plan international <sup>a</sup>	Personnel recruté sur le plan national <sup>b</sup>	Volontaires des Nations Unies <sup>c</sup>	Total
UNOWAS								
Effectif approuvé pour 2024	1	–	1	–	49	31	–	82
Effectif proposé pour 2025	1	–	1	–	49	31	–	82
MANUSOM								
Effectif approuvé pour 2024	–	625	14	23	187	132	19	1 000
Effectif proposé pour 2025	–	625	9	17	186	143	19	999

	Observateurs/ conseillers militaires	Contingents	Police des Nations Unies	Personnel fourni par des gouvernements	Personnel recruté sur le plan international <sup>a</sup>	Personnel recruté sur le plan national <sup>b</sup>	Volontaires des Nations Unies <sup>c</sup>	Total
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale								
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	8	22	–	30
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	8	22	–	30
Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria								
Effectif approuvé pour 2024	1	–	–	–	9	2	–	12
Effectif proposé pour 2025	1	–	–	–	9	2	–	12
Bureau du (de la) Coordonnateur(trice) spécial(e) des Nations Unies pour le Liban								
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	18	65	–	83
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	18	65	–	83
BRENUAC								
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	33	16	1	50
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	33	16	1	50
MANUL								
Effectif approuvé pour 2024	–	234	–	7	274	135	6	656
Effectif proposé pour 2025	–	234	–	7	278	138	6	663
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie								
Effectif approuvé pour 2024	188	–	–	–	182	217	183	770
Effectif proposé pour 2025	188	–	–	–	182	217	183	770
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda								
Effectif approuvé pour 2024	75	–	–	5	71	94	–	245
Effectif proposé pour 2025	75	–	–	5	72	92	–	244
BINUH								
Effectif approuvé pour 2024	–	–	48	3	106	71	4	232
Effectif proposé pour 2025	–	–	48	3	109	71	4	235
<b>Total</b>								
<b>Effectif approuvé pour 2024</b>	<b>265</b>	<b>859</b>	<b>63</b>	<b>38</b>	<b>937</b>	<b>785</b>	<b>213</b>	<b>3 160</b>
<b>Effectif proposé pour 2025</b>	<b>265</b>	<b>859</b>	<b>58</b>	<b>32</b>	<b>944</b>	<b>797</b>	<b>213</b>	<b>3 168</b>
<b>Variation nette</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>(5)</b>	<b>(6)</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>–</b>	<b>8</b>

*Abréviations* : BINUH = Bureau intégré des Nations Unies en Haïti ; BRENUAC = Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale ; MANUL = Mission d'appui des Nations Unies en Libye ; MANUSOM = Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie ; UNOWAS = Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

<sup>a</sup> Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, agents du Service mobile et agents des services généraux.

<sup>b</sup> Administrateurs recrutés sur le plan national et agents locaux.

<sup>c</sup> Volontaires recrutés sur le plan international et Volontaires recrutés sur le plan national.

- Les taux de vacance ayant servi à l'établissement du budget sont fondés sur les taux enregistrés à ce jour. Ils ont été calculés en tenant compte du taux de vacance moyen sur 12 mois enregistré en 2023 et du taux de vacance effectif au 31 mars 2024, le plus bas des deux ayant servi à l'établissement du budget. Cette méthode est conforme aux orientations générales visant à améliorer l'exactitude et la cohérence des taux de vacance retenus aux fins de l'établissement des projets de budget pour l'exercice 2025 et à garantir que les taux proposés sont fondés, dans toute la mesure possible, sur les taux effectifs. Un taux de vacance de postes de 50 % a été retenu aux fins du calcul des coûts relatifs aux postes et emplois qu'il est proposé de créer, de réaffecter ou de transformer.

3. Par souci de concision, le présent document ne comprendra une section sur les ressources extrabudgétaires que pour les missions qui ont prévu de telles ressources en 2024 ou 2025.

## II. Informations transversales

### Perspective de genre

4. Les missions politiques spéciales s'appuient sur les résolutions [1325 \(2000\)](#), [1820 \(2008\)](#), [1888 \(2009\)](#), [1889 \(2009\)](#), [2122 \(2013\)](#), [2242 \(2015\)](#), [1960 \(2010\)](#), [2106 \(2013\)](#), [2467 \(2019\)](#) et [2493 \(2019\)](#) du Conseil de sécurité qui, prises ensemble, constituent le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et dans lesquelles le Conseil demande que les questions de genre soient prises en compte dans les activités politiques de l'ONU, y compris celles menées par les missions politiques spéciales. Elles sont également guidées par la résolution [75/100](#) de l'Assemblée générale relative à l'étude d'ensemble des missions politiques spéciales, dans laquelle l'Assemblée a réaffirmé le rôle important que jouaient les femmes dans la prévention et le règlement des conflits et dans la consolidation de la paix, et considéré qu'il importait d'obtenir leur participation effective sur un pied d'égalité et de les associer pleinement au règlement pacifique des différends ainsi qu'à la prévention et au règlement des conflits sous tous leurs aspects, à tous les niveaux et à tous les stades.
5. On trouvera dans le présent rapport des exemples précis de la manière dont les questions de genre ont été prises en compte dans les activités opérationnelles, les produits et les résultats de chacune des missions politiques spéciales.

### Inclusion du handicap

6. Conformément à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, les missions politiques spéciales s'emploient à faire progresser l'inclusion des personnes handicapées, grâce à des messages d'ouverture, à des actions de sensibilisation et à la promotion de la stratégie dans le cadre de leurs activités, notamment dans les processus politiques et de paix. Les missions soutiennent également la mise en place de mesures d'atténuation visant à résoudre les problèmes d'accessibilité, ainsi que les efforts déployés par les entités compétentes des Nations Unies pour assurer l'accessibilité des installations, des plateformes, des infrastructures de sécurité et d'autres équipements, le but étant de permettre aux personnes handicapées d'y accéder plus facilement et de les utiliser.

### Activités d'évaluation

7. Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix apportera son concours à l'évaluation biennale du Bureau des services de contrôle interne sur le renforcement du rôle de l'évaluation et la meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale. Les activités d'évaluation menées par telle ou telle mission sont décrites, le cas échéant, dans les parties du présent rapport consacrées à chaque mission.

### III. Missions politiques spéciales

#### 1. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

(15 822 900 dollars)

#### A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

##### Orientations générales

##### Mandats et considérations générales

8. Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) est chargé de prévenir les conflits et d'œuvrer à l'instauration d'une paix et d'une sécurité durables en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Son mandat découle des échanges de lettres entre le Secrétaire général et la présidence du Conseil de sécurité ([S/2016/88](#) et [S/2016/89](#), [S/2016/1128](#) et [S/2016/1129](#), [S/2019/1009](#) et [S/2020/85](#), et [S/2023/70](#) et [S/2023/71](#)) et de la résolution 2349 (2017) du Conseil. Le mandat actuel du Bureau vient à expiration le 31 janvier 2026.
9. Le Bureau continuera à suivre l'évolution de la situation politique et socioéconomique et des conditions de sécurité, à rechercher les nouvelles menaces pesant sur la paix et la sécurité et à mener des activités de bons offices en vue de prévenir les conflits, de pérenniser la paix et de renforcer les efforts de consolidation de la paix et la stabilité politique dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel ; à renforcer les partenariats régionaux et sous-régionaux pour faire face aux menaces transfrontières et transversales qui pèsent sur la paix et la sécurité ; à soutenir, en menant des activités de sensibilisation et de mobilisation politiques, la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel ; à promouvoir la bonne gouvernance, le respect de l'état de droit, les droits humains et la prise en compte systématique des questions de genre dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits. Pour ce faire, il collaborera étroitement avec des entités régionales et sous-régionales et renforcera sa collaboration avec tous les organismes des Nations Unies.
10. Le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) ayant pris fin, l'UNOWAS a repris les aspects nationaux et régionaux des fonctions qui avaient été confiées à celle-ci en matière de bons offices au Mali. Du fait du retrait de la MINUSMA, des transitions politiques au Burkina Faso, en Guinée, au Mali et au Niger et de l'annonce par le Burkina Faso, le Mali et le Niger de leur sortie de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), facteurs auxquels se conjugue l'évolution rapide des conditions de sécurité au niveau régional, l'UNOWAS devra mener des activités intensives de suivi et de bons offices pour promouvoir un dialogue inclusif, la restauration de l'ordre constitutionnel et le rétablissement de bonnes relations entre ces pays et la CEDEAO.

##### Programme de travail

##### Objectif

11. L'objectif auquel le Bureau contribue est de parvenir à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel.



## Stratégie et facteurs externes pour 2025

12. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, le Bureau :
  - a) Renforcera l'action qu'il mène en matière d'alerte rapide et ses activités de prévention, de règlement et de gestion des conflits en collaboration avec les partenaires concernés, en accordant une attention particulière aux pays qui sont en phase de transition politique (Burkina Faso, Guinée, Mali et Niger) ou qui organiseront des élections en 2025 (Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau et Togo) ; aidera à désamorcer les crises liées à la cohésion sociale et aux réformes politiques et à régler les problèmes de gouvernance ; mènera des initiatives diplomatiques régionales et internationales en vue de dégager un consensus sur les interventions régionales ; soutiendra les solutions régionales aux menaces transversales pesant sur la paix et la sécurité ; suivra et évaluera l'évolution de la situation politique dans la région ;
  - b) Renforcera encore ses partenariats avec les institutions régionales, afin de remédier aux problèmes de paix et de sécurité régionaux, en collaboration avec les organisations de la société civile et les entités des Nations Unies, en mettant l'accent sur les causes profondes de l'instabilité et de l'insécurité dans la région, tout en articulant davantage le lien entre la paix, la sécurité et le développement ; mènera des initiatives de plaidoyer de haut niveau pour faciliter la fourniture d'aide humanitaire et de services d'éducation dans les situations d'urgence aux populations touchées ;
  - c) Accélérera la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité, en promouvant la participation réelle des femmes et des jeunes aux processus politiques et décisionnels et aux initiatives de médiation ; favorisera les progrès dans les domaines de la bonne gouvernance et du respect des droits humains et de l'état de droit ;
  - d) Intensifiera ses travaux d'analyse, notamment sur les effets néfastes des changements climatiques, de la pauvreté énergétique, des changements écologiques et des catastrophes naturelles.
13. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
  - a) La prévention et l'atténuation des conflits, la mise en place de processus politiques consensuels, la consolidation de la démocratie et de la stabilité politique, y compris la conduite d'efforts de restauration dans les pays traversant des périodes de transition politique, et la mise en place de processus électoraux pacifiques et inclusifs et de mécanismes de prévention des conflits ;
  - b) Le renforcement des réponses sous-régionales et transfrontières et l'adoption d'approches cohérentes, globales et intégrées face aux problèmes que posent les changements climatiques, la criminalité transnationale organisée, le trafic, les rapports entre les agriculteurs et les éleveurs, les violences intercommunautaires, le terrorisme et l'extrémisme violent ;
  - c) Une prise en compte systématique des questions de genre dans les activités menées en Afrique de l'Ouest et au Sahel à des fins de prévention, de gestion et de règlement des conflits ;
  - d) Un recul de la tendance aux violations graves des droits humains et du droit humanitaire international lors des opérations militaires antiterroristes et des crises électorales, une réduction des cas de manipulation du système judiciaire, et une amélioration de la gouvernance du secteur de la sécurité et de la fourniture d'aide humanitaire aux groupes vulnérables.
14. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, l'UNOWAS travaille avec l'Union africaine, la CEDEAO, l'Union du fleuve Mano, la Commission du bassin du lac Tchad, l'Initiative d'Accra, l'Autorité de développement intégré des États du Liptako-Gourma, la Commission du golfe de Guinée, la Banque africaine de développement, les institutions nationales des droits humains et d'autres groupes de promotion des droits humains dans la région, de manière : à renforcer et à harmoniser les capacités régionales de prévention et de règlement des conflits ainsi que de

consolidation et de pérennisation de la paix ; à favoriser les progrès dans le domaine du respect des droits humains et de l'état de droit et de la participation active des femmes et des jeunes aux processus politiques et décisionnels ; à soutenir les mesures régionales qui sont prises pour lutter contre les menaces transfrontières qui pèsent sur la paix et la sécurité.

15. En ce qui concerne la coordination et la liaison interorganisations, l'UNOWAS travaille avec le Bureau de la coordination des activités de développement, les coordonnateurs résidents, les coordonnateurs des opérations humanitaires, les équipes de pays des Nations Unies, les fonds et programmes des Nations Unies établis à Dakar et d'autres partenaires des Nations Unies afin de faire face aux problèmes multiformes de la région. La coordination avec les entités des Nations Unies, y compris le Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel, se poursuit dans le cadre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et conformément au rôle de mobilisation et de sensibilisation de l'UNOWAS. La participation de l'UNOWAS est en accord avec les priorités de la stratégie intégrée, et une attention particulière est accordée aux menaces transfrontières qui pèsent sur la paix et la sécurité et à la lutte contre la radicalisation. L'UNOWAS collabore étroitement avec le Bureau d'appui à la consolidation de la paix du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix dans le cadre d'interventions conjointes. Il coordonne son action avec celle du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) sur les questions transrégionales intéressant l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, dont les menaces que représentent les factions terroristes dans le bassin du lac Tchad et les conflits liés aux rapports entre les agriculteurs et les éleveurs, à la sécurité climatique, à la piraterie et à la sécurité maritime dans le golfe de Guinée.
16. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
  - a) La demande concernant les missions de bons offices menées par l'UNOWAS est élevée en raison de la nécessité de faciliter le dialogue politique, d'apaiser les tensions politiques et d'aider les pays qui connaissent des périodes de transition politique, mènent des réformes institutionnelles, organisent des élections ou sont en phase de consolidation de la paix ;
  - b) Les chefs d'État et de gouvernement des pays d'Afrique de l'Ouest, la CEDEAO, la Commission du bassin du lac Tchad, l'Union du fleuve Mano, l'Union africaine, la Commission du golfe de Guinée et l'Initiative d'Accra sont résolus à mobiliser des ressources pour lutter contre les menaces qui pèsent sur la paix et la stabilité et ont la volonté politique de veiller au bon fonctionnement des mécanismes régionaux de paix et de sécurité, et le dispositif d'alerte rapide et d'intervention de la CEDEAO et d'autres instruments régionaux de prévention des conflits sont opérationnels aux niveaux régional, national et local ;
  - c) La communauté internationale reste déterminée à aider les pays de la région et les organisations régionales et sous-régionales à faire face aux difficultés se posant en matière de gouvernance et de sécurité, et la consolidation de la paix et les efforts faits dans ce sens par les organisations régionales et sous-régionales et d'autres partenaires se poursuivent ;
  - d) Les États Membres, les organisations régionales et les organisations de la société civile manifestent fermement leur volonté politique de collaborer avec l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel ;
  - e) en coopération avec le BRENUAC, les échanges politiques et techniques se poursuivent à l'appui de la Commission du golfe de Guinée et du Centre interrégional de coordination pour la mise en œuvre de la Stratégie régionale de sécurité et de sûreté maritimes en Afrique centrale et de l'Ouest ;
  - f) Les gouvernements des pays de la région restent disposés à collaborer avec l'UNOWAS et d'autres partenaires pour améliorer la situation en matière de droits humains et d'état de droit.

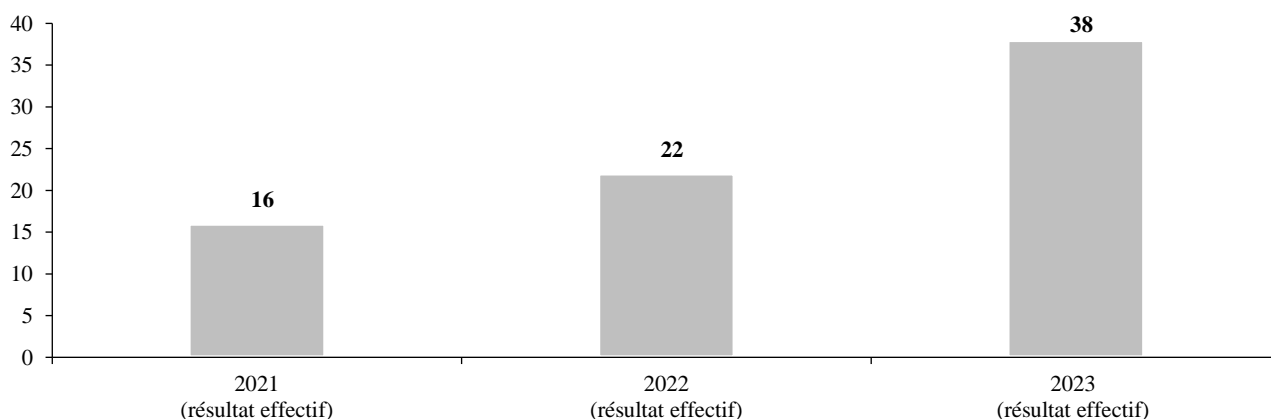
## Exécution du programme en 2023

### Réduction des tensions liées aux élections et reprise du dialogue dans les pays en phase de transition d'Afrique de l'Ouest et du Sahel

17. En 2023, l'UNOWAS a mené 38 missions de bons offices et de médiation dans la région pour créer des conditions favorables à la tenue d'élections présidentielles pacifiques et inclusives et accompagner les dirigeants régionaux dans la mise en œuvre de réformes politiques et le règlement des problèmes de sécurité. Dans les pays en phase de transition politique, le Bureau a entretenu des contacts étroits avec les autorités hôtes, plaidant pour des transitions inclusives et, dans le cas du Niger au lendemain du coup d'État militaire du 26 juillet, pour une solution politique à la crise. La collaboration de la mission avec les partenaires régionaux et internationaux en vue de bâtir un consensus et sortir de l'impasse politique a abouti à la décision prise par la CEDEAO de lever les interdictions de voyager et d'autres sanctions ciblées. À la suite de la décision que le Conseil de sécurité a prise, à la demande des autorités de transition maliennes, de mettre fin au mandat de la MINUSMA, le Bureau a collaboré activement avec les autorités maliennes et les partenaires régionaux pour examiner le rôle des Nations Unies dans l'appui à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali et a mené des efforts diplomatiques dans la région pour stabiliser la situation et éviter que l'insécurité ne gagne toute la région.
18. Dans le cadre des élections présidentielles tenues en 2023, l'UNOWAS a mené des missions de bons offices et de diplomatie préventive, notamment en partenariat avec la CEDEAO, afin d'apaiser les tensions, de faciliter le dialogue et de faire en sorte que le public ait confiance dans les organismes de gestion des élections. Au Libéria, le Bureau a intensifié les démarches diplomatiques auprès des candidats à l'élection présidentielle dans un contexte de montée des tensions, tandis qu'en Sierra Leone, il a joué un rôle déterminant dans la création des conditions nécessaires à la signature d'un accord ayant mis fin à l'impasse postélectorale. Il a également fait des démarches auprès des parties prenantes nationales en Guinée-Bissau pour promouvoir la cohabitation pacifique et l'avancée des principales réformes nationales.
19. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure I).

Figure I

**Mesure des résultats : nombre de missions de bons offices et de médiation de haut niveau menées pour désamorcer les tensions liées aux élections et consolider la stabilité politique**



## Résultats escomptés pour 2025

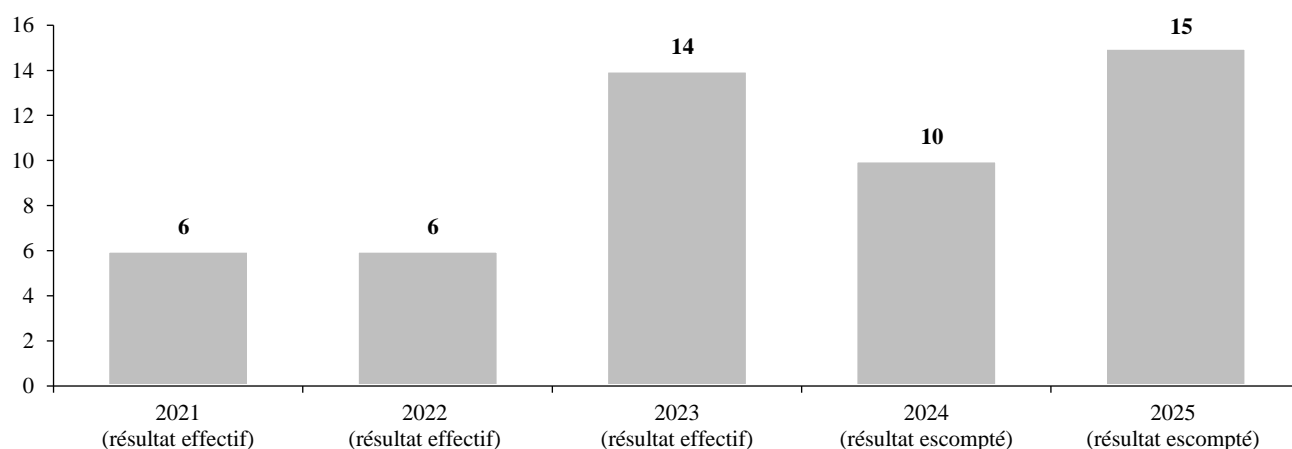
### Résultat 1 : renforcement des partenariats régionaux et du rôle mobilisateur du Bureau au service de la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel

#### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

20. En 2023, le travail mené par l'UNOWAS a contribué à renforcer les partenariats existants destinés à faire avancer la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel. Les démarches que le Bureau a menées auprès des partenaires internationaux pour qu'une attention soutenue soit accordée au Sahel ont donné lieu à des changements politiques cruciaux concernant la fourniture de l'aide et le dialogue avec les autorités des pays en phase de transition. L'UNOWAS a également organisé une conférence régionale sur l'éducation dans les situations de conflit et participé à des manifestations de haut niveau consacrées à la lutte contre la criminalité transnationale organisée et à la migration. Il a entretenu des liens étroits avec le Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel et fourni un soutien en matière d'encadrement stratégique afin de guider les interventions des Nations Unies dans le contexte des changements politiques régionaux. À cet égard, il a pu organiser 14 réunions de haut niveau, faisant ainsi mieux que la cible fixée, à savoir 10.
21. Pour 2025, l'UNOWAS intensifiera sa collaboration avec les partenaires régionaux existants ou nouveaux, lorsque l'occasion se présentera. Il cherchera à combler les déficits de gouvernance et à favoriser des interventions politiques et humanitaires ainsi que des interventions de développement et de consolidation de la paix plus efficaces, en mettant l'accent sur l'appropriation par les pays. Il redoublera d'efforts pour susciter et entretenir la volonté politique et renforcer les capacités nationales des institutions et acteurs régionaux et nationaux clefs qui sont essentiels pour combler le déficit croissant en matière de gouvernance et d'état de droit, notamment les capacités des institutions responsables des systèmes électoraux et de la réforme du secteur de la sécurité.
22. Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure II).

Figure II

**Mesure des résultats : nombre de séances d'information, de réunions de haut niveau et d'activités de sensibilisation organisées avec les dirigeants de la mission et les partenaires régionaux au Sahel**



## Résultat 2 : réduction des tensions liées aux élections et reprise du dialogue dans les pays en phase de transition d'Afrique de l'Ouest et du Sahel

### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

23. Pour 2025, l'UNOWAS mènera des missions de bons offices et des activités de mobilisation politique de haut niveau dans les pays où des élections sont prévues, afin de contribuer à créer les conditions nécessaires à des processus électoraux pacifiques, inclusifs et crédibles, et renforcera sa collaboration avec les partenaires régionaux, les coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies. En outre, il accompagnera les pays dans la mise en œuvre des réformes institutionnelles essentielles pour l'amélioration de la gouvernance démocratique et le renforcement de la stabilité politique.

### Enseignements tirés et changements prévus

24. L'enseignement tiré est le suivant : pour obtenir des résultats durables, il faut investir dans des activités de médiation et de prévention des conflits inclusives et prises en main par les pays, et fonder les efforts de l'ONU sur les aspirations des populations de la région. À cette fin, le Bureau donnera la priorité au dialogue national et régional et aux initiatives de médiation et de facilitation, tout en poursuivant la collaboration avec un large éventail de parties prenantes pour combler les déficits de gouvernance et régler les problèmes de sécurité.
25. Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 3).

Tableau 3

### Mesure des résultats : nombre de missions de bons offices et de médiation de haut niveau menées pour désamorcer les tensions liées aux élections et consolider la stabilité politique

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Multiplication des missions de bons offices et de médiation visant à faire face aux tensions et aux désaccords liés aux élections en Afrique de l'Ouest et au Sahel	Renforcement des missions de bons offices et des activités de médiation visant à faire face aux tensions et aux désaccords liés aux élections en Afrique de l'Ouest et au Sahel	Augmentation du nombre de missions de bons offices et de médiation de haut niveau menées pour désamorcer les tensions liées aux élections et consolider la stabilité politique	Déroulement pacifique des opérations électorales et des réformes politiques dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel	Poursuite des missions de bons offices et de médiation de haut niveau menées pour désamorcer les tensions liées aux élections et consolider la stabilité politique

## Produits

26. On trouvera dans le tableau 4 les produits retenus pour le Bureau.

Tableau 4

**Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie**

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
1. Rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	2	2	2	2
<b>Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
2. Séances du Conseil de sécurité	2	2	2	2
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)</b>	<b>15</b>	<b>18</b>	<b>17</b>	<b>17</b>
3. Ateliers sur la paix et la sécurité, portant sur le terrorisme, l'extrémisme violent conduisant au terrorisme, la criminalité transnationale organisée, les droits humains et la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et des résolutions ultérieures sur les droits des femmes	15	18	17	17
<b>Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)</b>	<b>4</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
4. Documents de réflexion sur la paix et la sécurité, les droits humains, l'égalité des genres et les jeunes	4	7	6	6
<b>Missions d'établissement des faits, de suivi et d'enquête (nombre de missions)</b>	<b>15</b>	<b>16</b>	<b>27</b>	<b>27</b>
5. Mobilisation et appui en faveur de réponses sous-régionales et transfrontières intégrées visant à faire face aux menaces transversales pesant sur la paix et la sécurité, notamment à l'instabilité liée aux élections et aux difficultés découlant de l'absence de gouvernance, de la réforme du secteur de la sécurité, de la criminalité transnationale organisée, du trafic, du terrorisme et de l'extrémisme violent conduisant au terrorisme ; consultations sur les droits humains dans le cadre des processus politiques et électoraux ; campagne en faveur de la mise en œuvre effective de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et promotion d'une coopération et d'une coordination stratégiques renforcées au Sahel aux fins de la réalisation des objectifs de la stratégie intégrée	15	16	27	27
<b>C. Activités de fond</b>				
<b>Bons offices</b> : missions de bons offices, y compris des missions menées conjointement avec la CEDEAO et l'Union africaine, axées sur la prévention des conflits dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, et tenant compte des droits humains et des questions de genre.				
<b>Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause</b> : missions de suivi dans des pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel visant à analyser l'évolution de la situation et les nouvelles menaces et à cerner les axes sur lesquels jouer pour mener des activités d'alerte rapide et de prévention des conflits ; missions de suivi au Burkina Faso et en Gambie visant à soutenir les initiatives de pérennisation de la paix menées par l'ONU ; missions avant et après la tenue d'élections dans des pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel visant à surveiller l'évolution des tensions liées au processus électoral.				
<b>D. Activités de communication</b>				
<b>Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information</b> : revues au format électronique et au format papier, campagnes d'information, brochures, dépliants et notes d'information visant à promouvoir les missions de bons offices et les activités de l'UNOWAS et à accroître la visibilité de la mission.				
<b>Relations extérieures et relations avec les médias</b> : échanges avec les médias, séances d'information, conférences de presse, communiqués de presse, déclarations et tribunes libres.				
<b>Plateformes numériques et contenus multimédias</b> : diffusion d'informations et promotion des missions de bons offices et des activités de l'UNOWAS sur le site Web du Bureau et sur les médias sociaux.				

## B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

### Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 5

#### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024	2025	Variation
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts	Montant nécessaire	Augmentation/ (diminution) entre 2025 et 2024
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (4) - (3)
Militaires et personnel de police	113,5	105,7	113,5	108,9	(4,6)
Personnel civil	9 292,6	9 373,2	10 229,3	10 505,3	276,0
Dépenses opérationnelles	5 429,1	5 327,2	5 557,3	5 208,7	(348,6)
<b>Total (déduction faite des contributions du personnel)</b>	<b>14 835,2</b>	<b>14 806,1</b>	<b>15 900,1</b>	<b>15 822,9</b>	<b>(77,2)</b>

Tableau 6

#### Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national		Volontaires des Nations Unies			
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	Total G partiel	AN	AL	Total partiel international	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national partiel	Total Total
Effectif approuvé pour 2024	1	1	—	2	9	16	13	1	6	—	49	9 22 <sup>a</sup>	31	—	—	80
Effectif proposé pour 2025	1	1	—	2	9	16	13	1	6	—	49	9 22 <sup>a</sup>	31	—	—	80
<b>Variation</b>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

<sup>a</sup> Dont un emploi de temporaire (autre que pour les réunions).

27. Le montant des ressources proposées pour le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel pour 2025 s'élève à 15 822 900 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de financer le déploiement de 1 conseiller ou conseillère militaire et de 1 conseiller ou conseillère pour les questions de police (108 900 dollars), les traitements et dépenses communes de personnel (10 505 300 dollars) correspondant à 49 emplois soumis à recrutement international (1 SGA, 1 SSG, 2 D-1, 9 P-5, 16 P-4, 13 P-3, 1 P-2 et 6 SM), à 30 emplois soumis à recrutement national (9 AN et 21 AL) et à 1 AL (personnel temporaire autre que pour les réunions), ainsi que les dépenses opérationnelles (5 208 700 dollars), qui se répartissent comme suit : consultants et services de consultants (131 800 dollars), voyages officiels (868 600 dollars), installations et infrastructures (241 800 dollars), transports terrestres (83 600 dollars), transports aériens (2 405 700 dollars), communications et informatique (649 400 dollars), et fournitures, services et matériel divers (827 800 dollars).

Les abréviations suivantes sont utilisées dans les tableaux : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; G = agent(e) des services généraux ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SM = agent(e) du Service mobile ; SSG = sous-secrétaire général(e).



28. Pour 2025, aucun changement n'est proposé quant aux effectifs et quant à leur classe.
29. Le tableau d'effectifs du Bureau approuvé pour 2024 comprend 1 emploi de temporaire (autre que pour les réunions). Il est proposé de reconduire cet emploi d'assistant(e) au budget et aux finances [agent(e) local(e)] en 2025, afin que les opérations financières de la mission continuent d'être soumises à un contrôle interne et de faciliter ce contrôle.
30. Des taux de vacance de 12,3 % et de 8,3 %, respectivement, ont été appliqués aux prévisions concernant les postes soumis à recrutement international et aux postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national, sur la base des taux de vacance effectifs moyens enregistrés en 2023, tandis qu'un taux de vacance de 0 % a été appliqué aux prévisions concernant les postes et emplois d'agent(e) local(e), sur la base des taux de vacance effectifs enregistrés en mars 2024. Un taux de vacance de 0 % a été appliqué aux prévisions relatives aux militaires et aux conseillers pour les questions de police, sur la base des taux de vacance effectifs enregistrés en mars 2024.
31. La diminution des ressources proposées pour 2025 par rapport aux crédits ouverts pour 2024 s'explique principalement par : a) une diminution des dépenses prévues au titre du personnel international, due à l'application d'un taux de vacance de postes (12,3 %) supérieur au taux approuvé pour 2024 (11,4 %) et à la baisse du pourcentage des dépenses communes de personnel par rapport à 2024 (63,3 % contre 71,5 %) et contrebalancée en partie par une augmentation du coefficient d'ajustement pour le Sénégal, qui est passé de 38,6 % en avril 2023 à 44,3 % en avril 2024 ; b) une diminution des dépenses prévues au titre des voyages liés au déploiement, à la rotation et au rapatriement des conseillers militaires et des conseillers pour les questions de police, contrebalancée en partie par une augmentation des ressources demandées au titre de l'indemnité de subsistance (missions) ; c) une diminution des ressources demandées pour les consultants et services de consultants, qui tient au fait que moins de consultants ont été mis à disposition par rapport à 2024 ; d) une diminution des besoins en matière d'installations et d'infrastructures, qui reflète principalement la diminution des besoins en matière de services de sécurité, qui s'explique par des coûts effectifs moindres s'agissant des agents de sécurité, et la diminution des dépenses nécessaires pour les services collectifs de distribution et les services d'élimination des ordures, ainsi que pour les carburants et les lubrifiants ; e) une diminution des besoins en carburant aviation, contrebalancée en partie par l'augmentation des besoins pour la location et l'exploitation des avions, compte tenu du nouveau contrat attribué en avril 2024 ; f) une diminution des ressources demandées au titre de l'informatique et des communications, qui tient à une réduction des acquisitions de matériel informatique et de matériel de communication, à des ajustements des tarifs concernant le répéteur de satellite, et à une diminution des crédits demandés pour les services d'information et de publication, compte tenu de la diminution des impressions et du nombre de reproductions et d'abonnements ; g) une diminution des crédits demandés au titre des fournitures, services et matériel divers, due principalement au fait qu'il n'a pas été demandé de crédits pour les frais de formation, à la baisse des frais de transport et à la diminution des besoins en matière d'autres services. La diminution des ressources proposées est en partie contrebalancée par : a) l'augmentation des ressources nécessaires au titre des postes d'administrateur(e) recruté(e) sur le plan national et d'agent(e) local(e), due à l'actualisation du barème des traitements et à la diminution des taux de vacance de postes appliqués pour 2025 (8,3 % pour les administrateurs recrutés sur le plan national et 0 % pour les agents locaux, contre 11,1 % et 4,5 %, respectivement, pour 2024), compensée en partie par le fait que les pourcentages appliqués pour les dépenses communes de personnel pour 2025 ont été moins élevés qu'en 2024 (30,5 % pour les postes d'administrateur(e) recruté(e) sur le plan national et 31,8 % et pour les postes d'agent(e) local, contre des pourcentages de 35,1 % et de 33,6 %, respectivement) ; b) l'augmentation des crédits demandés pour les carburants et les lubrifiants destinés aux véhicules, qui tient au fait que la nouvelle Maison des Nations Unies à Diamniadio se situe à 45 kilomètres de Dakar, ce qui entraîne une augmentation de la consommation de carburant et des frais de péage pour les déplacements entre les locaux du Bureau et Dakar.

#### **Ressources extrabudgétaires**

32. En 2024, le Bureau devrait recevoir des ressources extrabudgétaires d'un montant de 565 700 dollars, qui se répartissent comme suit :



- a) Des contributions volontaires d'un montant de 493 700 dollars, qui devraient être utilisées pour soutenir les efforts de diplomatie préventive et renforcer les partenariats aux niveaux local, national, sous-régional et international (notamment avec les femmes et les jeunes) afin de promouvoir la paix et la stabilité en Afrique de l'Ouest, et d'appuyer les initiatives visant à prévenir les conflits et les crises au plus tôt, notamment dans les pays qui entreprennent des réformes politiques cruciales et dans ceux qui se préparent à des élections. En outre, ces fonds sont également destinés à renforcer les activités menées par le Bureau en matière de prévention, de médiation et de pérennisation de la paix en vue d'aider le Burkina Faso, la Guinée et le Mali à retourner rapidement et de manière inclusive à l'ordre constitutionnel et de régler rapidement la crise au Niger ;
  - b) Des ressources provenant du recouvrement des coûts, d'un montant de 72 000 dollars, qui devraient servir à financer les dépenses de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Dakar relatives aux services de distribution et aux services d'entretien, ainsi que celles de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) afférentes à location et aux services de distribution, au titre des modalités de partage de bureaux avec les bureaux de la cellule de liaison de l'UNOWAS en Mauritanie et à Abuja.
33. En 2025, des ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 549 700 dollars (dont 493 700 dollars provenant des contributions volontaires et 56 000 dollars provenant de montants recouvrés) devraient permettre de continuer à appuyer les activités susmentionnées visant à instaurer la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel, ainsi que les activités financées au moyen des ressources issues du recouvrement des coûts.
34. La diminution des ressources provenant du recouvrement des coûts attendue en 2025 est due à la réinstallation du Bureau dans un nouveau bâtiment, où les modalités de recouvrement des coûts auprès de l'UNESCO ne s'appliqueraient pas.

## 2. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie

(104 646 300 dollars)

### A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

#### Orientations générales

#### Mandats et considérations générales

35. La Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) a pour mandat : a) d'offrir de bons offices à l'appui des processus inclusifs du Gouvernement fédéral somalien en matière de politiques et de réconciliation ; b) de fournir un appui technique, opérationnel et logistique aux fins de la tenue d'élections universelles inclusives en veillant à la représentation et à la participation des femmes ; c) d'appuyer la réforme du secteur de la sécurité, l'amélioration des institutions garantes de l'état de droit, l'adoption d'une approche globale de la sécurité et l'exécution du Plan de transition de la Somalie ; d) de promouvoir et protéger les droits humains et de soutenir la mise en œuvre de la politique de diligence voulue en matière de droits humains à l'échelle du système. La Mission fournit également des conseils et un appui stratégiques visant à renforcer la capacité du Gouvernement de fournir des services, d'attirer des investissements et de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en étroite collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies et les institutions financières internationales. Son mandat, défini dans la résolution [2102 \(2013\)](#), par laquelle le Conseil de sécurité a créé la Mission, a été renouvelé par des résolutions ultérieures, notamment, tout récemment, par la résolution [2705 \(2023\)](#), par laquelle il a été prorogé jusqu'au 31 octobre 2024.
36. Dans sa résolution [2705 \(2023\)](#), le Conseil de sécurité a demandé à la MANUSOM de continuer de maintenir et de renforcer sa présence dans l'ensemble de la Somalie, en consultation avec le Gouvernement fédéral somalien et les États membres de la fédération, et de continuer de renforcer sa coopération avec la Somalie et l'Union africaine, dans le respect des normes de sécurité fixées par l'Organisation et si les conditions de sécurité le permettent, et s'est dit conscient que le contexte politique et les conditions de sécurité en Somalie influeraient sur la capacité de la MANUSOM de s'acquitter de son mandat. Le Conseil a encouragé la MANUSOM à continuer de coordonner l'action de l'Organisation, à maximiser les démarches et les programmes conjoints dans les domaines pertinents, en coopération totale avec le Gouvernement fédéral somalien et les États membres de la fédération, et lui a demandé instamment de continuer de fournir un appui à l'action menée par le Gouvernement fédéral somalien pour parvenir à une réconciliation entre les clans et en leur sein aux niveaux local, régional et national, en vue du règlement pacifique du différend à Laascaanood et alentour. En outre, le Conseil a demandé que les recommandations formulées dans l'examen stratégique de la Mission ([S/2022/716](#)) soient rapidement appliquées, notamment pour ce qui est de planifier l'élaboration d'une feuille de route en vue de l'éventuelle transition de la MANUSOM à l'équipe de pays des Nations Unies.

#### Programme de travail

#### Objectif

37. L'objectif auquel la Mission contribue est de faire régner la paix, la sécurité et la stabilité politique et de parvenir à la réconciliation nationale en Somalie en exécutant le mandat établi par le Conseil de sécurité et conformément aux priorités du Gouvernement fédéral somalien.

## Stratégie et facteurs externes pour 2025

38. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, la Mission s'emploiera à :

- a) Appuyer le Gouvernement fédéral somalien et les États membres de la fédération dans l'organisation complète d'élections tenues selon le principe « une personne, une voix » aux niveaux des districts et des États membres de la fédération. La Mission offrira ses bons offices en vue de la conclusion d'un accord sur le système électoral, ainsi qu'un appui technique à la mise en place d'institutions électorales et un appui aux programmes pour organiser des élections ouvertes dans lesquelles les groupes marginalisés (femmes, jeunes, personnes en situation de handicap et clans) seraient plus largement représentés ;
- b) Atteindre une plus forte participation des femmes dans les processus électoraux nationaux et infranationaux, ainsi qu'une plus grande représentation parmi les élus, notamment atteindre le quota de 30 % inscrit dans la loi, et accroître la participation des femmes aux dispositifs de réconciliation et de médiation, à la vie publique, aux postes à responsabilité et aux prises de décision ;
- c) Appuyer le Gouvernement fédéral somalien et les États membres de la fédération dans le renforcement de leur dialogue et de leur coopération afin de favoriser un accord sur une nouvelle constitution et, pour ce faire, appuyer en particulier un nouveau modèle de fédéralisme fiscal qui garantisse l'adhésion de tous les États membres de la fédération, y compris le Puntland ;
- d) Offrir ses bons offices pour aider à résoudre les conflits entre les États membres fédéraux et au sein de ceux-ci, notamment à Laascaanood, avec le Puntland, et entre la Somalie et le « Somaliland » ;
- e) Offrir ses bons offices et des conseils stratégiques afin de contribuer à la mise en œuvre du dispositif national de sécurité et du plan de développement du secteur de la sécurité, en coordination avec les partenaires, en insistant sur la gouvernance du secteur de la sécurité et le renforcement des institutions ;
- f) Renforcer la capacité des forces de défense somaliennes d'atténuer la menace que représentent les engins explosifs, notamment les engins explosifs improvisés, de gérer efficacement les armes et munitions et de coordonner les mesures de lutte antimines ;
- g) Aider le Gouvernement fédéral somalien et les États membres de la fédération à accélérer l'exécution de la stratégie nationale de stabilisation, des plans de stabilisation des États et des initiatives de réconciliation au niveau local, ainsi que l'action de lutte contre l'extrémisme violent. Il s'agira également de soutenir le programme national de réhabilitation des déserteurs par de bons offices, des conseils stratégiques et une assistance technique ;
- h) Offrir ses bons offices, des conseils stratégiques et une assistance technique aux fins du développement d'un système judiciaire fédéral et de structures de justice, ainsi que de l'amélioration de l'accès à la justice, notamment dans les zones nouvellement ou récemment reprises, et, à cet effet, tirer parti d'une programmation conjointe, et appuyer les initiatives visant à renforcer la coopération et la coordination tout au long de la chaîne de justice, aux différents niveaux de gouvernement ; fournir un appui technique au Gouvernement fédéral somalien pour l'aider à tenir les engagements qu'il a pris lors de l'examen périodique universel ; fournir un appui technique au Gouvernement pour qu'il collabore davantage avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits humains ;
- i) Accompanyer la création de la commission des droits humains afin de favoriser la protection et la promotion des droits humains en Somalie ; fournir un appui technique au Gouvernement fédéral somalien pour l'aider à tenir les engagements qu'il a pris lors de l'examen périodique universel ; fournir un appui technique au Gouvernement pour qu'il collabore davantage avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits humains ;

- j) Aider le Gouvernement fédéral somalien à exécuter les deux plans d'action relatifs aux enfants associés aux forces armées nationales somaliennes et visant à éliminer les meurtres et les mutilations d'enfants, qui constituent une violation du droit international (2012), réaffirmés par le Gouvernement dans les engagements qu'il a pris dans la feuille de route sur les enfants et les conflits armés en 2019 ;
  - k) Aider le Gouvernement fédéral somalien à appliquer le communiqué conjoint sur la cessation et la prévention des violences sexuelles en temps de conflit ;
  - l) Faire progresser la mise en œuvre par la Mission de l'examen stratégique demandé par le Conseil de sécurité, notamment de la préparation d'une éventuelle transition de la Mission selon les mandats définis par le Conseil.
39. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) Contribuer aux priorités nationales en matière de processus politiques inclusifs, de sécurité, d'état de droit et de développement économique et social, conformément aux objectifs définis dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2021-2025 ;
  - b) Aider le Gouvernement fédéral somalien à appliquer son plan de transformation national et à achever l'élaboration de sa Vision 2060 à l'horizon du centenaire ;
  - c) Aider le Gouvernement fédéral somalien à faire progresser la transition en matière de sécurité, en particulier en vue du renforcement du secteur somalien de la sécurité.
40. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, la Mission travaillera en étroite collaboration avec toute entité chargée de missions de sécurité présente après le retrait de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie. Elle continuera de veiller au respect de la politique de diligence voulue en matière de droits humains en cas d'appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes en Somalie.
41. En ce qui concerne la coordination et la liaison interorganisations, la Mission continuera d'intégrer davantage ses activités avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies en Somalie, notamment par quatre programmes communs, et d'avancer sur les priorités énoncées dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2021-2025, à l'appui du plan de transformation national du Gouvernement fédéral somalien.
42. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
- a) le Gouvernement fédéral somalien et les États membres de la fédération seront parvenus à un accord sur un système électoral et des progrès auront été faits pour que des élections crédibles et inclusives appliquant le principe « une personne, une voix » se tiennent au niveau des districts en 2024 ;
  - b) le processus de révision constitutionnelle aura permis de s'accorder sur les grandes lignes de la constitution révisée, mais certaines questions litigieuses resteront à régler ;
  - c) la Somalie assumera progressivement les responsabilités en matière de sécurité et le Gouvernement fédéral somalien et les États membres de la fédération avanceront dans la mise en place d'institutions de sécurité compétentes, responsables, susceptibles d'être acceptées et d'un coût abordable en appliquant les mesures énoncées dans la constitution, le dispositif national de sécurité et le plan de développement du secteur de la sécurité ;
  - d) les forces de sécurité somaliennes seront de plus en plus en mesure de tenir efficacement leur territoire, ce qui rendra les efforts de stabilisation en cours plus durables ;
  - e) les violations des droits humains par les parties au conflit resteront préoccupantes ;
  - f) les Chabab resteront la plus grande menace pour la sécurité et la stabilité en Somalie, suivis par la violence clanique et les conflits localisés, et les jeunes Somaliens resteront vulnérables

- face au risque de radicalisation et de recrutement par des groupes extrémistes, en particulier les Chabab ;
- g) les femmes et les filles continueront à être touchées de manière disproportionnée par les inégalités, les violences sexuelles, les violations du droit international humanitaire et les violations des droits humains et les atteintes à ces droits ;
  - h) le risque de discrimination et d'exclusion auquel sont exposées les minorités, les communautés marginalisées et les personnes déplacées à l'intérieur du pays persistera ;
  - i) il y aura des problèmes pour la liberté d'expression et l'espace civique, et le risque de violations des droits humains ainsi que les risques en matière de protection des civils persisteront ;
  - j) des violations graves commises contre des enfants par les parties au conflit resteront préoccupantes ;
  - k) le pays sera touché par des chocs climatiques récurrents, notamment des périodes de sécheresse et des inondations ;
  - l) la présence de l'ONU en Somalie en 2025 restera tributaire de dispositions de sécurité suffisantes et acceptables dans le cadre du système de gestion de la sécurité des Nations Unies ;
  - m) la planification, avec le Gouvernement fédéral somalien, d'une feuille de route en vue de la transition de la Mission à l'équipe de pays des Nations Unies aura été achevée en 2024.
43. La Mission tient compte des questions de genre dans ses activités, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient, notamment pour ce qui est de soutenir la protection accrue des femmes et des filles ainsi que la participation des femmes à la vie politique et économique et aux efforts de réconciliation et de consolidation de la paix et leur représentation dans ce cadre.
44. Conformément à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, la Mission a élaboré un plan d'action commun sur deux ans (2023-2025) en partenariat avec le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie. Le plan de mise en œuvre de la Stratégie en Somalie a été signé par les deux missions en décembre 2023. Il est important de noter qu'il s'appuie sur le plan précédent (2021-2022) en intégrant les recommandations d'un exercice d'audit de l'accessibilité mené en 2022.

## **Exécution du programme en 2023**

### **Appui électoral pour les élections de district selon le principe « une personne, une voix » dans le Puntland en 2023**

45. En mai 2023, la Commission électorale transitoire du Puntland a organisé des élections de district selon le principe « une personne, une voix » dans 30 des 33 districts prévus ; le taux de participation s'est établi à 72 % et aucun incident de sécurité majeur n'a eu lieu. Il s'agissait des premières élections tenues selon le principe « une personne, une voix » dans le Puntland et en Somalie depuis plus de 50 ans. Les résultats électoraux ont été largement acceptés et le professionnalisme dont a fait preuve la Commission dans la planification et la mise en œuvre des opérations, avec l'aide de la communauté internationale, a été salué. La Mission, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a joué un rôle majeur dans l'accompagnement des opérations électorales en mobilisant des ressources, en renforçant les capacités techniques et opérationnelles de la Commission et en facilitant la coordination et la fourniture de l'appui technique international. L'appui technique et opérationnel a complété les bons offices offerts par la Mission pour apaiser les tensions politiques pendant les opérations électorales.
46. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 7).

Tableau 7  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
Un premier contact a été établi avec la Commission électorale transitoire du Puntland afin de repérer les domaines dans lesquels la MANUSOM pourrait apporter un renforcement des capacités et un appui technique et opérationnel en vue de l'inscription des électeurs du Puntland et de l'organisation d'élections directes au niveau des districts	<p>Les capacités techniques du personnel de la Commission électorale transitoire du Puntland dans divers domaines thématiques ont été renforcées et la MANUSOM, en collaboration avec le PNUD, a apporté un appui technique à la planification de l'inscription des électeurs et des opérations électorales</p> <p>Un budget électoral complet, incluant des fonds provenant de donateurs et des autorités du Puntland et couvrant l'inscription des électeurs et les élections de district, a été élaboré avec l'aide de la MANUSOM, en collaboration avec le PNUD</p> <p>La capacité opérationnelle de la Commission électorale transitoire du Puntland d'appuyer les opérations d'inscription des électeurs et les opérations électorales prévues a été renforcée grâce à des ressources internationales</p>	<p>Pour la planification et la conduite de l'inscription des électeurs et des opérations électorales, la MANUSOM a apporté un appui technique et financier à la Commission électorale transitoire du Puntland, qui a abouti à la tenue des élections de district selon le principe « une personne, une voix » en mai 2023</p> <p>La MANUSOM a prodigué ses bons offices afin de garantir un environnement propice aux élections en apaisant les tensions politiques</p>

## Résultats escomptés pour 2025

### Résultat 1 : stratégies et plans d'action efficaces et coordonnés de stabilisation et de complémentarité, en soutien aux autorités somaliennes dans les zones reprises récemment

#### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

47. En 2023, la Mission a resserré sa collaboration avec les ministères et institutions fédéraux et étatiques essentiels, apportant son soutien à la coordination des activités de stabilisation, notamment l'élaboration de plans pour les zones reprises récemment, ainsi que des activités de prévention et de répression de l'extrémisme violent conduisant au terrorisme. Elle a favorisé une méthode de consolidation de la paix passant par davantage de contacts avec les érudits religieux et le Ministère des awqaf et des affaires religieuses au niveau fédéral et au niveau des États. Elle a aidé le Gouvernement fédéral somalien à réviser son programme national de réadaptation des déserteurs, ainsi que les initiatives de dialogue destinées à favoriser le dialogue des populations locales avec les institutions judiciaires.
48. En 2025, la Mission renforcera son appui au Gouvernement fédéral somalien en prodiguant ses bons offices, encourageant ainsi une plus grande coopération avec les États membres de la fédération dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de stabilisation et des plans d'action connexes. L'application de la feuille de route de 2019 sur les enfants et les conflits armés et du communiqué conjoint sur la cessation et la prévention des violences sexuelles sera essentielle. Dans les zones

reprises récemment, la Mission accompagnera également l'action de renforcement des capacités visant à permettre aux dispositifs de réconciliation, de justice et de sécurité de fonctionner.

49. Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 8).

Tableau 8  
**Mesure des résultats**

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Des mécanismes de partage de l'information et de planification conjointe relatifs aux zones à reprendre dans le cadre du plan de transition sont en place et la stratégie nationale de prévention et de répression de l'extrémisme violent et le plan de mise en œuvre de celle-ci sont révisés	Conseils stratégiques et aide à la coordination fournis en vue de la révision et de la finalisation de la stratégie nationale de stabilisation, de l'examen et de la révision du programme national de réadaptation des déserteurs, et de la finalisation de la stratégie de lutte contre le terrorisme, permettant une approche plus cohérente entre les priorités en matière de sécurité et de consolidation de la paix	Aide et conseils sur les processus de coordination et de planification apportés aux parties prenantes somaliennes chargées de la mise en œuvre de la stratégie nationale de stabilisation, en particulier dans les zones reprises récemment  Lancement d'initiatives de recours aux modes alternatifs de règlement des litiges dans d'autres sites  Promulgation par le Gouvernement fédéral somalien d'un nouveau projet de stratégie de lutte contre le terrorisme, axée sur les déserteurs influents des Chabab	Renforcement de la coordination en vue de progresser dans la mise en œuvre de la stratégie et des plans d'action nationaux de stabilisation, du programme national révisé de réadaptation des déserteurs, ainsi que de la stratégie révisée de prévention et de répression de l'extrémisme violent	Approche collaborative entre le Gouvernement fédéral somalien et les États membres de la fédération dans la mise en œuvre de la stratégie et des plans d'action nationaux de stabilisation.  Plus grande collaboration avec les parties prenantes somaliennes sur la mise en œuvre du programme national révisé de réadaptation des déserteurs  Renforcement de l'action de consolidation de la paix en vue de prévenir l'extrémisme violent

**Résultat 2 : résolution des questions en suspens concernant la fédéralisation grâce au dialogue entre le Gouvernement fédéral et les États membres de la fédération, permettant de progresser dans la révision constitutionnelle et dans la réalisation d'autres objectifs d'édification de l'État**

**Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025**

50. En 2023, la Mission a apporté son concours à l'organisation de trois réunions du Conseil consultatif national consacrées au dialogue entre le Gouvernement fédéral somalien et les dirigeants des États membres de la fédération visant à faire progresser la réalisation des priorités nationales, notamment les accords sur des aspects du processus de révision constitutionnelle, la lutte contre les Chabab et les propositions de calendrier électoral aux niveaux national et infranational. Elle a aidé le cabinet du Premier Ministre à veiller à la prise en compte des questions de genre et à l'inclusion des femmes dans les processus du Conseil. Elle a également accompagné le renforcement des capacités des

parlementaires, destiné à leur permettre une meilleure participation au processus de révision constitutionnelle, notamment à l'harmonisation des constitutions fédérales et des constitutions des États, ainsi que des règles de procédure applicables au processus parlementaire. Elle a continué à renforcer son appui au développement du secteur de la sécurité, notamment à la poursuite de la mise en place du dispositif national de sécurité, qui est essentiel à la fédéralisation de la sécurité.

51. En 2025, la Mission aidera les partenaires nationaux à créer un environnement propice aux consultations et à la mise en œuvre d'un processus national de révision constitutionnelle ouvert à toutes et tous et bénéficiant de l'adhésion des Somaliennes et des Somaliens. Elle rendra également de bons offices et fournira un appui technique pour favoriser les accords politiques sur les questions litigieuses liées au cadre constitutionnel.
52. Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 9).

Tableau 9  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
—	—	<p>Le Gouvernement fédéral somalien a convoqué le Conseil consultatif national à trois reprises (sans le Puntland), au sujet de domaines prioritaires, notamment la sécurité et la lutte contre les Chabab, les élections, la stabilisation, la révision constitutionnelle et le partage du pouvoir</p> <p>Les travaux techniques menés entre le Gouvernement fédéral somalien et les États membres de la fédération en préparation ou à la suite des réunions du Conseil consultatif national (ou d'une instance équivalente) ont progressé et des femmes y ont participé</p>	<p>Les responsables au niveau fédéral et au niveau des États continuent de dialoguer sur des questions essentielles ; la réalisation des objectifs de fédéralisation et d'édification de l'État progresse</p> <p>Les questions litigieuses liées à la fédéralisation et à l'édification de l'État au niveau fédéral et au niveau des États membres de la fédération sont recensées et on s'efforce de trouver une solution technique et politique</p>	<p>Les dirigeants de l'État fédéral et des États membres de la fédération s'accordent sur les progrès à accomplir dans la mise en œuvre des priorités nationales en matière d'édification de l'État</p> <p>Des consultations ont lieu dans le cadre du processus de révision constitutionnelle, tenant compte des différents points de vue des femmes, des jeunes et des représentants des groupes marginalisés</p> <p>Accord sur le processus de révision constitutionnelle et sur un calendrier concernant la constitution</p>



### Résultat 3 : renforcement des capacités prioritaires des institutions somaliennes garantes de l'état de droit et de la sécurité au niveau fédéral et au niveau des États

#### Plan-programme pour 2025

53. En 2025, la Mission aidera les institutions somaliennes garantes de l'état de droit et de la sécurité en leur donnant des conseils stratégiques, politiques et techniques et en assurant la coordination des partenaires. Il s'agira notamment de faire progresser la mise en place du dispositif national de sécurité révisé, ce qui inclut la création du Conseil national de sécurité, et du plan de développement du secteur de la sécurité, ainsi que l'élaboration et la mise en place de cadres juridiques relatifs à l'état de droit et à la gouvernance du secteur de la sécurité. En outre, la Mission appuiera les instances de coordination existantes en ce qui concerne les initiatives en matière de constitution de forces, de formation et de responsabilité, ainsi que l'élaboration d'une stratégie nationale de sécurité maritime. Elle coordonnera la mise en place du nouveau modèle d'organisation de la police, et des nouveaux modèles judiciaire et pénitentiaire, et favorisera l'indépendance du pouvoir judiciaire, le contrôle civil et la responsabilité, afin de renforcer l'accès à la justice, notamment dans les zones fragiles et les zones reprises. En outre, elle appuiera la coordination du programme national révisé de réadaptation des déserteurs et encouragera la réduction de la violence en pilotant des outils adaptés de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

#### Enseignements tirés et changements prévus

54. La nécessité d'une coordination et d'une coopération accrues avec les partenaires nationaux et internationaux figure parmi les principales conclusions de la phase I du programme conjoint relatif à la police. La police des Nations Unies s'efforcera de favoriser une collaboration plus étroite avec le PNUD au cours de la prochaine phase. De même, les projets pilotes visant à améliorer les services de justice et de police dans les zones reprises récemment ont révélé des problèmes de coordination et la nécessité d'améliorer la collaboration et la compréhension entre les prestataires de services judiciaires formels et informels. Dans les zones nouvellement reprises, pour régler les éventuels conflits, on a établi que la formation aux modes alternatifs de règlement des conflits était essentielle. Toutefois, l'absence de police somalienne a empêché d'apporter une assistance constante en matière d'état de droit. La nouvelle administration s'est concentrée sur la constitution de forces pour permettre les opérations militaires contre les Chabab. Des évaluations techniques conjointes de la réduction des effectifs de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie ont été menées en 2023 et 2024 afin de faire reposer les phases ultérieures sur des informations précises et de veiller à un transfert sans heurts aux forces de sécurité somaliennes des responsabilités en matière de sécurité.
55. Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 10).

Tableau 10  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Le Plan de transition de la Somalie est révisé et publié, la coordination technique étant assurée par les entités responsables d'appliquer l'approche globale pour la sécurité	Renforcement des capacités des forces de sécurité somaliennes, qui doivent être responsables, d'un coût abordable et capables de protéger la population civile	Adoption du plan de développement du secteur de la sécurité en Somalie et révision du dispositif national de sécurité  Adoption du programme commun sur la justice et	Début de la phase 2 du programme conjoint relatif à la police  Élaboration et adoption d'une législation en matière de sécurité	Appui technique au renforcement des capacités des forces de sécurité somaliennes en vue de leur permettre d'assumer pleinement leurs responsabilités en matière de sécurité

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les programmes conjoints relatifs à l'état de droit et à la gouvernance de la sécurité ont fait que les organes exécutifs et législatifs du Gouvernement fédéral somalien et des États membres de la fédération ont soutenu l'exécution du Plan de transition	<p>Renforcement de la coordination stratégique entre les acteurs nationaux et internationaux du secteur de la sécurité</p> <p>Des progrès sont réalisés au niveau de la législation visant à améliorer le contrôle des forces de sécurité par des organismes civils externes</p> <p>Adoption de la loi relative à la police de l'État du Hirshébeli et élaboration et discussion de quatre projets de loi relatifs à la police</p> <p>Mise en place d'un mécanisme de coordination des partenaires en matière de sécurité maritime</p>	<p>l'administration pénitentiaire</p> <p>Conception de la phase 2 du programme conjoint relatif à la police</p> <p>Renforcement de la coordination des acteurs de la sécurité maritime</p> <p>Révision du programme national de réadaptation des déserteurs</p> <p>Évaluation initiale du cadre national de lutte contre les engins explosifs improvisés</p>	<p>Renforcement des capacités des institutions nationales et exécution des étapes initiales du programme commun sur la justice et l'administration pénitentiaire</p> <p>Mise en place d'axes de travail sur la défense, la police, l'état de droit et la gestion des finances publiques pour la mise en œuvre du plan de développement du secteur de la sécurité</p>	<p>Coordination avec les parties prenantes de l'appui à la mise en place du plan de développement du secteur de la sécurité et du dispositif national de sécurité révisé, ce qui facilite la réalisation de progrès tangibles</p> <p>L'indépendance du pouvoir judiciaire est favorisée par l'exécution de la phase suivante du programme commun sur la justice et l'administration pénitentiaire</p> <p>Mise en œuvre effective de la stratégie nationale de gestion des armes et des munitions au niveau fédéral et au niveau des États</p> <p>Renforcement du niveau de maturité de la capacité nationale de lutte contre les engins explosifs improvisés</p>

## Produits

56. On trouvera dans le tableau 11 les produits retenus pour la Mission.

Tableau 11

### Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
1. Rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	4	3	3	3

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de documents)	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
2. Séances du Conseil de sécurité	4	3	3	3
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Projets sur le terrain et projets de coopération technique</b> (nombre de projets)	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>—</b>	<b>4</b>
3. Programmes communs d'aide à l'édification de l'État et à la réconciliation, de justice et d'administration pénitentiaire, de droits humains et d'appui électoral	2	2	—	4
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>297</b>	<b>301</b>	<b>264</b>	<b>275</b>
4. Séminaires à l'appui de l'application de lois sur la protection de l'enfance	12	—	6	6
5. Séminaires sur la coordination et la mise en œuvre des accords politiques fédéraux relatifs à l'état de droit et sur le recalibrage des effectifs des forces de sécurité somaliennes	4	3	4	6
6. Séminaires sur les dépenses publiques dans les domaines de la sécurité et de la justice	2	2	2	2
7. Ateliers sur la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits (protection des femmes)	8	8	8	8
8. Ateliers, séminaires ou séances de formations sur le renforcement des capacités des institutions de défense des droits humains	6	6	6	6
9. Ateliers thématiques avec des acteurs de la société civile portant sur les questions relatives aux droits humains, telles que celles qui concernent les minorités, les personnes en situation de handicap, les femmes et les enfants, sur le dialogue avec la société civile et les obligations fondamentales en matière de droits humains, et ateliers organisés à des fins de surveillance et d'information sur le comportement des forces de sécurité somaliennes en matière de droits humains et leur capacité à susciter la confiance de la population	14	14	14	14
10. Ateliers à l'intention de l'équipe spéciale de pays (surveillance et information) sur les violations commises contre les enfants, notamment en temps de conflit armé	12	12	12	12
11. Ateliers visant à renforcer les capacités et à harmoniser la mise en œuvre du programme national révisé de réadaptation des déserteurs	2	6	2	4
12. Ateliers sur la sensibilisation et le renforcement des capacités en vue de la création d'un système de justice abordable et de la mise en place du système fédéral de justice et d'administration carcérale	20	20	16	16
13. Ateliers de formation à la gestion des prisons à l'intention du personnel pénitentiaire	20	25	16	16
14. Ateliers sur le contrôle civil des institutions chargées de la sécurité	8	3	5	6
15. Ateliers sur la mise en œuvre des priorités définies dans la stratégie somalienne en matière de sécurité maritime et dans la stratégie pour l'économie bleue, et sur le renforcement de la législation en faveur des femmes et des possibilités offertes aux femmes sur la base de la stratégie relative aux femmes dans le secteur maritime	5	5	5	8
16. Ateliers d'appui au renforcement des capacités institutionnelles en vue de la mise en œuvre du dispositif national de sécurité et du plan de développement du secteur de la sécurité en Somalie	6	7	6	6
17. Ateliers sur le système d'intégrité visant à renforcer les capacités des autorités nationales et locales et des organisations de la société civile dans le domaine de la lutte contre la corruption	1	1	2	2
18. Ateliers, formations et activités de renforcement des capacités sur l'approche globale pour la stabilisation devant permettre l'examen de l'état de mise en œuvre de la stratégie nationale de stabilisation et du plan	7	9	7	7

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
connexe ainsi que l'examen, l'établissement et l'actualisation des plans de stabilisation des États				
19. Ateliers à l'échelle fédérale et au niveau des États sur la prévention de l'extrémisme violent conduisant au terrorisme, y compris avec des partenaires internationaux	6	9	2	4
20. Séminaire national sur la jeunesse, en particulier sur les priorités pour la jeunesse en Somalie, organisé en partenariat avec le Gouvernement fédéral somalien et les ministères de la jeunesse et des sports des États membres de la fédération	7	1	1	1
21. Ateliers, évaluations, consultations ou sessions de formation visant à soutenir les institutions de l'État fédéral et des États membres de la fédération en leur fournissant des conseils sur la gestion des armes et des munitions, de manière à réduire les risques qui pèsent sur la population civile	40	41	40	40
22. Formation à la protection des civils	12	12	12	12
23. Ateliers, séminaires et sessions de formation à l'intention de la Commission électorale nationale indépendante et des organismes de gestion des élections au niveau des États sur des domaines thématiques identifiés conjointement	20	24	20	15
24. Ateliers sur la prévention des violences électorales visant les dirigeantes et les mesures à prendre pour y remédier	2	2	—	—
25. Ateliers, séminaires et sessions de formation à l'intention de la Commission électorale nationale indépendante et des organismes de gestion des élections au niveau des États sur les cadres juridiques et le dialogue inclusif avec les parties prenantes	10	2	10	10
26. Ateliers, séminaires et activités de formation dans les domaines du journalisme, des médias sociaux et de la couverture de la campagne électorale	16	31	16	20
27. Ateliers, séminaires et activités de formation divers organisés par le Groupe de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité de la MANUSOM sur la mise en œuvre du plan de développement du secteur de la sécurité en Somalie, du nouveau modèle d'organisation de la police et de l'approche globale pour la sécurité	16	23	16	16
28. Ateliers, séminaires ou événements de renforcement des capacités ou de formation sur la vie politique inclusive à l'appui des institutions gouvernementales compétentes au niveau fédéral et au niveau des États	6	6	5	5
29. Ateliers, séminaires ou événements de renforcement des capacités ou de formation sur la consolidation de la paix, la médiation et le règlement des conflits	5	5	5	5
30. Ateliers, séminaires ou événements de renforcement des capacités ou de formation sur le processus de révision constitutionnelle	5	5	5	5
31. Ateliers techniques à l'intention du Conseil national de la jeunesse somalienne et du Conseil consultatif de la jeunesse	6	—	2	4
32. Ateliers visant à renforcer les capacités de la société civile à surveiller le comportement des forces de sécurité somaliennes en matière de droits humains et à rendre compte de celui-ci et des capacités de ces dernières à susciter la confiance de la population, notamment en ce qui concerne les violences sexuelles liées aux conflits	4	4	4	4
33. Consultations avec des figures féminines de la société civile et des députées et sénatrices, ateliers et séances de travail sur la médiation, la réconciliation, la négociation et les dialogues politiques à leur intention	15	15	15	15

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>46</b>	<b>63</b>	<b>53</b>	<b>66</b>
34. Rapports du Groupe des droits humains et de la protection sur la liberté d'expression et la protection des civils contre la violence sexuelle liée aux conflits en Somalie et sur les droits culturels en Somalie	2	2	1	2
35. Rapport analytique national sur l'indice de fragilité et le modèle de maturité, et rapports à ce sujet concernant les districts	34	43	35	45
36. Rapports sur les analyses, procédures, processus et pratiques exemplaires pour l'atténuation de la menace que représentent les engins explosifs improvisés	8	16	16	16
37. Fiches d'information sur les interventions en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration opérées en Somalie	1	2	1	2
38. Rapport d'étude sur l'expérience et les aspirations des femmes somaliennes en matière de paix et de politique dans le pays	—	—	—	1
<b>Missions d'établissement des faits, de suivi et d'enquête</b> (nombre de missions)	<b>—</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>9</b>
39. Activités de surveillance, d'information et de suivi relatives à la situation des droits humains, notamment aux violences sexuelles liées aux conflits et à la protection des enfants, appui aux activités de surveillance et de suivi des incidents impliquant les forces de sécurité, dans le cadre de la politique de diligence voulue en matière de droits humains	—	9	9	9

#### C. Activités de fond

**Bons offices** : appui au Gouvernement fédéral somalien, aux États membres de la fédération et aux autres parties prenantes pour faire avancer les priorités nationales, notamment pour obtenir des progrès concrets vers l'achèvement du processus de révision constitutionnelle, le renforcement de la participation politique des femmes, la mise en place du dispositif national de sécurité et l'avancement des processus politiques en vue des élections de 2026 ; aide apportée aux parties prenantes somaliennes afin de résoudre les conflits claniques et localisés, y compris dans les zones récemment reprises.

**Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause** : consultations auprès de la société civile sur le renforcement du fédéralisme, le processus de révision constitutionnelle, la gestion et le règlement des conflits locaux et le processus de réconciliation nationale ; conseils sur la rédaction de la version révisée de la constitution ; conseils stratégiques et techniques sur les révisions des lois électorales et les processus électoraux inclusifs ; sensibilisation en vue d'améliorer la représentation des femmes aux postes de direction et leur participation à la prise de décisions politiques et aux élections, ainsi que leur représentation aux postes de direction politique au sein des institutions de gouvernance ; conseils concernant l'alignement de la législation nationale sur le droit international des droits humains, s'agissant notamment des lois relatives à la violence sexuelle en temps de conflit et aux enfants et aux conflits armés ; activités de conseil et de sensibilisation sur le respect des engagements en matière de droits humains, les recommandations issues de l'examen périodique universel des droits humains, l'évaluation de la diligence due en matière de droits humains et les moyens de lutter contre les violations commises par les forces internationales, nationales ou affiliées au Gouvernement, menées en vue de renforcer le cadre national de protection et de généraliser les mécanismes de lutte contre l'impunité ; conseils sur la législation encadrant le secteur de la sécurité et les mesures budgétaires y relatives, notamment la gestion financière durable du secteur ; consultations concernant le cadre juridique en vue de la mise en place du dispositif national de sécurité ; promotion d'une plus grande planification conjointe par les forces de sécurité et les acteurs de la stabilisation dans les zones reprises et d'une articulation avec da avantage de services axés sur le développement ; conseils stratégiques et activités de promotion en vue de la mise en place d'institutions indépendantes et responsables garantes de la sécurité et de l'état de droit ; renforcement de l'administration maritime somalienne et de la présence des femmes dans le secteur maritime ; conseils politiques et techniques pour la coordination des mesures de lutte antimines, l'atténuation de la menace que représentent les engins explosifs dans le pays et la gestion efficace des armes et des munitions.

#### D. Activités de communication

**Information** : deux campagnes stratégiques de communication au long cours destinées au public somalien portant sur les activités de l'ONU en Somalie, notamment sur des questions thématiques, et activités menées à la présidence du Groupe de la communication des Nations Unies pour la Somalie, ce qui implique d'harmoniser les communications et de jouer un rôle moteur ou central dans les campagnes de communication conjointes ; collaboration avec la société civile (par ex. les associations de médias et les organisations de jeunes) en vue d'organiser des manifestations pour marquer les célébrations de l'ONU qui concernent la Somalie et d'amplifier les messages de l'Organisation ; appui aux communications et production de reportages multimédias lors des visites de hauts responsables de l'ONU en Somalie, le cas échéant ; soutien et orientations ponctuels à l'appui des activités de sensibilisation ciblées, au besoin.

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
------------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------

**Relations extérieures et relations avec les médias** : établissement de relations de travail avec les médias somaliens et internationaux afin de promouvoir une meilleure compréhension du travail effectué par l'ONU en Somalie et pour faire croître le secteur des communications en Somalie, notamment grâce à des programmes de perfectionnement destinés aux médias et aux bureaux de la communication de l'administration, tant sur le plan national qu'infranational ; tenue d'au moins deux conférences de presse de hauts responsables de l'ONU et organisation d'entretiens et autres formes de reportages avec des fonctionnaires de l'Organisation, si nécessaire.

**Plateformes numériques et contenus multimédias** : quatre plateformes numériques (médias sociaux et numériques) qui produisent des contenus multimédias multilingues, dont au moins 250 produits (cartes, infographies et vidéos, notamment) destinés à être partagés sur les médias sociaux et d'autres canaux en ligne ; s'agissant des médias traditionnels, production d'émissions de radio en somali visant le public somalien, dont au moins 50 épisodes de l'émission « Path to peace » (la voie de la paix) et, selon les besoins, poursuite des campagnes de sensibilisation à long terme reposant sur la programmation radio ; production d'une série d'émissions de radio consacrées à des sujets prioritaires ; production de 12 mises à jour mensuelles (en anglais et en somali) mettant en avant le travail du système des Nations Unies en Somalie ; quatre rapports périodiques en anglais mettant en lumière l'action du système des Nations Unies en Somalie, destinés aux partenaires au sein du Gouvernement, aux partenaires internationaux et aux donateurs ; appui à la conception et à la création d'un large éventail de lettres d'information numériques mettant en lumière le travail de l'ONU.

## B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

### Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 12

#### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>2023</i>		<i>2024</i>		<i>2025</i>	<i>Variation</i>
	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Dépenses effectives</i>	<i>Crédits ouverts</i>		<i>Montant nécessaire</i>	<i>Augmentation/ (diminution) entre 2025 et 2024</i>
	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3)</i>		<i>(4)</i>	<i>(5) = (4) – (3)</i>
Militaires et personnel de police	16 305,2	15 849,2	16 497,8		16 194,5	(303,4)
Personnel civil	41 814,4	45 845,0	44 833,6		48 541,5	3 707,9
Dépenses opérationnelles	38 451,7	34 292,2	39 805,4		39 910,3	104,9
<b>Total (déduction faite des contributions du personnel)</b>	<b>96 571,3</b>	<b>95 986,5</b>	<b>101 136,8</b>		<b>104 646,3</b>	<b>3 509,5</b>

Tableau 13  
Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international											Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies			
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Effectif approuvé pour 2024	1	2 <sup>a</sup>	1	8 <sup>b</sup>	30	51 <sup>b</sup>	37	–	57	–	187	87	45	132	18	1	19	338
Effectif proposé pour 2025	1	2 <sup>a</sup>	1	9 <sup>b</sup>	30	51 <sup>b</sup>	37	–	55	–	186	98	45	143	18	1	19	348
Variation	–	–	–	1	–	–	–	–	(2)	–	(1)	11	–	11	–	–	–	10

<sup>a</sup> Les dépenses afférentes à un des emplois sont prises en charge à parts égales par la MANUSOM et le Bureau de la coordination des activités de développement.

<sup>b</sup> Dont un D-1 et un P-4 en tant qu'emplois de temporaire (autre que pour les réunions).

57. Le montant des ressources demandées pour 2025 pour la Mission s'élève à 104 646 300 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de couvrir le déploiement de 625 membres de l'Unité de gardes des Nations Unies et de 9 membres du personnel de police des Nations Unies (16 194 500 dollars), les traitements et dépenses connexes (48 541 500 dollars) correspondant à 186 postes faisant l'objet d'un recrutement sur le plan international (1 SGA, 2 SSG, 1 D-2, 9 D-1, 30 P-5, 51 P-4, 37 P-3 et 55 SM), 143 postes faisant l'objet d'un recrutement sur le plan national (98 AN et 45 AL), 19 emplois de Volontaires des Nations Unies et 17 emplois de personnel fourni par des gouvernements, ainsi que les dépenses opérationnelles (39 910 300 dollars), qui se répartissent comme suit : consultants et services de conseil (475 100 dollars), voyages officiels (987 700 dollars), installations et infrastructures (19 987 200 dollars), transports terrestres (1 564 300 dollars), transports aériens (7 752 200 dollars), communications et informatique (5 202 100 dollars), santé (1 329 700 dollars) et fournitures, services et matériel divers (2 612 000 dollars).
58. Un taux de vacance de 0 % a été appliqué aux prévisions relatives aux membres des contingents, sur la base du taux de vacance effectif enregistré en mars 2024. Un taux de vacance de 0 % a été appliqué aux prévisions relatives à la police des Nations Unies, sur la base de l'hypothèse d'un déploiement complet en 2025, en tenant compte de la suppression de cinq emplois dans la police des Nations Unies en 2025. Un taux de vacance de 13,1 % a été appliqué aux prévisions relatives aux postes soumis à recrutement international sur la base du taux de vacance moyen enregistré en 2023. Des taux de vacance de 8,0 % et 13,3 %, respectivement, ont été appliqués aux prévisions relatives aux postes d'administrateurs recrutés sur le plan national et d'agents locaux, sur la base des taux de vacance enregistrés en mars 2024. Un taux de vacance de 12,0 % a été appliqué pour le personnel fourni par des gouvernements, en tenant compte de la suppression de six emplois de personnel fourni par des gouvernements en 2025. Un taux de vacance de 25,0 % a été appliqué aux prévisions relatives aux Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international, sur la base du taux de vacance moyen enregistré en 2023. On a continué à appliquer un taux de vacance de 50,0 % aux prévisions relatives à un emploi de Volontaire des Nations Unies recruté sur le plan national approuvé en 2023, qui est vacant.
59. Le tableau d'effectifs proposé pour 2025 tient compte de la création de 12 postes, ainsi que la suppression de 2 postes, de 6 emplois de personnel fourni par des gouvernements et de 5 emplois de personnel de police des Nations Unies :



*Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire)*

- a) Création d'un poste de chef, administrateur(trice) général(e) chargé(e) de la coordination (D-1), à Mogadiscio pour diriger le Bureau intégré du (de la) Représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général (Coordonnateur(trice) résident(e) et Coordonnateur(trice) de l'action humanitaire). Le (la) titulaire jouera un rôle essentiel d'appui à la Mission, en encourageant des programmes communs et des stratégies communes entre la Mission et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, dans le respect du mandat général de la Mission ;
- b) Création de deux postes de coordinateur(trice) (adjoint(e) de 1<sup>re</sup> classe) (AN) dans l'Équipe chargée du relèvement local et de l'extension de l'autorité et de la responsabilité de l'État à Baidoa et à Jawhar, afin de fournir un appui et des conseils au ministère de l'intérieur compétent dans ces États sur l'élaboration du plan de stabilisation de l'État dans les domaines du relèvement local, de la gouvernance locale, de la cohésion sociale et de la réconciliation, ainsi que de la sécurité ;

*Groupe intégré d'appui électoral*

- c) Suppression d'un poste d'assistant(e) administratif(tive) (SM) dans le Groupe intégré d'appui électoral, vacant depuis 33 mois et dont les fonctions sont jugées suffisamment couvertes par d'autres postes ;

*Groupe de la communication stratégique et des affaires publiques*

- d) Création d'un poste de spécialiste de l'information (AN) à Beledweyne afin d'appuyer et améliorer le suivi de l'actualité locale et les réactions à celle-ci et d'assurer un relais équitable et une diffusion efficace des messages de l'ONU dans toutes les régions ;

*Groupe des questions politiques et de la médiation*

- e) Création d'un poste de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1<sup>re</sup> classe) (AN) à Beledweyne pour appuyer le bureau local du Hirshébeli, qui apportera une aide déterminante aux efforts de l'État du Hirshébeli en matière de gouvernance, d'édification de l'État et de consolidation de la paix ;

*Groupe des droits humains et de la protection*

- f) Création d'un poste de spécialiste des droits humains (spécialiste de la protection de l'enfance) (AN) à Garoowe pour contribuer au suivi, à l'établissement de rapports, à la sensibilisation et au renforcement des capacités en matière de droits et de protection de l'enfance en Somalie ;

*Section des affaires judiciaires et pénitentiaires*

- g) Création d'un poste de spécialiste des affaires judiciaires (AN) à Jawhar pour appuyer le programme commun sur la justice et l'administration pénitentiaire dans les districts d'Aadan Yabaal et de Muqakoor ainsi que les responsables du Hirshébeli ;
- h) Création de deux postes de spécialiste des questions d'état de droit (AN), l'un à Dhuusamarreeb et l'autre à Garoowe, pour fournir des conseils stratégiques et un appui aux responsables de la justice, portant spécifiquement sur la dynamique des clans et les activités relatives aux programmes à Baxdo et Xarardheere.
- i) Suppression de cinq emplois de personnel fourni par des gouvernements dans des régions telles que celles de Hargeysa, du Somaliland, de Beledweyne, du Hirshébeli. Cette reconfiguration est motivée par la nécessité de réaffecter plus efficacement les ressources en fonction des objectifs stratégiques de la Mission ;



*Section de la réforme du secteur de la sécurité*

- j) Suppression d'un emploi de conseiller(ère) militaire à Hargeysa (personnel fourni par des gouvernements), qui n'a pas été pourvu depuis un an ;
- k) Création d'un poste de spécialiste de la réforme du secteur de la sécurité (AN) pour le secteur de la défense à Mogadiscio ;

*Section de la police*

- l) Création de deux postes d'agent(e) de coordination de la police (adjoint(e) de 1<sup>re</sup> classe) (AN), basés à Mogadiscio et à Beledweyne, afin de renforcer les activités de liaison avec les principaux interlocuteurs nationaux, notamment la Police somalienne et le Ministère de la sécurité intérieure ;
  - m) Suppression d'un poste d'assistant(e) administratif(tive) (SM), vacant depuis 28 mois et dont les fonctions sont jugées suffisamment couvertes par d'autres postes ;
  - n) Suppression de 5 emplois de la police des Nations Unies, parallèlement à un effort visant à augmenter la composante nationale des effectifs de la Mission, améliorant ainsi l'efficacité et la pertinence contextuelle de l'appui fourni.
60. Le tableau d'effectifs de la Mission approuvé pour 2024 comprend deux emplois de personnel temporaire (autre que pour les réunions), qu'il est proposé de maintenir en 2025 :
- a) Le (ou la) Chef de la gestion des programmes (D-1), au sein du Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général/Groupe de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité, qui continuerait à superviser la composante Lutte antimines de la MANUSOM, dirigeant la planification stratégique et opérationnelle, conseillant la direction de la Mission sur les questions relatives à la lutte antimines, supervisant l'exécution du plan de travail, et pilotant le dialogue avec les autorités nationales, l'équipe de pays des Nations Unies et les autres parties prenantes concernées par les activités de lutte antimines ;
  - b) Le (ou la) spécialiste des questions d'environnement (P-4), qui serait toujours principalement chargé(e) d'exécuter la composante environnementale du mandat de la MANUSOM, comme le prévoient les résolutions [2592 \(2021\)](#) et [2657 \(2022\)](#) du Conseil de sécurité, en collaboration étroite avec le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie et l'équipe de pays des Nations Unies. Les besoins en conseils relatifs à l'environnement et aux changements climatiques demeurent, en raison de l'aggravation des effets des changements climatiques en Somalie, qui entraîne une augmentation du nombre de demandes d'appui du Gouvernement fédéral somalien et des États membres de la fédération. La personne titulaire continuerait d'apporter aux hauts responsables de la Mission un appui relatif aux diverses questions liées à l'environnement et aux changements climatiques et leur fournirait notamment des analyses actualisées sur les causes et conséquences environnementales des conflits et de l'insécurité, ainsi que des évaluations des risques et des stratégies pour gérer lesdits risques.
61. L'augmentation des ressources demandées pour 2025 par rapport aux crédits ouverts pour 2024 s'explique principalement par : a) la diminution des dépenses prévues au titre des militaires et du personnel de police, qui tient au fait qu'il n'est pas nécessaire de prévoir des ressources au titre des indemnités en cas de décès ou d'invalidité pour les contingents et la police des Nations Unies, que le coût des billets aller-retour est moins élevé et que cinq emplois de personnel de police ont été supprimés ; b) l'augmentation des dépenses prévues au titre du personnel civil, due principalement à l'application d'un taux de vacance moins élevé pour les postes soumis à recrutement international (13,1 %, contre 13,9 % en 2024), ainsi qu'à l'application d'un coefficient d'ajustement plus élevé (55,0 en avril 2024, contre 45,6 en avril 2023), d'un taux de vacance moins élevé pour les postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national (8,0 %, contre 11,5 % en 2024) et pour les postes d'agent(e) local(e) (13,3 %, contre 20,0 % en 2024), ainsi qu'à la proposition de création de 11 postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national, compensée en partie par la suppression de 6 emplois de personnel fourni par des gouvernements ; c) l'augmentation des

ressources demandées au titre des dépenses opérationnelles, qui tient i) à une augmentation des opérations aériennes par avion et hélicoptère et au coût plus élevé de l'heure de vol, passant de 255 dollars en 2024 à 360 dollars en 2025, sur la base du contrat le plus récent, et ii) à une augmentation du montant demandé pour les fournitures, services et matériels divers en raison des frais de transport liés à l'acquisition de matériels, de pièces détachées et de fournitures. Cette augmentation est en partie compensée par une diminution des ressources demandées au titre des installations et des infrastructures, principalement pour les carburants et les lubrifiants, au titre des communications et de l'informatique, au titre des transports terrestres en raison d'un nombre moins élevé de véhicules à remplacer, et au titre des voyages officiels, des consultants et services de consultants, ainsi que des services de santé.

#### **Ressources extrabudgétaires**

62. En 2024, la Mission devrait utiliser des ressources extrabudgétaires d'un montant de 1 210 600 dollars à l'appui des activités prévues liées à la paix et à la réconciliation en Somalie.
63. En 2025, des ressources extrabudgétaires d'un montant de 1 210 600 dollars devraient permettre de continuer de financer l'appui aux activités liées à la paix et à la réconciliation.

### **3. Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale**

*(3 555 900 dollars)*

#### **A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**

#### **Orientations générales**

##### **Mandats et considérations générales**

64. Le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale est chargé d'aider les autorités nationales à cerner et à combattre les menaces qui pèsent ou risquent de peser sur la paix et la sécurité régionales. Son mandat, d'une durée indéterminée, a été défini dans un échange de lettres entre le Secrétaire général et le Président du Conseil de sécurité ([S/2007/279](#) et [S/2007/280](#)). La mission joue un rôle de premier plan dans les activités de diplomatie préventive menées en Asie centrale et facilite le dialogue régional sur les questions les plus pressantes en matière de sécurité et de stabilité.
65. Le Centre régional a pour principale fonction de renforcer la capacité des Nations Unies de prévenir les conflits en Asie centrale en nourrissant le dialogue sur les questions de diplomatie préventive avec les gouvernements de la région et, s'ils y consentent, avec les autres parties intéressées ; il suit et analyse la situation sur le terrain et tient le Secrétaire général informé des mesures prises en matière de prévention des conflits ; il se tient en contact avec les organisations régionales compétentes, appuie leurs actions et leurs initiatives en faveur de la paix et facilite la coordination et l'échange d'informations entre elles, en tenant dûment compte de leurs mandats respectifs ; il définit le cadre politique et la direction des activités préventives des équipes de pays des Nations Unies de la région et aide les coordonnateurs résidents et les représentants du système des Nations Unies, y compris des institutions de Bretton Woods, à promouvoir l'adoption d'une approche intégrée de la diplomatie préventive et de l'assistance humanitaire ; il entretient une relation étroite avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan pour assurer une analyse complète et intégrée de la situation dans la région.
66. Les travaux actuels du Centre régional sont régis par un programme d'action quinquennal pour la période 2021-2025, qui a été adopté lors de la réunion annuelle des vice-ministres des affaires étrangères organisée en décembre 2020.

#### **Programme de travail**

##### **Objectif**

67. L'objectif auquel le Centre régional contribue est de renforcer la sécurité et la stabilité régionales en Asie centrale.

##### **Stratégie et facteurs externes pour 2025**

68. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, le Centre régional :
  - a) Exercera ses bons offices à des fins de diplomatie préventive au profit du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan, suivra l'évolution de la situation régionale et en fera l'analyse, et se tiendra en rapport avec les organisations régionales et d'autres entités du système des Nations Unies ;

- b) Organiser des forums d'experts destinés à éclairer les réunions consultatives annuelles des chefs d'État d'Asie centrale ainsi que la réunion annuelle des vice-ministres des affaires étrangères d'Asie centrale. Il favorisera également la participation des femmes à la vie politique, en collaborant avec des dirigeantes politiques de haut niveau dans le cadre de la plateforme régionale intitulée Groupe de femmes d'influence d'Asie centrale ;
  - c) Œuvrera en faveur d'accords sur la gestion des eaux transfrontières dans la région, appuiera les initiatives de coopération dans les domaines de l'eau et de l'énergie et en matière d'environnement et de climat, et aidera à aborder les problèmes liés aux eaux transfrontières et aux changements climatiques ;
  - d) Mettra en œuvre le projet conjoint mené avec le Bureau de lutte contre le terrorisme, en appliquant le nouveau Plan d'action conjoint pour l'application de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies en Asie centrale. En outre, dans le cadre du projet d'académie de diplomatie préventive, le Centre régional continuera de s'employer à dialoguer avec les jeunes ;
  - e) Accompanera les États d'Asie centrale dans la lutte contre les menaces qui risquent de peser sur la sécurité et la stabilité, ainsi que contre les autres facteurs de risque externes, notamment la situation complexe que connaît l'Afghanistan.
69. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) Amélioration de la coopération au niveau régional face aux menaces transnationales que représentent le terrorisme, l'extrémisme violent conduisant au terrorisme, le trafic de drogue et la criminalité organisée et aux problèmes régionaux liés à la gestion des ressources en eau et aux changements climatiques ;
  - b) Grâce au renforcement de la coopération et de la confiance dans la région, meilleure préparation des gouvernements des États d'Asie centrale à s'engager plus avant en faveur de la paix et de la stabilité, y compris dans le cadre de forums de haut niveau tels que la réunion consultative des chefs d'État.
70. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, le Centre régional se tient en rapport avec la Communauté d'États indépendants, l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Organisation de Shanghai pour la coopération et d'autres organisations, telles que le Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral. Il poursuivra ses échanges avec la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie et l'Organisation du Traité de sécurité collective sur des sujets d'intérêt commun. Il coopère avec les acteurs concernés, notamment les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale.
71. En ce qui concerne la coordination et la liaison interinstitutions, le Centre régional coopère étroitement avec les coordonnateurs résidents des cinq pays, le Bureau de la coordination des activités de développement et les entités représentées dans les équipes de pays des Nations Unies, notamment le PNUD, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), l'ONUDC, le Bureau de lutte contre le terrorisme, l'UNESCO et la Commission économique pour l'Europe. Il échange régulièrement des informations et coordonne ses activités avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.
72. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
- a) Les cinq États de la région et les acteurs nationaux continuent d'œuvrer en faveur de la diplomatie préventive et de la coopération régionale ;
  - b) Les cinq pays de la région continuent de suivre l'évolution de la situation en Afghanistan et de renforcer leur préparation face aux menaces existantes et potentielles, y compris les risques liés à l'extrémisme violent et au terrorisme, au trafic de drogue et à une possible crise des réfugiés. Ils continuent de fournir de l'aide humanitaire à l'Afghanistan et de mobiliser la communauté internationale à cet égard.

73. Le Centre régional prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. Il invite les pays participants à veiller à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein de leur délégation et à inscrire les questions de genre au programme de travail des ateliers régionaux d'experts destinés à promouvoir la diplomatie préventive et à renforcer la confiance et organisés à l'intention des fonctionnaires des États d'Asie centrale.

## Exécution du programme en 2023

### Relations constructives et renforcées entre les États d'Asie centrale dans des domaines spécifiques

74. Le Centre régional a contribué à la sécurité et à la stabilité régionales grâce à des échanges permanents avec les États Membres sur des questions d'intérêt commun pour la région, notamment en se penchant sur les conséquences que la situation que connaît l'Afghanistan pourrait avoir sur la gestion de l'eau dans la région. En 2023, le travail de la mission a en outre contribué à la création du réseau d'alerte rapide concernant le terrorisme en Asie centrale, conçu pour améliorer l'échange d'informations entre diverses entités nationales et régionales et coordonner leurs travaux. La mission a organisé un forum sous les auspices du Groupe de femmes d'influence d'Asie centrale, qui s'est tenu à Douchanbé, parallèlement à la cinquième réunion consultative des chefs d'État et au sommet du Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral. Elle a continué de promouvoir le programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité en développant en Asie centrale un réseau régional d'anciens participants à l'Académie de diplomatie préventive.
75. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 14).

Tableau 14  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
Le Centre régional a continué d'inclure de nouveaux groupes afin d'organiser des débats plus inclusifs entre les principales parties prenantes au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Turkménistan, dans le cadre de ses nouvelles initiatives et de ses nouveaux points d'ancrage	Le Centre régional a contribué au renforcement de la sécurité et de la stabilité régionales en Asie centrale en appuyant l'action visant à promouvoir la paix et la confiance dans la région, grâce à des discussions plus inclusives et ouvertes et à de nouvelles initiatives des pays de la région et du Centre régional lui-même	Le Centre régional a contribué au renforcement de la coopération régionale en Asie centrale en accompagnant des initiatives visant à promouvoir la paix et la confiance dans la région et en mettant à disposition des plateformes régionales plus inclusives permettant de discuter de questions d'intérêt commun

## Résultats escomptés pour 2025

### Renforcement de l'interaction régionale en Asie centrale face aux risques et menaces actuels et naissants pour la paix et la sécurité

#### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

76. En 2023, le Centre régional a contribué au renforcement de la sécurité et de la stabilité régionales en Asie centrale grâce à la diplomatie préventive en appuyant l'action visant à promouvoir la confiance et la coopération dans la région grâce à un dialogue et des partenariats plus inclusifs, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.

*Enseignements tirés et changements prévus*

77. Les enseignements tirés sont les suivants : les échanges en personne entre interlocuteurs ont permis d'obtenir de véritables résultats. En appliquant ces enseignements, le Centre régional s'efforcera de tenir des réunions régulières et de contribuer aux plateformes régionales telles que le Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral, notamment en participant à diverses manifestations régionales.
78. Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 15).

Tableau 15  
**Mesure des résultats**

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Le Centre régional a continué d'inclure de nouveaux groupes afin d'organiser des débats plus inclusifs entre les principales parties prenantes au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Turkménistan, dans le cadre de ses nouvelles initiatives	Le Centre régional a contribué au renforcement de la sécurité et de la stabilité régionales en Asie centrale en appuyant l'action visant à promouvoir la paix et la confiance dans la région, grâce à des discussions plus inclusives et ouvertes et à de nouvelles initiatives des États de la région et du Centre lui-même	Le Centre régional a contribué au renforcement de l'interaction régionale en Asie centrale pour faire face aux menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité régionales grâce à des initiatives visant à promouvoir la paix et la confiance et à créer des plateformes régionales de débat inclusives	L'interaction régionale est encore stimulée, les États de la région étant amenés à s'engager expressément à coopérer plus étroitement, à organiser des débats inclusifs et à renforcer leur confiance en s'appuyant sur des initiatives nouvelles et existantes, l'objectif étant qu'ils soient à même de faire face aux risques et aux menaces pour la paix et la sécurité afin de garantir la paix et la stabilité en Asie centrale	Le Centre régional aide les États d'Asie centrale à renforcer encore la paix et la sécurité régionales en contribuant au renforcement des partenariats, à la promotion du dialogue et au renforcement de la confiance sur la base des besoins et des initiatives des pays

**Produits**

79. On trouvera dans le tableau 16 les produits retenus pour la mission.

Tableau 16

**Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie**

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
1. Séances du Conseil de sécurité	2	2	2	2
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
2. Ateliers sur la diplomatie préventive et le renforcement de la confiance	3	3	3	3
<b>C. Activités de fond</b>				
<b>Bons offices</b> : missions de bons offices sur des questions de diplomatie préventive, telles que la coopération dans les domaines de l'eau, de l'énergie, de l'environnement et du climat, le trafic de drogue et la lutte contre le terrorisme.				
<b>Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause</b> : consultations sur l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité dans la région, et recherche de domaines dans lesquels la coopération peut être resserrée, notamment organisation d'une réunion annuelle des vice-ministres des affaires étrangères des États d'Asie centrale ; consultations et conseils sur l'exécution du Plan d'action conjoint pour l'application de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en Asie centrale.				
<b>D. Activités de communication</b>				
<b>Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information</b> : prospectus et dossiers d'information sur les activités de la mission ; publication du bulletin d'alerte rapide sur les eaux transfrontières du bassin de la mer d'Aral ( <i>Aral Sea Basin Transboundary Water Early Warning Bulletin</i> ) et publications liées au projet d'académie de diplomatie préventive.				
<b>Relations extérieures et relations avec les médias</b> : conférences de presse et communiqués de presse sur les activités de la mission.				
<b>Plateformes numériques et contenus multimédias</b> : diffusion d'informations sur le site Web de la mission ; tableau d'activités de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme ; maintenance et actualisation du portail « Water Unites » en tant que source d'information pour les activités liées à l'eau et au climat menées dans la région.				

**B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025****Ressources nécessaires (budget ordinaire)**

Tableau 17

**Ressources financières**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>2023</i>		<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>Variation</i>
	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Dépenses effectives</i>	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Montant nécessaire</i>	<i>Augmentation/ (diminution) entre 2025 et 2024</i>
	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3)</i>	<i>(4)</i>	<i>(5) = (4) - (3)</i>
Militaires et personnel de police	—	—	—	—	—
Personnel civil	2 646,3	2 665,9	2 466,2	2 807,7	341,5
Dépenses opérationnelles	646,4	578,2	767,0	748,2	(18,8)
<b>Total (déduction faite des contributions du personnel)</b>	<b>3 292,7</b>	<b>3 244,1</b>	<b>3 233,2</b>	<b>3 555,9</b>	<b>322,7</b>

Tableau 18  
Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national		Volontaires des Nations Unies					
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Effectif approuvé pour 2024	–	1	–	–	1	2	2	–	2	–	8	4	18	22	–	–	–	30
Effectif proposé pour 2025	–	1	–	–	1	2	2	–	2	–	8	4	18	22	–	–	–	30
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

80. Le montant des ressources demandées pour le Centre régional pour 2025 s'élève à 3 555 900 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de couvrir les traitements et les dépenses communes de personnel (2 807 700 dollars) correspondant à 30 postes (1 SSG, 1 P-5, 2 P-4, 2 P-3, 2 SM, 4 AN et 18 AL) qu'il est proposé de maintenir, ainsi que les dépenses opérationnelles (748 200 dollars), qui se répartissent comme suit : consultants et services de conseil (16 800 dollars), voyages officiels (230 100 dollars), installations et infrastructures (96 800 dollars), transports terrestres (29 000 dollars), communications et informatique (215 200 dollars), fournitures médicales (2 200 dollars) et fournitures, services et matériel divers (158 100 dollars).
81. Pour 2025, aucun changement n'est proposé quant aux effectifs et quant à leur classe. Un taux de vacance de 0 % a été appliqué aux prévisions relatives aux emplois de personnel recruté sur le plan international, d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et aux emplois d'agent(e) local(e), compte tenu des taux de vacance moyens enregistrés en mars 2024.
82. L'augmentation des ressources proposées pour 2025 par rapport aux crédits ouverts pour 2024 s'explique principalement par : a) l'augmentation des dépenses prévues au titre du personnel recruté sur le plan international, en raison de l'application d'un taux de vacance de 0 % pour 2025 (contre un taux approuvé de 12,5 % pour 2024) et de la révision à la hausse du taux retenu pour les dépenses communes de personnel (51,5 %, contre 46,2 % dans le budget pour 2024) ; b) l'augmentation des dépenses prévues pour les administrateurs recrutés sur le plan national en raison de l'actualisation du barème des traitements les concernant au Kirghizistan et en Ouzbékistan ; c) les nouvelles dépenses prévues pour trois postes de consultants devant accompagner les travaux menés par le Centre régional conformément à son mandat visant à encourager la coopération sur la gestion des eaux transfrontières ainsi qu'à rétablir la confiance ; d) l'augmentation des crédits demandés pour les voyages officiels, des voyages supplémentaires étant prévus pour une réunion des vice-ministres des affaires étrangères ; e) l'augmentation des dépenses prévues au titre des fournitures, services et matériel divers, qui s'explique principalement par i) l'augmentation des dépenses prévues au titre des honoraires de formation et des fournitures liés à l'organisation du séminaire-retraite annuel du personnel, ii) les nouvelles dépenses prévues de représentation et de restauration liées à une série de réunions, séminaires et ateliers thématiques sur la gestion des eaux transfrontières et des sujets connexes, ainsi qu'à une réunion des vice-ministres des affaires étrangères, iii) l'augmentation des dépenses au titre des frais bancaires, iv) l'augmentation du montant proposé pour les rations et v) l'augmentation des dépenses prévues pour les services linguistiques de traduction et d'interprétation et les services de facilitation des réunions.
83. L'augmentation proposée est en partie compensée par : a) la baisse des dépenses prévues au titre du personnel recruté sur le plan national (AL), qui s'explique principalement par l'application du barème des traitements actualisé ; b) la baisse des dépenses prévues au titre des installations et infrastructures, en raison de la baisse prévue des acquisitions de divers matériels, de mobilier, de



pièces détachées et de fournitures, ainsi que de fournitures sanitaires et d'articles de nettoyage ; c) la baisse des dépenses prévues au titre des transports terrestres, due à une baisse des besoins au titre des pièces détachées et des carburants et lubrifiants ; d) la baisse des dépenses prévues au titre des communications et de l'informatique, due à la diminution des besoins au titre du matériel de communication et du matériel informatique ainsi que des frais de transpondeur et de services de réseau ; e) la baisse des dépenses prévues au titre de la santé, du fait de la diminution prévue des acquisitions de trousseaux médicales d'intervention d'urgence et du fait qu'il n'a pas été demandé de crédits au titre du matériel et des fournitures médicales, des achats ayant été effectués en 2024.

#### **Ressources extrabudgétaires**

84. En 2024, des ressources extrabudgétaires d'un montant de 232 900 dollars ont été prévues pour financer le projet de coopération régionale sur la gestion des eaux transfrontières en Asie centrale, dans son périmètre d'activités actualisé, ainsi que pour aider le Groupe de femmes d'influence d'Asie centrale à jouer un rôle de premier plan sur les questions liées à l'égalité des genres, aux femmes et à la paix et à la sécurité et à l'autonomisation des femmes au sein des pays de la région. La réunion annuelle des vice-ministres des affaires étrangères des États d'Asie centrale, les activités menées dans le cadre du projet d'académie de diplomatie préventive et la réunion du sixième forum des experts d'Asie centrale ont également été financées au moyen de ressources extrabudgétaires. Un grand nombre de ces réunions se sont déroulées dans un format hybride.
85. En 2025, des ressources extrabudgétaires d'un montant de 248 000,00 dollars devraient permettre de continuer à aider le Groupe de femmes d'influence d'Asie centrale à jouer un rôle de premier plan sur la question de la participation des femmes dans les pays de la région et à appuyer les activités menées dans le cadre du projet d'académie de diplomatie préventive ainsi que la stratégie du Centre en faveur de la coopération dans les domaines de l'eau, de l'énergie et de l'environnement et du climat dans la région pour la période 2022-2025.
86. L'augmentation des ressources prévues pour 2025 par rapport aux crédits ouverts pour 2024 est principalement due à l'augmentation des besoins au titre des voyages pour les réunions en présentiel et en mode hybride.

#### **4. Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria**

*(3 742 700 dollars)*

#### **A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**

##### **Orientations générales**

###### **Mandats et considérations générales**

87. La Commission mixte Cameroun-Nigéria est chargée de faciliter l'application de l'arrêt rendu le 10 octobre 2002 par la Cour internationale de Justice au sujet du différend frontalier opposant le Cameroun et le Nigéria. Il lui incombe notamment de prêter son appui aux opérations de démarcation de la frontière terrestre et de tracé de la frontière maritime, de faciliter le retrait des troupes et le transfert d'autorité dans des secteurs déterminés le long de la frontière, de régler la situation des populations concernées, et de formuler des recommandations sur les mesures de confiance qui doivent être prises pour leur venir en aide.
88. Le mandat actuel de l'équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria découle d'échanges de lettres entre le Secrétaire général et la présidence du Conseil de sécurité publiées sous les cotes [S/2017/78](#) et [S/2017/79](#) et d'échanges ultérieurs de lettres, parmi lesquelles, tout récemment, celles publiées sous les cotes [S/2024/42](#) et [S/2024/43](#). Ce mandat est d'une durée indéterminée.

##### **Programme de travail**

###### **Objectif**

89. L'objectif auquel la mission contribue est de parvenir à une application pacifique et ordonnée de l'arrêt rendu le 10 octobre 2002 par la Cour internationale de Justice concernant le tracé des frontières terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria.

##### **Stratégie et facteurs externes pour 2025**

90. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, la mission :
  - a) Facilitera la coopération entre les parties pour régler les trois points de désaccord restants pour ce qui est de la démarcation de la frontière terrestre ;
  - b) Aidera les parties à édifier de nouvelles bornes frontière le long de la frontière terrestre ;
  - c) Établira les projets de cartes sur lesquels la démarcation de la frontière sera tracée, et les fera valider par des experts des parties au cours de sessions de travail conjointes ;
  - d) Organisera et animera les réunions du comité de rédaction afin d'établir la version définitive de la déclaration sur la délimitation de la frontière une fois les travaux cartographiques achevés ;
  - e) Suivra régulièrement la situation des populations concernées par la démarcation et encouragera les projets de développement transfrontalier pour renforcer la confiance, notamment ceux relatifs aux moyens de subsistance, à l'accès à l'eau potable, au renforcement des capacités, à l'énergie verte et à la sécurité ;

- f) Poursuivra les efforts de collecte de fonds menés auprès des donateurs internationaux et des partenaires multilatéraux afin de financer les activités de démarcation et les projets de renforcement de la confiance pour les populations concernées par la démarcation ;
  - g) Renforcera la coopération sous-régionale et les bonnes pratiques en matière de gestion des frontières internationales en faisant connaître les retours d'expérience de la Commission mixte.
91. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) Consensus sur le tracé de la frontière, ainsi que sur la manière dont celle-ci sera délimitée physiquement ;
  - b) Démarcation de la frontière terrestre partagée par le Cameroun et le Nigéria par l'édification et la pose de bornes frontière ;
  - c) Établissement des cartes géospatiales définitives de l'ensemble de la frontière terrestre et maritime ;
  - d) Publication d'une déclaration sur la délimitation de la frontière précisant les coordonnées des bornes ;
  - e) Appui renforcé aux travaux de démarcation et amélioration des conditions de vie des populations concernées ;
  - f) Consensus sur les meilleures pratiques en matière de gestion des frontières.
92. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, la mission collabore avec les autorités nationales camerounaises et nigérianes en vue de régler le différend frontalier qui oppose le Cameroun et le Nigéria au moyen de réunions, d'évaluations sur le terrain et de l'édification de bornes frontière le long de la frontière.
93. En ce qui concerne la coordination et la liaison interorganisations, la mission coopère avec les équipes de pays des Nations Unies au Cameroun et au Nigéria pour les aider à élaborer des mesures de confiance à même de répondre aux besoins des populations vivant près de la frontière terrestre et de promouvoir de part et d'autre de celle-ci la paix, la sécurité et le développement durable. Le secrétariat de la Commission mixte est installé dans les locaux du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) à Dakar. L'UNOWAS fournit un appui administratif et logistique à la Commission mixte. Le Chef de l'UNOWAS est également Président de la Commission mixte.
94. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
- a) Les deux parties, le Cameroun et le Nigéria, continuent de respecter l'arrêt de la Cour internationale de Justice et le plan de travail adopté par la Commission mixte ;
  - b) Les conditions de sûreté et de sécurité et les conditions climatiques permettent la poursuite sans entrave des opérations sur le terrain ;
  - c) Des ressources extrabudgétaires, dont des contributions volontaires supplémentaires, demeurent à disposition aux fins de la démarcation des frontières, de l'édification des bornes et de la mise en place d'initiatives de renforcement de la confiance.
95. La Commission mixte Cameroun-Nigéria prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. Ainsi, on s'est adressé à des groupes de femmes et de jeunes pour la réalisation de projets de développement communautaire dans les domaines de l'eau potable, du renforcement des capacités d'emploi et de l'accès des populations locales au réseau électrique.

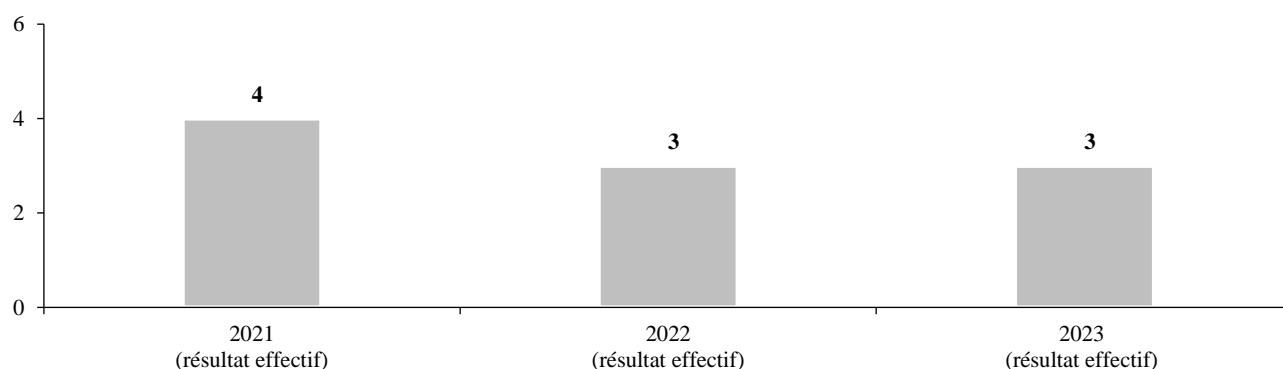
## Exécution du programme en 2023

### Engagement politique à poursuivre le dialogue afin de régler les derniers points de désaccord

96. En 2023, le Président de la Commission mixte a mené des consultations en vue de faire progresser le règlement des trois derniers points de désaccord. En conséquence, les deux parties se sont à nouveau engagées à régler leurs différends par le dialogue plutôt qu'à renvoyer la question à la Cour internationale de Justice pour obtenir des éclaircissements sur l'interprétation de l'arrêt prononcé. Pour faire avancer le processus de démarcation, la Commission mixte Cameroun-Nigéria s'est réunie à Lagos (Nigéria) en septembre pour discuter de la planification de l'édification des bornes, du processus final de cartographie et de la déclaration sur la délimitation de la frontière. Il en est résulté trois projets de cartes et un accord sur la portée à donner à la déclaration sur la délimitation.
97. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure III).

Figure III

Mesure des résultats : nombre de points de désaccord restants



## Résultats escomptés pour 2025

### Dégagement d'un consensus entre le Cameroun et le Nigéria

#### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

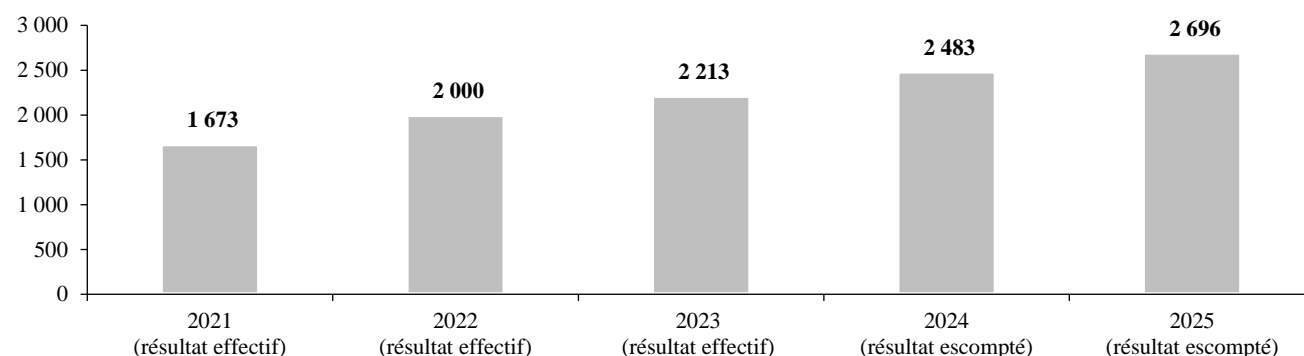
98. En 2023, le travail effectué dans le cadre de la mission a contribué à la construction d'un nombre cumulé de 2 213 bornes, représentant 82 % des éléments de démarcation de la frontière, mais n'a pas permis d'atteindre la cible fixée de 2 221 bornes. La cible n'a pas été atteinte en raison des problèmes de sécurité et de la résistance des populations locales, qui ont limité l'accès à certaines zones le long de la frontière. En outre, les sessions de la Commission mixte Cameroun-Nigéria et de la Sous-Commission chargée de la démarcation n'ont pas eu lieu, en raison de la désignation tardive des chefs de délégation.

#### Enseignements tirés et changements prévus

99. Les enseignements tirés sont les suivants : les missions de bons offices menées par le Président pour que les dirigeants des deux délégations participent à des réunions bilatérales ont contribué à amener plus rapidement les parties à un consensus et à des résolutions concertées. Compte tenu de cet enseignement, la mission tiendra des réunions de haut niveau pour mobiliser les dirigeants et les experts techniques des États parties afin d'avancer vers le règlement des trois derniers points de désaccord. La Commission mixte veillera également à poursuivre l'application des protocoles de sécurité adoptés par les deux parties, notamment la sensibilisation des autorités et des populations locales, afin de faciliter l'accès aux sites de construction et de limiter les risques pour la sécurité dans les zones de pose des bornes supplémentaires.

100. Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure IV).

Figure IV

**Mesure des résultats : nombre de bornes édifiées (résultat cumulé)****Produits**

101. On trouvera dans le tableau 19 les produits retenus pour la mission.

Tableau 19

**Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie**

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Documentation destinée aux organes délibérants</b> (nombre de documents)	2	2	2	2
1. Rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	2	2	2	2
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	2	2	2	2
2. Séances du Conseil de sécurité	2	2	2	2
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Activités ou documentation techniques</b> (nombre d'activités ou de documents)	9	5	7	7
3. Communiqué de la Commission mixte Cameroun-Nigéria	2	—	1	1
4. Rapport de la Sous-Commission chargée de la démarcation	3	1	2	2
5. Rapport du comité directeur du projet et de l'équipe de suivi technique	4	4	4	4
<b>Missions d'établissement des faits, de suivi et d'enquête</b> (nombre de missions)	3	3	3	3
6. Évaluation sur le terrain, y compris validation des données et des cartes	1	1	1	1
7. Sensibilisation de la population locale, y compris suivi du bien-être des populations concernées le long de la frontière terrestre	1	1	1	1
8. Évaluation de la sécurité	1	1	1	1

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
-----------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------

**C. Activités de fond**

**Bons offices** : offre de bons offices sur des questions liées à l'application pacifique de l'arrêt de la Cour internationale de Justice, notamment en ce qui concerne la démarcation et la coopération transfrontières ; bons offices en vue de parvenir à un consensus au sujet du processus de démarcation de la frontière.

**Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause** : conseils techniques à l'intention d'experts du Cameroun et du Nigéria visant à faciliter le règlement des points de désaccord ; promotion de la coopération transfrontières et projets socioéconomiques au profit de 177 000 personnes concernées ; activités de sensibilisation auprès des populations locales concernées dans la zone frontalière entre le Cameroun et le Nigéria.

**Bases de données et supports numériques** : production de supports numériques géospatiaux concernant la localisation d'environ 6 117 points convenus représentant la frontière entre le Cameroun et le Nigéria.

**D. Activités de communication**

**Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information** : brochures, prospectus, pochettes de documentation et manifestations spéciales visant à promouvoir les activités de la mission, notamment le processus de démarcation, et à mieux la faire connaître.

**Relations extérieures et relations avec les médias** : conférences de presse, communiqués de presse et entretiens avec les médias sur les activités de la mission.

**Plateformes numériques et contenus multimédias** : diffusion d'informations concernant la mission sur les réseaux sociaux.

## B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

### Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 20

**Ressources financières**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024	2025	Variation
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts	Montant nécessaire	Augmentation/ (diminution) entre 2025-2024
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (4) – (3)
Militaires et personnel de police	58,8	45,0	58,8	56,5	(2,3)
Personnel civil	1 929,2	1 711,9	1 886,1	1 820,9	(65,2)
Dépenses opérationnelles	1 793,3	1 785,4	1 876,8	1 865,3	(11,5)
<b>Total (déduction faite des contributions du personnel)</b>	<b>3 781,3</b>	<b>3 542,3</b>	<b>3 821,7</b>	<b>3 742,7</b>	<b>(79,0)</b>

Tableau 21  
Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international											Personnel recruté sur le plan national		Volontaires des Nations Unies				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	2	6	–	–	1	–	9	–	2	2	–	–	–	11
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	2	6	–	–	1	–	9	–	2	2	–	–	–	11
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

102. Le montant des ressources demandées pour 2025 pour la Commission mixte s'élève à 3 742 700 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de couvrir le déploiement d'un(e) observateur(trice) militaire (56 500 dollars), les traitements et les dépenses communes de personnel (1 820 900 dollars) correspondant à neuf postes soumis à recrutement international (2 P-5, 6 P-4 et 1 SM) et à deux postes soumis à recrutement national (AL), ainsi que les dépenses opérationnelles (1 865 300 dollars), qui se répartissent comme suit : consultants et services de consultants (525 700 dollars), voyages officiels (236 400 dollars), installations et infrastructures (151 700 dollars), transports terrestres (53 500 dollars), opérations aériennes (183 400 dollars), communications et informatique (437 600 dollars) et fournitures, services et matériel divers (277 000 dollars).
103. Pour 2025, aucun changement n'est proposé quant aux effectifs et quant à leur classe.
104. Un taux de vacance de 0 % a été appliqué aux prévisions relatives aux postes soumis à recrutement international, sur la base du taux de vacance effectif enregistré en mars 2024. Un taux de vacance de 12,5 % a été appliqué aux prévisions relatives aux postes d'agent(e) local(e), sur la base du taux de vacance effectif moyen enregistré en 2023.
105. La diminution des ressources demandées pour 2025 par rapport aux crédits ouverts pour 2024 s'explique principalement par : a) la diminution des dépenses prévues au titre du personnel recruté sur le plan international, due à la révision à la baisse du taux retenu pour les dépenses communes de personnel (50,4 %, contre 65,3 % en 2024), contrebalancée en partie par l'augmentation des besoins due à l'application d'un taux de vacance de 0 % (contre 3,7 % en 2024) et par l'augmentation du coefficient d'ajustement pour le Sénégal, qui est passé de 38,6 en avril 2023 à 44,3 en avril 2024 ; b) la diminution des dépenses prévues au titre des voyages liés au déploiement, à la rotation et au rapatriement des observateurs, contrebalancée en partie par une augmentation des ressources demandées au titre de l'indemnité de subsistance (missions) ; c) la diminution des dépenses prévues pour le carburant aviation, contrebalancée en partie par l'augmentation des dépenses prévues pour la location et l'exploitation des avions (faisant l'objet d'un partage des coûts avec l'UNOWAS), compte tenu du nouveau contrat attribué en avril 2024 ; d) la diminution des dépenses prévues au titre des communications et de l'informatique, qui tient à la restructuration des dépenses prévues au titre des logiciels, licences et redevances et des services d'information et de publication selon la structure historique des dépenses, ainsi qu'à des ajustements des tarifs concernant le répéteur de satellite. La diminution des ressources demandées est en partie contrebalancée par : a) l'augmentation des dépenses prévues au titre du personnel recruté sur le plan national – qui s'explique principalement par l'application du barème des traitements actualisé –, compensée en partie par l'application d'un taux de vacance plus élevé qu'en 2024 ainsi que par la révision à la baisse du taux retenu pour les dépenses communes de personnel ; b) l'augmentation des dépenses prévues au titre des installations et infrastructures, due principalement à une hausse des coûts de

l'élimination des déchets et des services collectifs de distribution, des services de sécurité et des fournitures sanitaires et article de nettoyage ; c) l'augmentation des dépenses prévues au titre des fournitures, services et matériel divers, qui tient à l'organisation de nouveaux ateliers à l'intention des communautés, par exemple sur le renforcement de la confiance et la cohésion pacifique.

**Ressources extrabudgétaires**

106. En 2024, des ressources extrabudgétaires d'un montant de 1 400 000 dollars devraient être utilisées pour financer l'édification de 262 bornes le long de la frontière entre le Cameroun et le Nigéria.
107. En 2025, des ressources extrabudgétaires d'un montant de 1 500 000 dollars devraient être utilisées pour continuer de financer le projet de pose de bornes frontière, la cible consistant à poser 323 bornes. La Commission mixte poursuivra ses activités de collecte de fonds pour exécuter des projets socioéconomiques au profit des populations vivant à proximité des zones concernées par le processus de démarcation.
108. L'augmentation du montant prévu des ressources extrabudgétaires qui devraient être utilisées en 2025 par rapport à 2024 tient au fait qu'on prévoit d'édifier un nombre plus élevé de bornes en 2025.



## 5. Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban

(11 122 600 dollars)

### A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

#### Orientations générales

#### Mandats et considérations générales

109. Le mandat du Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban découle de la résolution [1701 \(2006\)](#) du Conseil de sécurité ainsi que des décisions prises ultérieurement par le Conseil, notamment dans les documents [S/2007/85](#) et [S/2007/86](#), [S/PRST/2015/7](#) et [S/PRST/2016/10](#). La Coordonnatrice spéciale représente le Secrétaire général auprès du Gouvernement libanais, des partis politiques du pays et du corps diplomatique au Liban. Elle donne des orientations politiques et s'emploie à promouvoir la cohérence des activités de l'Organisation. Le Coordonnateur spécial adjoint, Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire dirige l'équipe de pays des Nations Unies et l'équipe de pays pour l'action humanitaire et est chargé de planifier et de coordonner les activités d'aide humanitaire et de développement au Liban.
110. Dans sa résolution [2433 \(2018\)](#), le Conseil de sécurité a souligné la nécessité de renforcer la coopération entre le Bureau et la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) afin d'améliorer l'efficacité des deux missions à moindre coût. Le Secrétaire général a exposé ses recommandations dans sa lettre au Conseil ([S/2018/1182](#)) et dans son rapport sur l'évaluation visant à déterminer si les ressources de la FINUL étaient toujours adéquates et sur des options destinées à améliorer l'efficacité et l'efficience de la coopération entre les deux missions ([S/2020/473](#)). Dans ses résolutions [2591 \(2021\)](#), [2650 \(2022\)](#) et [2695 \(2023\)](#), le Conseil a prié le Secrétaire général de mettre en œuvre les recommandations formulées dans son rapport d'évaluation conformément à son plan détaillé, selon qu'il convient.
111. Conformément aux priorités définies par le Groupe international de soutien au Liban et à l'idée d'action préventive mise en avant par le Secrétaire général, le Bureau continue d'articuler son action autour de trois axes d'intervention stratégiques : a) la paix et la sécurité ; b) la stabilité ; c) l'appui à la stabilisation et au développement. En 2022, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable avec le Gouvernement libanais a été lancé, en complément du Plan de gestion de la crise au Liban et du cadre de réforme, de relèvement et de reconstruction élaboré conjointement par l'ONU, l'Union européenne et la Banque mondiale, ainsi que du plan d'intervention d'urgence.
112. Compte tenu de la détérioration des conditions de sécurité, de la crise économique et financière qui va s'aggravant et de l'impasse politique prolongée qui a affaibli les institutions d'État et empêché l'adoption des mesures de réforme et de relèvement dont le pays a urgemment besoin, les bons offices de la Coordonnatrice spéciale et l'appui de l'ensemble du système des Nations Unies restent indispensables. Une présence politique continue des Nations Unies au Liban demeure essentielle pour accompagner les efforts libanais et internationaux visant à créer des conditions propices à l'application de la résolution [1701 \(2006\)](#) du Conseil de sécurité. Sur le territoire libanais, la présence constante de personnels armés, de biens et d'armes autres que ceux du Gouvernement libanais continue de porter atteinte à l'autorité de l'État et risque de raviver le conflit, comme on l'a vu dans la période 2023-2024. Les atteintes à la souveraineté du Liban, sur terre et dans les airs, qui continuent d'être commises par Israël entravent également les efforts déployés pour parvenir à un cessez-le-feu permanent entre les deux parties. Ces problèmes sont exacerbés par la situation instable de la région, qui amplifie le risque d'escalade et de débordement au Liban.

## **Programme de travail**

### **Objectif**

113. L'objectif auquel la mission contribue est de prévenir et d'atténuer les affrontements entre Israël et le Liban, d'œuvrer à un cessez-le-feu permanent et d'étendre et de consolider l'autorité de l'État pour garantir l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance politique du Liban.

### **Stratégie et facteurs externes pour 2025**

114. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, la mission :
- a) Exercera ses bons offices auprès des parties pour trouver les moyens de renforcer la confiance, apaiser les tensions par des navettes diplomatiques, traiter les violations de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité avant qu'elles ne dégénèrent en conflit et favoriser la désescalade lorsque les conflits surviennent ;
  - b) Poursuivra son action afin d'aider les deux parties à s'acquitter des obligations en vertu de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité qu'elles n'ont pas encore honorées, à savoir parvenir à un cessez-le-feu permanent et trouver une solution à long terme au conflit ;
  - c) Plaidera auprès des dirigeants politiques libanais pour qu'ils garantissent le fonctionnement ininterrompu des institutions d'État, en particulier un processus de prise de décisions et d'élaboration de politiques efficace, transparent et responsable au sein du Cabinet et du Parlement ;
  - d) Exhortera le Gouvernement libanais à adopter un programme de stabilisation et de réforme macroéconomiques équitable qui permette de faire face à la crise financière et économique actuelle, conformément aux engagements pris au titre de l'accord de principe conclu en avril 2022 avec le Fonds monétaire international (FMI) et à tout programme futur du FMI, ainsi qu'au cadre de réforme, de relèvement et de reconstruction de 2021 ;
  - e) Plaidera en faveur de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption, de l'indépendance du système judiciaire, de la transparence et de l'application du principe de responsabilité, et d'une prestation des services publics plus efficace et plus efficiente dans l'ensemble du pays, notamment en mobilisant un soutien international urgent pour aider les institutions d'État chargées de la sécurité et pour répondre aux besoins socioéconomiques et humanitaires croissants du Liban.
115. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) Rétablissement de l'état de cessation des hostilités et respect par les parties de leurs engagements en vue de sa préservation ;
  - b) Création de conditions favorisant le dialogue sur l'exécution des obligations découlant de la résolution 1701 (2006) qui n'ont pas été honorées en vue d'un cessez-le-feu permanent ;
  - c) Mise en place par les dirigeants politiques libanais d'institutions d'État capables de réaliser des réformes structurelles globales pour mettre le pays sur la voie du relèvement et exercer une autorité effective sur l'ensemble du territoire libanais, conformément aux dispositions de la résolution 1701 (2006).
116. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, la mission agit en coordination avec la Ligue des États arabes, l'Union européenne et les institutions financières internationales comme la Banque mondiale et le FMI pour mobiliser l'appui en faveur de la stabilité et de la souveraineté du Liban. Elle rassemble les membres du Groupe international de soutien au Liban pour coordonner les activités de communication et de mobilisation avec les dirigeants politiques libanais. La Coordinatrice spéciale dialogue avec les parties prenantes régionales et exerce ses bons offices

afin d'aider à renforcer la confiance et à désamorcer les tensions et de mobiliser le plus large soutien possible en faveur de la stabilité du Liban.

117. En ce qui concerne la coordination et la liaison interinstitutions, la mission coopère étroitement avec la FINUL à l'application de la résolution 1701 (2006). Les deux missions continuent d'intensifier leur collaboration et leur action conjointe auprès des parties prenantes nationales et internationales afin de maintenir la cessation des hostilités et de renforcer l'appareil de sécurité et l'extension de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national. En vertu d'un mémorandum d'accord conclu avec la FINUL, la mission reçoit l'appui de la Force dans les domaines des finances, des achats, des services techniques, des communications, des services médicaux, des transports et de la logistique. La mission tire également parti de la présence d'autres entités des Nations Unies, mettant à contribution tous les moyens des Nations Unies en matière de politique, de sécurité et de développement pour promouvoir la stabilité du Liban. Elle contribue à la formulation de l'analyse commune de pays menée par l'équipe de pays des Nations Unies et contribue au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, notamment en dirigeant le groupe des résultats sur la paix et la gouvernance.
118. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
  - a) Le consensus international concernant le Liban, qui existe bel et bien, continuera d'être remis en question ;
  - b) L'impasse politique peut entraver une bonne prise de décisions, compromettre la mise en œuvre de réformes économiques, budgétaires et monétaires efficaces et empêcher la conclusion d'un accord avec le FMI au détriment du relèvement durable et inclusif du pays ;
  - c) La détérioration de la situation socioéconomique et ses répercussions humanitaires continueront de peser sur le Liban et nécessiteront qu'un programme pluriannuel de relèvement et de réforme soit mis en place ;
  - d) La crise économique et financière prolongée du Liban a érodé les institutions de l'État, diminuant leur capacité de fournir des services publics essentiels et de consolider l'autorité de l'État dans tout le pays. La persistance d'une inflation élevée, la dépréciation de la monnaie, un chômage qui dure indéfiniment, la pauvreté croissante et les défis humanitaires resteront des sources d'instabilité et de troubles sociaux ;
  - e) Les tensions et l'instabilité régionales continueront de peser sur la stabilité et la sécurité intérieures ;
  - f) La présence constante d'un grand nombre de réfugiés de Palestine et de réfugiés syriens restera un sujet épineux et un facteur potentiel de déstabilisation ;
  - g) L'état de cessation des hostilités entre le Liban et Israël sera rétabli après les hostilités à grande échelle ayant eu lieu au cours de la période 2023-2024, mais il sera fragile et la situation sera susceptible de s'embraser à la moindre étincelle, soulignant ainsi que les parties doivent impérativement prendre part à un processus politique pour s'attaquer aux causes profondes du conflit dans le cadre de la résolution 1701 (2006) ;
  - h) Des violations de la résolution 1701 (2006) continueront d'être perpétrées par les parties et les tensions persisteront, notamment au sujet de l'abondance et de la prolifération des armes au Liban qui échappent à l'autorité de l'État, ainsi que des violations de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Liban ;
  - i) L'extension de l'autorité de l'État au sud du Litani et le long des frontières continuera d'être suspendue aux besoins en matière d'ordre public dans le reste du pays, et aux contraintes financières et aux problèmes logistiques que rencontrent les institutions d'État chargées de la sécurité dans l'élargissement de la présence de l'Armée libanaise.

119. La mission prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. Elle s'emploie à renforcer la participation et la représentation des femmes dans la vie politique au moyen d'une série d'initiatives, notamment l'élaboration de propositions sur les quotas de femmes et de mesures temporaires spéciales, la fourniture d'un appui ciblé aux femmes candidates aux élections, le lancement de campagnes sur les pratiques de vote et la formation de coalitions en faveur de la réforme électorale, ainsi que des initiatives qui ont vu le jour dans le contexte des élections législatives de 2022 en coordination avec le PNUD et ONU-Femmes. La mission a établi un réseau actif de femmes députées, de personnalités des médias et d'acteurs de la société civile afin de favoriser l'avancement des femmes. Pour faire progresser le programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité, la mission intensifie le dialogue avec les groupes de jeunes sur diverses plateformes pour plaider en faveur de l'autonomisation des jeunes et de leur intégration dans les processus politiques et les mécanismes de prise de décisions.

## Exécution du programme en 2023

### Efforts visant à contenir le déclenchement des hostilités et à rétablir le calme le long de la Ligne bleue

120. En 2023, dans le contexte de la guerre entre Israël et le Hamas à Gaza et du déclenchement d'hostilités prolongées entre le Hezbollah et les groupes armés associés au Liban, d'une part, et Israël, d'autre part, la mission a entrepris une action diplomatique intensive pour faire pression en faveur du rétablissement de l'état de cessation des hostilités. En étroite coordination avec la FINUL, elle a intensifié ses efforts de persuasion et multiplié les pourparlers avec les acteurs politiques, les acteurs du secteur de la sécurité et les acteurs diplomatiques afin d'éviter une nouvelle escalade, de limiter la portée du conflit et d'exhorter toutes les parties à mettre fin aux activités militaires offensives et à s'engager à nouveau en faveur de la résolution 1701 (2006), ainsi que de s'employer à établir une feuille de route politique pour s'attaquer aux causes profondes du conflit en vue d'un cessez-le-feu permanent.
121. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 22).

Tableau 22  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
—	—	<p>Missions de bons offices menées pour désamorcer les tensions et rétablir l'état de cessation des hostilités entre le Liban et Israël</p> <p>La guerre totale entre le Liban et Israël est évitée et les accrochages sont pour l'essentiel contenus le long de la Ligne bleue</p> <p>L'aide apportée par les Nations Unies aux populations touchées par le conflit au sud du Liban se poursuit</p>

## Résultats escomptés pour 2025

### Résultat 1 : faciliter un soutien international accru aux institutions publiques chargées de la sécurité par une assistance accélérée dans les domaines les plus critiques

#### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

122. En 2023, la mission a atteint sa cible, à savoir la poursuite du soutien à l'Armée libanaise et aux Forces de sécurité intérieure, conformément à la politique de diligence voulue en matière de droits humains. Le mécanisme des Nations Unies financé par les donateurs, établi sous les auspices de la mission et géré par le PNUD, a contribué au programme d'aide à la subsistance de l'Armée libanaise et des Forces de sécurité intérieure, à titre d'appui d'urgence, conformément à la résolution [2695 \(2023\)](#) du Conseil de sécurité et à la politique de diligence voulue en matière de droits humains. Cela a contribué de manière significative à la sécurité et à la stabilité du Liban dans le contexte de la grave crise politique et économique que traverse le pays et d'une grande instabilité régionale. Avec le déclenchement des hostilités de part et d'autre de la Ligne bleue entre le Hezbollah et Israël en octobre 2023, l'élargissement de la présence de l'Armée libanaise le long de la Ligne bleue a fait l'objet d'une attention accrue au niveau national et international.
123. Pour 2025, la mission donnera la priorité à l'action visant à soutenir le rétablissement de l'état de cessation des hostilités et les progrès vers un cessez-le-feu permanent entre le Liban et Israël. La mission s'efforcera d'obtenir un soutien international accru pour permettre le déploiement d'effectifs supplémentaires de l'Armée libanaise au sud du Litani, notamment en permettant aux Forces de sécurité intérieure d'assumer certaines des responsabilités qui incombent à l'Armée libanaise en matière de sécurité intérieure dans d'autres régions du Liban. À cette fin, la mission s'efforcera de mobiliser et de coordonner une aide internationale supplémentaire en faveur de l'Armée libanaise et des Forces de sécurité intérieure, notamment en réponse à leur plan de développement des capacités.
124. Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 23).

Tableau 23  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
—	Le Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban et le PNUD ont établi un mécanisme de transfert de fonds pour fournir une assistance d'urgence à l'Armée libanaise et aux Forces de sécurité intérieure, conformément à la politique de diligence voulue en matière de droits humains	Mise en place du mécanisme des Nations Unies financé par les donateurs pour l'aide d'urgence aux forces de sécurité  Poursuite du soutien à l'Armée libanaise et aux Forces de sécurité intérieure, conformément à la politique de diligence voulue en matière de droits humains	Appui au renforcement des capacités des institutions publiques chargées de la sécurité, outre l'assistance d'urgence	Présence accrue de l'Armée libanaise au sud du Litani, élément essentiel pour ce qui est de préserver l'état de cessation des hostilités et de progresser vers un cessez-le-feu permanent

## Résultat 2 : soutenir le bon fonctionnement des institutions de l'État et l'exercice d'une autorité effective de l'État sur l'ensemble du territoire libanais

### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

125. En 2023, la mission a plaidé en faveur du respect par le Liban des obligations constitutionnelles dont il ne s'est pas encore acquitté, notamment l'élection d'un nouveau président et la tenue d'élections municipales. Cependant, les désaccords entre les partis politiques concernant la présidence ont laissé un vide au sommet de l'État, entravant l'objectif de la mission de soutenir le bon fonctionnement des institutions de l'État. Le déclenchement d'hostilités majeures entre le Liban et Israël en octobre 2023 a encore retardé le programme de gouvernance et de réforme et contraint la mission à se concentrer sur la désescalade des tensions et les conditions permettant un retour à l'état de cessation des hostilités.
126. Pour 2025, la mission continuera de plaider en faveur du renforcement des institutions de l'État libanais en appuyant les exigences longtemps retardées, telles que le renforcement des structures de gouvernance au niveau municipal, l'amélioration du fonctionnement des institutions de l'État à tous les niveaux et la mise en œuvre des réformes économiques et des réformes de la gouvernance.

### Enseignements tirés et changements prévus

127. Les enseignements tirés sont les suivants : il importe de surmonter la lassitude et le désengagement croissants de la communauté internationale afin de maintenir le soutien politique et financier des partenaires internationaux. Compte tenu de ces enseignements, pour susciter une dynamique politique grâce à une communication et une mobilisation unifiées, la mission tirera parti de son pouvoir de rassemblement pour mobiliser le Groupe international de soutien au Liban, entre autres instances, afin de faire en sorte que la stabilité, la sécurité et le relèvement économique du Liban restent un domaine d'intérêt prioritaire pour la communauté internationale.
128. Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 24).

Tableau 24  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
—		<p>La polarisation du système politique a perpétué le vide exécutif aux niveaux institutionnels les plus élevés</p> <p>Le Parlement a prolongé d'un an le mandat des chefs des organismes de sécurité, assurant ainsi la continuité et la stabilité</p>	<p>Les institutions publiques ont les moyens voulus de servir tous les citoyens</p> <p>Adoption du budget 2024 de l'État dans les délais constitutionnels</p> <p>La participation des femmes et des jeunes concernant les questions de gouvernance est renforcée</p>	<p>Promotion du bon fonctionnement des institutions publiques</p> <p>Début de la planification des élections législatives de 2026</p> <p>Les priorités en matière de gouvernance et le programme de réformes progressent</p> <p>La participation des femmes et des jeunes concernant les questions de gouvernance est renforcée</p>

## Produits

129. On trouvera dans le tableau 25 les produits retenus pour la mission.

Tableau 25

### Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Documentation destinée aux organes délibérants</b> (nombre de documents)	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
1. Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution <a href="#">1701 (2006)</a> du Conseil de sécurité	3	3	3	3
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
2. Séances du Conseil de sécurité	3	3	3	3
<b>C. Activités de fond</b>				
<b>Bons offices</b> : activités de bons offices à l'appui de la prévention des conflits et de l'extension et de la consolidation de l'autorité de l'État ; activités de bons offices relatives aux élections, à la paix et à la stabilité, y compris aux questions économiques ; coopération active avec l'Armée libanaise et les Forces de sécurité intérieure, ainsi qu'avec la communauté des donateurs, afin de faciliter la poursuite de l'aide aux forces de sécurité ; mesures de confiance entre Israël et le Liban, y compris au sujet de la frontière maritime.				
<b>Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause</b> : consultations avec les interlocuteurs libanais et israéliens sur l'application de la résolution <a href="#">1701 (2006)</a> ; consultations avec le Groupe international de soutien au Liban et d'autres parties prenantes régionales sur les moyens d'assurer la stabilité du Liban ; consultations sur le programme de réformes économiques et de réformes en matière de gouvernance et les priorités de développement ; conseils sur la responsabilité effective du Gouvernement, l'élaboration des orientations en matière de gouvernance et la réforme de l'administration publique ; mobilisation du soutien des partenaires internationaux en faveur des efforts faits par le pays pour étendre l'autorité de l'État et renforcer les institutions publiques chargées de la sécurité ; consultations sur la gestion intégrée de la frontière entre le Liban et la République arabe syrienne ; action de sensibilisation aux principales normes et garanties relatives aux droits humains qui pourraient avoir une incidence durable sur la sécurité et la stabilité et sur le renforcement des institutions des droits humains au Liban ; plaidoyer en faveur de la participation et de la représentation des femmes et des jeunes dans la vie politique ; mobilisation du soutien des partenaires internationaux en faveur du Liban visant à ce que les donateurs continuent de s'impliquer et de fournir des ressources pour permettre au pays de faire face à la présence de réfugiés de Palestine et de réfugiés syriens, en tenant compte des besoins des réfugiés et des communautés d'accueil.				
<b>D. Activités de communication</b>				
<b>Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information</b> : activités de communication visant à appuyer l'application de la résolution <a href="#">1701 (2006)</a> et d'autres grandes priorités relatives à la paix durable, au développement et aux droits humains au Liban ; activités visant à renforcer les relations de travail de la mission avec les principaux partenaires et parties prenantes libanais ; activités visant à collaborer avec les jeunes, notamment les étudiants, et à favoriser l'avancement et la représentation des femmes, en particulier lors des élections législatives ; activités de communication menées dans le cadre de manifestations spéciales visant à communiquer plus efficacement avec les parties prenantes locales et à faire mieux connaître les travaux entrepris par la mission, par des supports d'information et activités de communication menées conjointement avec d'autres entités des Nations Unies pour faire comprendre les priorités du système des Nations Unies telles que les objectifs de développement durable.				
<b>Relations extérieures et relations avec les médias</b> : conférences de presse, déclarations à la presse, réunions d'information, entrevues, tribunes libres et autres activités menées auprès des médias pour communiquer de manière stratégique au sujet de l'application de la résolution <a href="#">1701 (2006)</a> ; déclarations à la presse du Groupe international de soutien au Liban sur la préservation de la sécurité, de la stabilité et de la souveraineté du Liban et sur l'application de la résolution <a href="#">1701 (2006)</a> .				
<b>Plateformes numériques et contenus multimédias</b> : supports visant à renforcer aux niveaux local et national, sur les sites Web ou les médias sociaux, l'appui à la mission et la compréhension du rôle qu'elle joue et du soutien qu'elle apporte à la mise en œuvre de la résolution <a href="#">1701 (2006)</a> .				



## B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

### Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 26

#### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024		Variation
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts	Montant nécessaire	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (4) - (3)
Militaires et personnel de police	—	—	—	—	—
Personnel civil	8 861,8	9 635,3	9 992,1	9 812,0	(180,1)
Dépenses opérationnelles	1 321,3	1 288,7	1 311,3	1 310,6	(0,7)
<b>Total (déduction faite des contributions du personnel)</b>	<b>10 183,1</b>	<b>10 924,0</b>	<b>11 303,4</b>	<b>11 122,6</b>	<b>(180,8)</b>

Tableau 27

#### Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national				Volontaires des Nations Unies			
	Total partiel		Total partiel		Total partiel		Total											
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G	Total partiel	AN	AL	Total partiel	international	national	partiel	Total
Effectif approuvé pour 2024	1	1 <sup>a</sup>	—	1	2	6	1	—	6	—	18	5	60	65	—	—	—	83
Effectif proposé pour 2025	1	1 <sup>a</sup>	—	1	2	6	1	—	6	—	18	5	60	65	—	—	—	83
Variation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

<sup>a</sup> Les dépenses afférentes à ce poste sont prises en charge à parts égales par le Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban et le Bureau de la coordination des activités de développement.

130. Le montant des ressources demandées pour la mission pour 2025 s'élève à 11 122 600 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de couvrir les traitements et les dépenses communes de personnel (9 812 000 dollars) correspondant à 18 postes soumis à recrutement international (1 SGA, 1 SSG, 1 D-1, 2 P-5, 6 P-4, 1 P-3 et 6 SM) et à 65 postes soumis à recrutement national (5 AN et 60 AL), ainsi que les dépenses opérationnelles (1 310 600 dollars), qui se répartissent comme suit : consultants et services de consultants (7 300 dollars), voyages officiels (167 600 dollars), installations et infrastructures (670 100 dollars), transports terrestres (73 400 dollars), informatique et communications (289 700 dollars) et fournitures, services et matériel divers (102 500 dollars).

131. Pour 2025, aucun changement n'est proposé quant aux effectifs et quant à leur classe.

132. Un taux de vacance de 10,2 % a été appliqué aux prévisions relatives aux postes soumis à recrutement international sur la base du taux de vacance moyen enregistré en 2023. Des taux de vacance de 0 % et de 6,7 %, respectivement, ont été appliqués aux prévisions relatives aux postes



d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et aux postes d'agent(e) local(e), sur la base des taux de vacance effectifs enregistrés en mars 2024.

133. La diminution des ressources proposées pour 2025 par rapport aux crédits ouverts pour 2024 s'explique par une baisse des dépenses prévues au titre du personnel civil, qui tient principalement à l'application d'un taux de vacance plus élevé pour le personnel recruté sur le plan international (10,2 % contre 5,6 % en 2024).

## 6. Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale

(7 875 900 dollars)

### A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

#### Orientations générales

##### Mandats et considérations générales

134. Le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) est chargé de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix et de la sécurité en Afrique centrale. Son mandat découle d'un échange de lettres entre le Secrétaire général et le Président du Conseil de sécurité ([S/2009/697](#) et [S/2010/457](#)). Par un autre échange de lettres ([S/2021/719](#) et [S/2021/720](#)), le mandat a été prolongé jusqu'au 31 août 2024.
135. Le mandat pour 2021-2024 comprend quatre objectifs, à savoir : a) suivre l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité en Afrique centrale et mener des missions de bons offices au nom du Secrétaire général en vue de prévenir et de résoudre les conflits, d'aider à pérenniser la paix et de conseiller le Secrétaire général et les entités des Nations Unies présentes dans la région sur les questions relatives à la pérennisation de la paix en Afrique centrale ; b) renforcer les capacités sous-régionales pour la prévention des conflits et la médiation dans les pays de la sous-région, en prêtant dûment attention aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, y compris les droits humains et les questions de genre ; c) soutenir et consolider l'action menée par l'Organisation des Nations Unies dans la sous-région ainsi que les initiatives régionales et sous-régionales en matière de paix et de sécurité, y compris les aspects touchant aux droits humains et au genre ; d) renforcer la cohérence et la coordination des activités que mènent les entités des Nations Unies dans la sous-région en faveur de la paix et de la sécurité.
136. La mission accueille également le secrétariat du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, coordonne la mise en œuvre de la stratégie régionale des Nations Unies visant à faire face à la menace que fait peser l'Armée de résistance du Seigneur et soutient la mise en œuvre de la stratégie régionale et du plan d'action concernant la lutte contre le terrorisme et la non-prolifération des armes légères et de petit calibre en Afrique centrale.

#### Programme de travail

##### Objectif

137. L'objectif auquel la mission contribue est de prévenir les conflits et de consolider la paix et la sécurité dans la sous-région de l'Afrique centrale.

##### Stratégie et facteurs externes pour 2025

138. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, la mission :
  - a) Mènera des activités de bons offices pour aider les pays à prévenir les crises politiques et les violences électorales et à résoudre pacifiquement les conflits et les crises découlant des processus politiques, y compris des transitions politiques, et pour promouvoir la tenue d'élections ouvertes, pacifiques et crédibles ;
  - b) Renforcera les capacités régionales et nationales de prévention des conflits et de pérennisation de la paix, notamment en apportant un soutien aux institutions nationales et aux cadres de

dialogue politique. Là où de tels institutions et cadres n'existent pas, la mission préconisera leur mise en place et mobilisera les entités compétentes des Nations Unies et d'autres partenaires pour soutenir leur mise en service ;

- c) Tirera parti de son partenariat avec les organisations sous-régionales, notamment la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), en matière de prévention des conflits, de médiation et d'alerte précoce, en garantissant la participation des femmes, des jeunes et d'autres acteurs aux activités inclusives de consolidation et de pérennisation de la paix, notamment la mise en œuvre de la stratégie régionale sur les discours de haine, et en s'attaquant aux effets néfastes des changements climatiques sur la paix et la sécurité ;
- d) S'attaquera aux problèmes transrégionaux relatifs à la paix et à la sécurité, notamment les rapports entre agriculteurs et éleveurs, la crise dans le bassin du lac Tchad et la piraterie maritime dans le golfe de Guinée, en étroite coordination avec les entités des Nations Unies en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest ;
- e) Effectuera régulièrement des analyses d'alerte précoce pour orienter la diplomatie préventive et les missions de bons offices en faveur de la paix et de la sécurité en Afrique centrale et mobiliser le soutien en faveur de la diplomatie préventive, en collaboration avec la CEEAC et les entités des Nations Unies ;
- f) Renforcera la cohérence des travaux des Nations Unies sur les questions de paix et de sécurité en Afrique centrale par des consultations régulières avec les entités des Nations Unies concernées dans la sous-région, coordonnera les efforts des entités des Nations Unies visant à mettre en œuvre le cadre régional de prévention des conflits et soutiendra les équipes de pays dans l'adoption ou la mise en application de stratégies nationales de pérennisation de la paix, alignées sur le cadre ;
- g) Appuiera la tenue régulière de réunions ministérielles du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, comme moyen de renforcer la confiance entre les États Membres en permettant à ceux-ci de discuter des menaces et des problèmes concernant la paix et la sécurité régionales, en vue de prévenir ou de traiter les conflits, les crises ou les tensions interétatiques.

139. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) Des processus électoraux pacifiques et crédibles dans la sous-région, assortis de mécanismes pertinents mis en place pour prévenir d'éventuelles violences liées aux élections ;
- b) La prévention ou l'atténuation de la violence électorale, ainsi que l'amorce ou la poursuite des processus de dialogue politique inclusif soutenus par des missions conjointes d'alerte précoce et de bons offices de la mission et de la CEEAC dans les pays organisant des élections, en proie à une crise politique ou en cours de transition politique ;
- c) Des progrès accomplis par la CEEAC sur la voie de l'adoption d'une stratégie humanitaire régionale pour l'Afrique centrale et de la mise en place du Parlement de la CEEAC ;
- d) La tenue de réunions ministérielles du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale et l'organisation de visites sur le terrain dans certains pays consacrées à des questions d'actualité liées à la paix et à la sécurité régionales en Afrique centrale ;
- e) Une compréhension commune des principaux défis et priorités en matière de paix et de sécurité entre les entités des Nations Unies en Afrique centrale, qui tienne compte des nouveaux facteurs à l'origine des conflits, y compris les effets des changements climatiques et la dégradation de l'environnement ;
- f) Le renforcement de la coordination des efforts des Nations Unies à l'appui des initiatives régionales et sous-régionales en matière de paix et de sécurité et de gouvernance ;

- g) L'adoption et la mise en œuvre de stratégies nationales de pérennisation de la paix alignées sur le cadre régional de prévention des conflits ;
  - h) L'amélioration de la coordination interrégionale entre l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest sur la sécurité maritime dans le golfe de Guinée, les rapports entre agriculteurs et éleveurs et la crise dans la région du bassin du lac Tchad.
140. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, la mission effectue des analyses et des activités conjointes sur les problèmes transrégionaux en matière de paix et de sécurité avec d'autres organismes régionaux et sous-régionaux. Les analyses d'alerte précoce et les activités de bons offices sont menées, dans la mesure du possible, conjointement ou en consultation avec la CEEAC.
141. En ce qui concerne la coordination et la liaison interinstitutions, la mission travaille en étroite collaboration avec le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, l'UNOWAS, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et d'autres entités des Nations Unies compétentes concernant les défis transfrontaliers et transrégionaux en matière de paix et de sécurité, afin d'éviter les doubles emplois et d'assurer la cohérence des activités menées par le système des Nations Unies dans la sous-région. Les activités d'alerte précoce et de bons offices spécifiques à chaque pays sont menées en étroite coordination avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents concernés.
142. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
- a) La réforme institutionnelle de la CEEAC devient de plus en plus opérationnelle, toutes les institutions et tous les mécanismes de paix et de sécurité étant établis et dotés de ressources adéquates pour leur fonctionnement ;
  - b) Le BRENUAC et la CEEAC continuent de coopérer et de tenir des consultations régulières, et adoptent et mettent en œuvre un plan d'action conjoint dans le cadre d'un nouveau mémorandum d'accord conclu entre la CEEAC et l'ONU sur des questions de paix et de sécurité ;
  - c) Les États membres de la CEEAC restent déterminés à établir un cadre de gouvernance régionale, œuvrent à l'adoption et à la mise en œuvre de normes et de mécanismes de gouvernance régionale, et sollicitent ou acceptent le soutien du BRENUAC et des partenaires régionaux et internationaux ;
  - d) Le paysage politique reste polarisé dans plusieurs pays de la sous-région, sur fond de revendications croissantes d'ouverture de l'espace politique et d'amélioration des cadres électoraux, ce qui accroît les risques de violence politique ou de conflit, tandis que la méfiance à l'égard des institutions publiques persiste, ce qui incite certaines parties prenantes à réclamer des cadres neutres pour discuter des principales réformes politiques, électorales et institutionnelles ;
  - e) Les élections devant se dérouler dans les pays de la région, y compris dans les pays connaissant une transition politique, ont lieu dans le respect du calendrier prévu par la Constitution et par la loi ou dans les délais convenus dans le cadre de la transition, et les pays concernés acceptent l'intervention politique du BRENUAC et de la CEEAC de façon à désamorcer les tensions, à prévenir les violences et à trouver des solutions aux crises liées aux élections ;
  - f) Des tensions éclatent, persistent ou s'aggravent entre plusieurs pays de la sous-région sur des questions de sécurité transfrontalière, ce qui justifie un rôle accru des institutions et mécanismes régionaux, accepté par les États concernés et soutenu par les partenaires internationaux, pour atténuer les tensions, instaurer la confiance et régler les différends par des voies pacifiques ;
  - g) La CEEAC et ses États membres sont véritablement déterminés à faciliter la participation des acteurs de la société civile, notamment la Coalition des organisations de la société civile pour

la paix et la prévention des conflits en Afrique centrale, la Coalition pour la jeunesse, la paix et la sécurité en Afrique centrale et les organisations de femmes, aux activités de la CEEAC dans le domaine de la paix et de la sécurité, y compris en ce qui concerne l'alerte précoce, la prévention des conflits et la consolidation de la paix. La Coalition des organisations de la société civile pour la paix et la prévention des conflits en Afrique centrale devient pleinement opérationnelle, est dotée de ressources humaines suffisantes et bénéficie du soutien des États membres de la CEEAC et des partenaires ;

- h) Les États membres de la CEEAC adoptent et commencent à mettre en œuvre une réglementation régionale sur le pastoralisme et la transhumance en Afrique centrale, soutiennent les mécanismes nationaux et locaux de prévention et de règlement pacifique des conflits entre agriculteurs et éleveurs, et prennent des mesures collectives pour promouvoir la transhumance transfrontalière pacifique.
143. La mission prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient, y compris le soutien à la mise en œuvre du plan d'action régional sur la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité et l'adoption et la mise en application de plans d'action nationaux. Elle continue de plaider en faveur du renforcement du rôle des femmes dans la prévention des conflits et la pérennisation de la paix, et de leur représentation adéquate aux postes de décision tant au niveau national que régional. Elle s'attache avec différentes entités des Nations Unies et des partenaires extérieurs à renforcer les capacités des femmes en matière de prise de décisions et de médiation. La mission aidera à rendre opérationnel le réseau des médiatrices de la CEEAC, créé en décembre 2021 et approuvé par les chefs d'État en janvier 2022, et à renforcer les moyens d'action du réseau. Dans ses analyses et ses rapports, la mission veille à ce que les données et les informations soient ventilées par sexe et à ce qu'il soit tenu compte de la situation, des besoins et des rôles des femmes dans les analyses et les recommandations. Lors des missions d'établissement des faits et de bons offices, la mission tient des consultations et procède à des échanges de vues avec des femmes et des groupes de femmes. Les aspects relatifs aux droits humains, y compris la protection des droits des femmes, sont également pris en compte dans l'analyse des conflits et le travail d'alerte précoce et de diplomatie préventive de la mission.
144. Conformément à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, la mission encourage les États Membres à prendre des mesures appropriées pour faciliter la participation des personnes handicapées aux processus politiques et électoraux dans la région. Elle encourage et soutient également l'échange de données d'expérience entre les États de la région dans le domaine de l'inclusion du handicap, ce qui facilite ainsi l'adoption de mesures qui tiennent compte des particularités des situations régionales et nationales. Elle prend en considération la situation des personnes handicapées dans ses analyses et ses rapports et veille à consulter les organisations représentant les personnes handicapées à l'occasion des missions d'établissement des faits, d'alerte précoce et de bons offices.

## **Exécution du programme en 2023**

### **Réduction des tensions dans les contextes électoraux**

145. En 2023, quatre pays de la région ont organisé différentes élections (Cameroun, Congo, Gabon et Guinée équatoriale). Le BRENUEAC a mené 10 missions d'alerte précoce et de bons offices dans tous les pays de la région, y compris au Gabon et au Tchad, qui sont en cours de transition politique. Il a suivi de près la situation pendant la période préélectorale. Il a également encouragé le dialogue politique, notamment grâce à des cadres permanents ou ponctuels, en vue de créer les conditions nécessaires à la tenue d'élections ouvertes, pacifiques et crédibles. La mission a également collaboré avec les équipes de pays des Nations Unies et les organisations de la société civile en Angola, au Gabon et à Sao Tomé-et-Principe pour promouvoir la participation politique des femmes aux élections.

146. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 28).

Tableau 28

**Mesure des résultats**

<i>2021 (résultat effectif)</i>	<i>2022 (résultat effectif)</i>	<i>2023 (résultat effectif)</i>
Diminution du nombre de problèmes liés aux élections et augmentation du nombre d'initiatives prises dans la sous-région pour favoriser un dialogue constructif et inclusif	Des missions d'alerte précoce et de bons offices ont été menées par le BRENUAC et la CEEAC dans les pays où des élections étaient tenues  Les élections en Afrique centrale se sont généralement déroulées de façon pacifique, avec très peu de violence, voire sans violence	Dix missions d'alerte précoce et de bons offices menées par le BRENUAC et la CEEAC dans les États de la région ont contribué à des élections pacifiques, avec très peu de violence, voire sans violence

**Résultat escompté pour 2025****La violence liée aux élections est évitée ou atténuée conformément à la déclaration de Malabo sur les élections démocratiques****Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025**

147. En 2023, les initiatives de bons offices du BRENUAC ont contribué à ce que les processus électoraux se déroulent de manière pacifique et inclusive au Cameroun, au Gabon et au Tchad. À la suite du changement anticonstitutionnel de gouvernement au Gabon, le Bureau a plaidé pour la mise en place de cadres de dialogue politique sans exclusive, promu des processus inclusifs et renforcé la confiance à l'égard des systèmes électoraux et des institutions impliquées dans l'organisation des élections. Il a également déployé des missions d'évaluation technique chargées de travailler avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies, afin de déceler et de désamorcer les nouvelles menaces contre la paix et la sécurité ou les tensions liées aux élections. Le BRENUAC a également aidé la Coalition des organisations de la société civile pour la paix et la prévention des conflits en Afrique centrale à tenir son assemblée générale à Douala, au Cameroun. Conformément à la déclaration de Malabo, adoptée lors de la cinquantième réunion du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, la mission continuera d'apporter son appui par des initiatives d'alerte précoce et de bons offices visant à contribuer à des processus électoraux pacifiques et ouverts.

*Enseignements tirés et changements prévus*

148. Les enseignements tirés sont les suivants : les initiatives d'alerte précoce et de bons offices et les cadres de dialogue politique ont contribué à des processus électoraux pacifiques et ouverts. Compte tenu de ces enseignements, le Bureau prévoit de collaborer étroitement avec les équipes de pays des Nations Unies et les parties prenantes nationales pour élaborer et mener des activités visant à renforcer la participation des jeunes et des femmes aux élections.
149. Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 29).

Tableau 29  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Diminution du nombre de problèmes liés aux élections et augmentation du nombre d'initiatives prises dans la sous-région pour favoriser un dialogue constructif et inclusif	Des missions d'alerte précoce et de bons offices ont été menées par le BRENUAC et la CEEAC dans les pays où des élections étaient tenues  Des élections pacifiques se sont déroulées en Angola, au Congo, en Guinée équatoriale et à Sao Tomé-et-Principe, avec très peu de violence, voire sans violence	Dix missions d'alerte précoce et de bons offices menées par le BRENUAC et la CEEAC dans les États de la région ont contribué à des élections pacifiques, avec très peu de violence, voire sans violence  Des progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre de la déclaration de Malabo du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale et vers l'adoption d'un protocole régional sur les élections	Six missions d'alerte précoce et de bons offices menées par le BRENUAC et la CEEAC dans les États de la région contribuent à des élections pacifiques, avec très peu de violence, voire sans violence  Des progrès sont réalisés dans la mise en œuvre de la déclaration de Malabo du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale et vers l'adoption d'un protocole régional sur les élections	Cinq missions d'alerte précoce et de bons offices menées par le BRENUAC et la CEEAC dans les États de la région contribuent à des élections pacifiques, avec très peu de violence, voire sans violence  Des progrès sont réalisés dans la mise en œuvre de la déclaration de Malabo du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale et vers l'adoption d'un protocole régional sur les élections

## Produits

150. On trouvera dans le tableau 30 les produits retenus pour la mission.

Tableau 30  
Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Documentation destinée aux organes délibérants</b> (nombre de documents)	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>3</b>
1. Rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	2	2	2	2
2. Rapport du Secrétaire général sur les activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale	1	1	1	1
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>
3. Séances du Conseil de sécurité	2	2	2	2
4. Réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale	10	10	10	10

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>70</b>	<b>18</b>	<b>26</b>	<b>18</b>
5. Atelier sur la prévention des conflits, la médiation, les droits humains et l'autonomisation des femmes	45	16	20	15
6. Atelier s'adressant aux journalistes et aux médias sur leur rôle dans la prévention des conflits et la protection des civils	25	2	6	3
<b>Missions d'établissement des faits, de suivi et d'enquête</b> (nombre de missions)	–	–	<b>30</b>	<b>30</b>
7. Visites sur le terrain dans les États Membres pour recueillir des informations, consulter les parties prenantes et coordonner les actions sur les questions liées à la paix et à la sécurité sous-régionales, suivi des activités et collecte de données	–	–	30	30
<b>C. Activités de fond</b>				
<b>Bons offices</b> : bons offices, diplomatie préventive et médiation, missions et réunions diplomatiques de haut niveau, y compris conjointement avec des organisations régionales (CEEAC et Union africaine), sommets régionaux et sous-régionaux, forums et réunions de haut niveau destinés à promouvoir la paix et la stabilité, la sécurité maritime et les droits humains.				
<b>Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause</b> : réunions de coordination stratégique et tables rondes avec des organisations régionales et sous-régionales au sujet de l'intégration régionale, de la paix et de la sécurité, des droits humains et de la lutte contre le terrorisme (notamment contre les menaces pesant sur la sécurité de la région du bassin du lac Tchad et de la République démocratique du Congo dans le cadre du retrait de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo).				
<b>D. Activités de communication</b>				
<b>Information</b> : collaboration avec la société civile (par exemple les associations de médias et les associations de femmes et de jeunes), la CEEAC et d'autre parties prenantes pour l'organisation de manifestations visant à faire mieux connaître le mandat et les activités du BRENUAC ; collaboration avec les médias pour faire mieux comprendre au public les activités de bons offices et de médiation du BRENUAC ; appui aux activités menées conjointement avec le Groupe de communication des Nations Unies, notamment au Gabon, par l'harmonisation des campagnes de communication et d'information.				
<b>Relations extérieures et relations avec les médias</b> : programmes de renforcement des capacités destinés aux parties prenantes du secteur des médias et des communications de la sous-région, notamment dans le contexte des élections nationales et d'autres processus politiques clés ; établissement et maintien de relations de travail avec les médias aux niveaux national, sous-régional et international pour faire mieux comprendre les travaux du BRENUAC ; organisation d'au moins 2 conférences de presse de hauts responsables du BRENUAC ; organisation d'entretiens et d'autres activités de reportage avec les spécialistes des questions politiques du BRENUAC.				
<b>Plateformes numériques et contenus multimédias</b> : 3 plateformes en ligne (médias sociaux et numériques) pour la diffusion de contenus multilingues ; production et diffusion de divers supports sur les activités menées par le BRENUAC en faveur de la paix et de la stabilité dans la sous-région ; production et diffusion de divers produits numériques (cartes, infographies, vidéos, bulletins d'information) et de contenus multimédias sur les activités menées par le BRENUAC en faveur de la paix et de la stabilité dans la sous-région ; production d'un programme de podcasts sur les domaines hautement prioritaires du mandat du BRENUAC.				



## B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

### Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 31

#### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024		2025		Variation
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts		Montant nécessaire		Augmentation/ (Diminution) entre 2025 et 2024
	(1)	(2)	(3)		(4)		(5) = (4) – (3)
Militaires et personnel de police	–	–	–		–		–
Personnel civil	7 238,0	6 559,8	6 610,2		6 286,5		(323,7)
Dépenses opérationnelles	1 836,1	1 598,7	1 800,3		1 589,4		(210,9)
<b>Total (déduction faite des contributions du personnel)</b>	<b>9 074,1</b>	<b>8 158,5</b>	<b>8 410,5</b>		<b>7 875,9</b>		<b>(534,6)</b>

Tableau 32

#### Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international											Personnel recruté sur le plan national		Volontaires des Nations Unies					
														Volontaires recrutés sur le plan international		Volontaires recrutés sur le plan national			
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G	Total partiel	AN	AL	Total partiel			Total partiel	Total	
Effectif approuvé pour 2024	1	–	–	2	5	12	6	–	7	–	33	4	12	16		–	1	1	50
Effectif proposé pour 2025	1	–	–	2	5	12	6	–	7	–	33	4	12	16		–	1	1	50
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		–	–	–	–

151. Le montant des ressources demandées pour la mission pour 2025 s'élève à 7 875 900 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de couvrir les traitements et les dépenses communes de personnel (6 286 500 dollars) correspondant à 33 postes soumis à recrutement international (1 SGA, 2 D-1, 5 P-5, 12 P-4, 6 P-3 et 7 SM), à 16 postes soumis à recrutement national (4 AN et 12 AL) et à 1 emploi de Volontaire des Nations Unies recruté sur le plan national, qu'il est proposé de reconduire, ainsi que les dépenses opérationnelles (1 589 400 dollars) qui se répartissent comme suit : consultants (9 800 dollars), voyages officiels (535 900 dollars), installations et infrastructures (189 500 dollars), transports terrestres (61 200 dollars), opérations aériennes (146 100 dollars), informatique et communications (504 900 dollars) et fournitures, services et matériel divers (142 000 dollars).
152. Des taux de vacance de 20,2 % pour les postes soumis à recrutement international, de 22,9 % pour les postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national, de 12,5 % pour les postes d'agent(e) local(e) et de 0 % pour l'emploi de Volontaire des Nations Unies recruté sur le plan national ont été appliqués aux prévisions sur la base des taux de vacance moyens effectifs enregistrés en 2023.
153. La diminution des ressources proposées pour 2025 par rapport aux crédits ouverts en 2024 s'explique principalement par : a) la diminution des dépenses prévues au titre du personnel recruté sur le plan

international en raison de l'application d'un taux de vacance supérieur au taux approuvé pour 2024 (20,2 % contre 18,2 %) et de l'application d'un taux plus faible qu'en 2024 pour les dépenses communes de personnel (61,4 % contre 63,8 %), contrebalancée en partie par l'augmentation du coefficient d'ajustement pour le Gabon, qui est passé de 49,4 en avril 2023 à 56,5 en avril 2024 ; b) la diminution des ressources nécessaires pour les postes d'agent(e) local(e) du fait de l'application d'un taux de vacance plus élevé par rapport au taux approuvé pour 2024 (12,5 % contre 0 %), contrebalancée en partie par l'application d'un taux plus élevé qu'en 2024 pour les dépenses communes de personnel (40,4 % contre 38,1 %) ; c) la diminution des dépenses prévues pour l'emploi de Volontaire des Nations Unies recruté sur le plan national, due principalement à la baisse des coûts pro forma pour les Volontaires des Nations Unies au Gabon ; d) la diminution des dépenses prévues au titre des consultants, compte tenu des dépenses moyennes effectives de 2022 et 2023 ; e) la diminution des dépenses prévues au titre des voyages, principalement en raison d'une réduction du nombre de jours et du nombre de membres du personnel par voyage, et d'une réduction des ressources nécessaires pour les voyages aux fins des formations, étant donné qu'une partie des formations dans le domaine du renforcement des capacités seront dispensées virtuellement ; f) la diminution des ressources nécessaires pour les installations et infrastructures, principalement due à des réductions au titre des services de sécurité et des fournitures de bureau et de la papeterie, conformément aux dépenses effectives des trois dernières années ; g) la diminution des dépenses prévues à la rubrique Informatique et communications en ce qui concerne les télécommunications et les services de réseau, qui tient à des ajustements des frais afférents aux répéteurs de satellite, contrebalancés en partie par une augmentation du tarif de renouvellement de l'assistance et de la maintenance pour les licences gérées de manière centralisée ; h) la diminution des dépenses prévues pour les fournitures, services et matériel divers qui tient au fait que le montant prévu pour la contribution aux services communs de gestion et de sécurité du complexe a été inscrit à la rubrique Installations et infrastructures conformément aux dépenses effectives enregistrées, ainsi qu'à la diminution des dépenses prévues au titre des vacataires. La diminution des dépenses prévues est contrebalancée en partie par : a) l'augmentation des dépenses prévues pour les postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national en raison du barème des traitements le plus récent, de l'application d'un taux de vacance de postes plus faible que celui approuvé pour 2024 (22,9 % contre 25 %) et de l'application d'un taux plus élevé qu'en 2024 pour les dépenses communes de personnel (36,8 % contre 29,6 %) ; b) l'augmentation des ressources nécessaires pour les carburants et lubrifiants en raison d'une augmentation du prix du marché des carburants.

### Ressources extrabudgétaires

154. En 2024, la mission devrait recevoir des ressources extrabudgétaires d'un montant de 713 500 dollars qui lui serviront à continuer d'appuyer les capacités régionales de prévention, d'atténuation et de règlement des crises et des violences liées aux élections dans la sous-région de l'Afrique centrale, et en particulier à renforcer les mécanismes de gouvernance électorale et à soutenir l'adoption d'un protocole régional sur des élections démocratiques, et permettront de reconduire un poste de spécialiste des questions politiques (P-4).
155. En 2025, la mission devrait recevoir des ressources extrabudgétaires d'un montant de 713 500 dollars qui lui serviront : à appuyer les capacités régionales de prévention, d'atténuation et de règlement des crises et des violences liées aux élections dans la sous-région de l'Afrique centrale, et en particulier à renforcer les mécanismes de gouvernance électorale et à soutenir l'adoption de normes et de mécanismes régionaux relatifs aux élections démocratiques ; à assurer le bon fonctionnement d'une plateforme régionale de femmes pour la paix et la sécurité dans la sous-région de l'Afrique centrale ; à renforcer les capacités de prévention et de règlement des conflits de la CEEAC de sorte que celle-ci soit dotée de moyens d'alerte précoce plus efficaces ; à raffermir le rôle des organes de presse en tant que catalyseurs de la paix et de la sécurité, ainsi que de la cohésion sociale. Ces ressources permettront également de reconduire un poste de spécialiste des questions politiques (P-4).

## 7. Mission d'appui des Nations Unies en Libye

(94 141 500 dollars)

### A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

#### Orientations générales

#### Mandats et considérations générales

- 156 La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) a été créée par le Conseil de sécurité par sa résolution [2009 \(2011\)](#) afin de soutenir les efforts de transition et l'action postérieure au conflit, notamment dans le cadre d'un dialogue national inclusif et de l'élaboration d'un projet de constitution. Après la signature, le 23 octobre 2020, d'un accord de cessez-le-feu à l'échelle nationale qui a mis fin au conflit armé amorcé en avril 2019, le Conseil de sécurité, par sa résolution [2570 \(2021\)](#), a également chargé la MANUL d'apporter son soutien à la Commission militaire conjointe 5+5 et au mécanisme de surveillance du cessez-le-feu dirigé et contrôlé par les Libyens, notamment en facilitant les mesures de confiance et en veillant au déploiement évolutif et progressif d'observateurs du cessez-le-feu de la MANUL. Par sa résolution [2702 \(2023\)](#), le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la MANUL jusqu'au 31 octobre 2024.

#### Programme de travail

#### Objectif

157. L'objectif auquel la Mission contribue est d'accompagner un processus politique inclusif et une réconciliation nationale fondée sur les droits, d'appuyer la prévention des conflits et la consolidation de la paix, et de soutenir les processus de justice transitionnelle et les efforts d'édification de l'État, notamment en apportant un appui pour optimiser la préparation à la planification et à la conduite d'élections crédibles, transparentes et ouvertes à toutes et tous, la promotion des droits humains, l'égalité des genres et la participation politique des femmes, et en concourant à la réforme du secteur de la sécurité et à la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu d'octobre 2020.

#### Stratégie et facteurs externes pour 2025

158. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, la Mission s'emploiera à :
- a) Fournir des services de médiation et exercer ses bons offices pour faire avancer un processus politique inclusif, dirigé et contrôlé par les Libyens, facilité par l'Organisation des Nations Unies et appuyé par la communauté internationale, afin de parvenir à un accord qui permettra la tenue d'élections nationales, permettant le transfert pacifique du pouvoir à un gouvernement élu. La Mission dialoguera avec un large éventail de parties prenantes libyennes à tous les niveaux, y compris les femmes et les jeunes, dans tout le pays, dans le cadre des processus relatifs à la transition démocratique et à l'action de réconciliation ;
  - b) Fournir une assistance technique à la Haute Commission électorale nationale pour qu'elle organise des élections nationales présidentielle et législatives transparentes et inclusives, ainsi que des élections locales dans l'ensemble du pays ;
  - c) Soutenir tous les acteurs, notamment l'Union africaine, pour qu'ils continuent de participer à un processus de réconciliation nationale inclusif, axé sur les victimes et fondé sur les droits, et basé sur les principes de la justice transitionnelle et du Programme de développement durable

à l'horizon 2030, en vue de favoriser un processus politique inclusif dirigé et contrôlé par les Libyens qui contribue à l'édification d'une paix durable ;

- d) Offrir un appui et des bons offices dans le domaine de l'état de droit, l'objectif étant de soutenir le système judiciaire et le ministère public, qui contribuent de manière essentielle à garantir la justice pour tous et toutes ;
- e) Promouvoir et protéger les droits humains, surveiller et signaler les atteintes aux droits humains, au droit international des droits de l'homme et au droit international humanitaire et les violations de ces droits, y compris les violences sexuelles en période de conflit et les violations contre les migrants, sensibiliser les esprits à la situation humanitaire et soutenir l'acheminement de l'aide humanitaire dans le pays ;
- f) User de ses bons offices et collaborer avec les autorités nationales pour réformer le secteur de la sécurité du pays, renforcer le rôle des organisations de la société civile en matière de contrôle civil, notamment en soutenant la lutte antiminés, en contribuant à jeter les bases d'un processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration et à faciliter la planification opérationnelle avec les parties prenantes nationales sur l'élaboration dudit processus, la mise en place des institutions et les aspects économiques du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, et en coordonnant la fourniture de compétences techniques, de formations et de matériel, et participer à l'action déployée aux fins de l'unification des institutions militaires et de sécurité ;
- g) Aider la Commission militaire conjointe 5+5 à mettre en œuvre intégralement l'accord de cessez-le-feu à l'échelle nationale, notamment grâce au travail de la composante de la MANUL chargée de la surveillance du cessez-le-feu à l'appui du mécanisme libyen de surveillance du cessez-le-feu, en œuvrant au retrait des combattants étrangers, des forces étrangères et des mercenaires et en soutenant les mesures de confiance et la réunification des institutions militaires par la mise en place de forces de défense et de sécurité professionnelles, unifiées et responsables ;
- h) Appuyer la réforme de la politique économique, en étroite coopération avec les États Membres et les institutions financières internationales, notamment la réunification et la réforme du système bancaire du pays, la mise en place d'une politique de décentralisation et la création d'un mécanisme inclusif de gestion et de contrôle des recettes, qui garantisse une gestion transparente, équitable et responsable des recettes dans tout le pays ;
- i) Promouvoir les droits des femmes et soutenir la capacité institutionnelle des organisations gouvernementales et non gouvernementales, plaider pour la représentation des femmes dans les processus politiques, notamment les initiatives de réconciliation nationale, et faire en sorte que leurs préoccupations soient prises en compte dans les programmes nationaux et le dialogue national ;
- j) Engager un dialogue avec les pays voisins, y compris les pays d'Afrique subsaharienne, pour veiller à ce que leurs points de vue et leurs préoccupations concernant la consolidation et la pérennisation de la paix dans le pays et la région soient pris en considération.

159. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) Un processus politique inclusif dirigé et contrôlé par les Libyens, qui débouche sur des institutions étatiques élues, unifiées, fonctionnelles et représentatives, y compris des institutions économiques, contribuant à la stabilité politique et économique et à la réconciliation fondée sur les droits ;
- b) Le renforcement de la responsabilité des institutions, la promotion de l'état de droit dans l'ensemble du pays et la mise en place de processus de réconciliation et de justice transitionnelle qui promeuvent et protègent les droits humains ;
- c) L'unification des institutions du secteur de la sécurité fonctionnant sous contrôle civil, notamment des forces de défense et de sécurité professionnelles, unifiées et responsables, et le

maintien du cessez-le-feu, notamment grâce à la mise en œuvre intégrale des dispositions de l'accord connexe, y compris le retrait des combattants étrangers, des forces étrangères et des mercenaires.

160. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, la Mission travaille avec des partenaires locaux, nationaux et internationaux et des organisations régionales, notamment l'Union africaine, la Ligue des États arabes et l'Union européenne, dans le cadre d'une démarche unifiée, globale et cohérente visant à contribuer au succès de la transition politique du pays afin de maintenir la paix dans le pays et la région. La Mission travaille également dans le cadre du groupe de travail tripartite réunissant l'ONU, l'Union africaine et l'Union européenne sur la situation des migrants et des réfugiés bloqués en Libye.
161. En ce qui concerne la coordination et la liaison interorganisations, la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies ont pris des mesures pour renforcer l'intégration, notamment par la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2023-2025, et continueront de mettre l'accent sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix, conformément à la vision du Secrétaire général, afin de favoriser la paix, la sécurité et le développement durable à long terme, de manière à renforcer l'impact des interventions des Nations Unies dans l'intérêt de tous les Libyens.
162. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
  - a) L'Accord politique libyen de décembre 2015, la résolution [2510 \(2020\)](#) du Conseil de sécurité, dans laquelle il a fait siennes les conclusions de la Conférence de Berlin sur la Libye, l'accord de cessez-le-feu d'octobre 2020, les dispositions pertinentes de la feuille de route du Forum de dialogue politique interlibyen, qui a été adoptée à Tunis, et les produits connexes, et les résolutions [2542 \(2020\)](#), [2570 \(2021\)](#), [2629 \(2022\)](#), [2656 \(2022\)](#) et [2702 \(2023\)](#), ainsi que l'approche globale adoptée en vue de faire en sorte que des élections puissent se tenir, continuent de constituer le cadre directeur de l'appui de l'ONU en Libye ;
  - b) Les institutions libyennes résolvent les questions politiques controversées en suspens relatives aux élections sur la base du cadre constitutionnel et juridique, une feuille de route claire étant établie en vue des élections, ce qui aboutit à un processus électoral inclusif et transparent qui restaure la légitimité des institutions libyennes ;
  - c) L'accord de cessez-le-feu libyen d'octobre 2020, qui prévoit notamment le retrait des forces étrangères, des combattants étrangers et des mercenaires, est progressivement mis en œuvre, et un consensus est atteint entre les acteurs politiques et de sécurité concernés en Libye sur la voie à suivre pour réformer et unifier les institutions de sécurité, notamment par la mise en place de conditions propices au lancement d'un processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration ;
  - d) La situation des droits humains en Libye reste très difficile, notamment en ce qui concerne le renforcement de l'état de droit et la protection et la promotion d'un espace civique permettant à tous les habitants de ce pays d'exercer leurs droits fondamentaux, en particulier leurs droits civils et politiques. La marginalisation délibérée et le manque de représentation des femmes dans les processus politiques et de réconciliation continuent de porter atteinte à la consolidation de la paix ;
  - e) Les divisions existantes entre les institutions et les acteurs nationaux continuent de profiter aux partisans du statu quo en Libye, en préservant les structures de pouvoir existantes et les intérêts personnels qui entravent les efforts déployés pour organiser et tenir des élections ;
  - f) Les faiblesses institutionnelles et les divisions entre les acteurs de la sécurité du pays continuent de permettre aux organisations extrémistes violentes de profiter du vide de pouvoir et des espaces non gouvernés qui en résultent, favorisant ainsi involontairement des conditions propices au terrorisme ;

- g) La situation humanitaire générale continue de s'améliorer, proportionnellement à la stabilisation des conditions de sécurité, avec une diminution constante du nombre de personnes ayant besoin d'aide humanitaire et du nombre de déplacés. Entre-temps, un soutien continu est apporté pour répondre aux besoins de protection des migrants et des réfugiés, y compris les réfugiés soudanais, ainsi que pour contribuer au relèvement et à la reconstruction en faveur des personnes touchées par les inondations à Derna et dans les zones environnantes ;
  - h) Le secteur économique de la Libye continue de pâtir d'un manque de contrôle et de transparence en ce qui concerne la gestion des fonds publics, tandis que les efforts visant à réunifier la Banque centrale se poursuivent dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route et des recommandations de l'audit indépendant pour la réunification ;
  - i) Les partenariats stratégiques se poursuivent entre les membres de la communauté internationale, notamment les organisations régionales et l'ONU, pour favoriser un processus politique dirigé et contrôlé par les Libyens conforme au régime de sanctions de l'ONU.
163. La Mission prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. Elle poursuit la mise en œuvre du plan d'action triennal « Processus inclusifs de médiation et de consolidation de la paix en Libye : protection et participation des femmes (2023-2025) ». Dans le cadre de ce plan, elle continue de promouvoir la participation des femmes aux processus politiques et de réconciliation et leur représentation dans les institutions de l'État, notamment afin d'assurer la prise en compte des questions de genre lors de l'élaboration de la Constitution et dans le cadre des processus électoraux. Afin de garantir l'égalité des droits et des chances pour les femmes, la Mission et l'équipe de pays mènent des activités conjointes pour que les femmes puissent jouir de leurs droits politiques, civils, économiques et sociaux sur un pied d'égalité avec les hommes. Elles s'emploient notamment à fournir une assistance technique aux institutions nationales et aux membres de la société civile ; à soutenir les efforts déployés par les pouvoirs publics pour se doter de lois et de politiques qui protègent les femmes contre toutes les formes de violence ; à combler les lacunes dans la fourniture de services ; à combattre et à prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles, en particulier celles qui se trouvent dans des situations vulnérables, notamment les femmes et les filles déplacées, migrantes et réfugiées ; à comprendre les incidences de l'extrémisme violent conduisant au terrorisme sur les femmes en Libye. La Mission et l'équipe de pays continuent d'améliorer les efforts de prévention et de protection afin d'aider les institutions concernées à s'acquitter de leur mandat en matière de promotion et de protection des femmes et des filles.

### Activités d'évaluation

164. Un examen de l'Unité de gardes des Nations Unies a été réalisé en 2023 par le Bureau du partenariat stratégique pour le maintien de la paix, qui a procédé à une évaluation de l'Unité de gardes et examiné tous les cadres opérationnels, techniques, d'appui et de gouvernance la concernant, tout en fournissant des conclusions visant à améliorer divers aspects de l'Unité au sein de la MANUL. La Mission continuera d'appliquer les recommandations, notamment celles qui portent sur les ajustements à apporter à l'état des besoins par unité, ainsi qu'aux arrangements d'urgence, et sur les améliorations à apporter à la sécurité du périmètre et à la zone de poser d'hélicoptère dans le complexe d'Oea.
165. En outre, en 2025, la Mission poursuivra ses efforts en vue d'améliorer la planification et le suivi de l'exécution des programmes, ainsi que l'établissement de rapports connexes, dans le cadre de ses activités d'autoévaluation. À ce titre, la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2023-2025 comprend un plan de suivi, d'évaluation et d'apprentissage et l'outil UN-Info, que la Mission utilisera pour suivre ses progrès dans la mise en œuvre de ses objectifs en matière de consolidation de la paix.

## Exécution du programme en 2023

### Traiter les questions litigieuses relatives aux élections dans le cadre d'un processus politique

166. Depuis le report des élections nationales en décembre 2021, la Mission a poursuivi ses efforts pour réunir les principales parties prenantes libyennes afin de faciliter un règlement politique qui ouvrirait la voie à la tenue d'élections présidentielle et législatives transparentes et inclusives. En février 2023, le Représentant spécial a annoncé le lancement d'une initiative de facilitation des élections qui consistera à : a) fournir un soutien technique au Comité 6+6 de la Chambre des députés et du Haut Conseil d'État pour compléter le cadre juridique des élections ; b) entreprendre des navettes diplomatiques entre les principaux acteurs libyens pour obtenir leur adhésion et parvenir à un consensus sur le processus électoral ; c) faciliter le dialogue entre les principaux acteurs de la sécurité afin de garantir un climat de sécurité propice à la tenue d'élections ; d) mobiliser un large éventail de la société libyenne, y compris les organisations de la société civile, les femmes, les jeunes, les partis politiques, les notables et les composantes culturelles, afin d'amplifier leurs voix et leurs points de vue pour garantir un processus politique inclusif. À la suite de l'adoption des lois électorales par la Chambre des députés en octobre 2023, le Représentant spécial a officiellement invité les principales parties prenantes institutionnelles libyennes à un dialogue pour aborder les éléments litigieux restants concernant les élections.
167. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 33).

Tableau 33  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
Les élections nationales prévues pour le 24 décembre 2021 ont été reportées	Les pourparlers entre la Chambre des députés et le Haut Conseil d'État, facilités par l'ONU, n'ont pas abouti à un accord sur le cadre constitutionnel des élections	<p>Le cadre constitutionnel et juridique des élections a été mis en place, avec le soutien technique de l'ONU, et jugé techniquement applicable par la Haute Commission électorale nationale ; les questions litigieuses sur le plan politique restent en suspens</p> <p>Dans le cadre de l'initiative visant à faciliter les élections, la Mission a abordé les litiges politiques restants en cherchant à réunir les cinq principales parties prenantes institutionnelles libyennes</p>

## Résultats escomptés pour 2025

### Résultat 1 : renforcement des institutions de l'état de droit et du processus de justice transitionnelle protégeant les droits de toutes et tous en Libye

#### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

168. En 2023, la MANUL a continué de soutenir un processus de réconciliation nationale inclusif en Libye en apportant un appui à la société civile et aux groupes de victimes par des activités de sensibilisation ciblées pour faire en sorte que leurs voix soient prises en compte dans les futurs mécanismes de réconciliation.



169. En 2025, la MANUL continuera d'aider les institutions de l'État à protéger et promouvoir les droits humains, la justice transitionnelle, la réconciliation fondée sur les droits et l'état de droit, en mettant l'accent sur l'ouverture d'espaces civiques, notamment en promouvant le rôle de la société civile dans les domaines de la politique et de la sécurité, en éliminant les détentions arbitraires, les disparitions forcées et la torture, en prenant en compte la situation des migrants et des réfugiés, en faisant progresser la justice transitionnelle et la réconciliation nationale, en garantissant les droits des femmes et en éliminant les violences sexuelles liées au conflit. La Mission continuera de renforcer les réseaux de la société civile et les mécanismes de défense des droits humains en soutenant un environnement favorable et une stratégie de protection.
170. Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 34).

Tableau 34  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
L'autorité judiciaire, notamment le Conseil supérieur de la magistrature, a été renforcée en ce qui concerne le respect, la protection et la promotion des droits humains, l'accent étant mis sur l'établissement des faits et le renforcement du système judiciaire et le ministère public	La MANUL et ses partenaires ont aidé un groupe d'experts nationaux à rédiger et à soumettre aux organes délibérants un projet de loi sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes  Un cadre de consultation mixte a été établi, dans le but de renforcer la surveillance, l'analyse et le signalement des atteintes aux droits humains et des violations de ces droits par la société civile  Le comité de haut niveau sur la détention arbitraire, représentant le procureur général, le parquet militaire, la police, les services de renseignement et les institutions judiciaires a poursuivi ses activités	La MANUL a mobilisé un soutien supplémentaire en faveur du projet de loi sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes, qui s'est traduit par la signature d'une déclaration en faveur de l'adoption du projet de loi par les membres de la commission législative et du bloc des femmes de la Chambre des députés  Des membres du ministère public ont été formés dans le cadre des activités visant à renforcer les institutions de l'état de droit afin qu'elles soient en mesure d'enquêter et d'engager des poursuites en cas d'atteintes aux droits humains et de violations de ces droits, ainsi que de juger et de prévenir lesdites atteintes et violations	Les autorités adoptent des cadres juridiques et politiques pour promouvoir l'état de droit, notamment la loi sur la violence à l'égard des femmes et la modification de la loi 29 de 2013 sur la justice transitionnelle et la finalisation d'une nouvelle loi sur la réconciliation nationale  Les institutions de l'état de droit sont renforcées en vue d'être à même d'enquêter et d'engager des poursuites en cas d'atteintes aux droits humains des Libyens, des migrants et des demandeurs d'asile et de violations de ces droits, ainsi que de juger et de prévenir lesdites atteintes et violations	Les autorités adoptent des cadres juridiques et politiques pour promouvoir l'état de droit, notamment la loi sur la violence à l'égard des femmes et la modification de la loi 29 de 2013 sur la justice transitionnelle et la finalisation d'une nouvelle loi sur la réconciliation nationale  Les institutions de l'état de droit sont renforcées en vue d'être à même d'enquêter et d'engager des poursuites en cas d'atteintes aux droits humains des Libyens, des migrants et des demandeurs d'asile et de violations de ces droits, ainsi que de juger et de prévenir lesdites atteintes et violations  Les réseaux de la société civile sont soutenus, renforcés et étendus, tandis que les capacités de suivi et d'établissement de



2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
			Les réseaux de la société civile sont soutenus, renforcés et étendus, tandis que les capacités de suivi et d'établissement de rapports des organisations de la société civile sont renforcées et que des mécanismes de protection des victimes de violences sexuelles et fondées sur le genre sont mis en place	rapports des organisations de la société civile sont renforcées et que des mécanismes de protection des victimes de violences sexuelles et fondées sur le genre sont mis en place

**Résultat 2 : des institutions de sécurité unifiées qui favorisent la concrétisation de la réforme du secteur de la sécurité et la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu, y compris un mécanisme efficace de surveillance du cessez-le-feu en Libye**

**Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025**

171. En 2023, la Mission a poursuivi son appui à l'unification des institutions chargées de la sécurité et à la réforme du secteur de la sécurité par une série d'ateliers et par le dialogue avec les organisations de la société civile, les acteurs de la sécurité et les organes délibérants au sujet de la sécurité. Cela a permis d'accroître la confiance entre les principales parties prenantes de la sécurité, ce qui constitue un élément essentiel de la prévention des conflits et un pas en avant vers l'unification des institutions chargées de la sécurité. La MANUL a également contribué à renforcer les échanges entre les membres de la Commission militaire conjointe 5+5 en facilitant une réunion sur la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu d'octobre 2020.
172. En 2025, la Mission poursuivra son action pour progresser s'agissant de l'unification des institutions de sécurité, à l'appui de la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu, ainsi que de la réforme du secteur de la sécurité et du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration. Elle concentrera son action sur la mobilisation inclusive de tous les acteurs de la sécurité, y compris la société civile, et sur l'appui à l'élaboration de politiques et de cadres stratégiques en matière de sécurité. Par l'intermédiaire de sa composante chargée de la surveillance du cessez-le-feu, elle contribuera également à développer les capacités du mécanisme libyen de surveillance du cessez-le-feu en mettant en œuvre des programmes de formation.
173. Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 35).

Tableau 35  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Le renforcement du climat de confiance entre les parties à l'accord de cessez-le-feu a abouti à la signature, le 8 octobre, du plan d'action de la Commission militaire conjointe 5+5 relatif au retrait des forces étrangères, des combattants étrangers et des mercenaires de Libye	Maintien de l'accord de cessez-le-feu  Un consensus a été établi entre les parties prenantes aux fins de la mise en œuvre du plan d'action pour le retrait des forces étrangères, des combattants étrangers et des mercenaires, qui prévoit la mise en place d'un centre d'opérations conjoint et d'un programme de renforcement des capacités des observateurs locaux	Maintien de l'accord de cessez-le-feu et élaboration du code de conduite pour tous les acteurs de la sécurité et consultations à son sujet, sous la direction du Ministère de la défense  Le mécanisme libyen de surveillance du cessez-le-feu est devenu opérationnel  Dialogue et coordination avec le comité de liaison libyen et les comités de liaison des pays voisins	Les institutions du secteur de la sécurité sont unifiées, placées sous contrôle civil et comprennent des forces militaires et de police fonctionnelles, professionnelles et responsables  La mise en œuvre du programme de renforcement des capacités des observateurs libyens se poursuit  Des initiatives de réforme globale du secteur de la sécurité, visant notamment au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration des groupes armés non étatiques par le truchement de mécanismes efficaces et inclusifs sont mises en place par un comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration	Les institutions nationales militaires et de sécurité sont unifiées et placées sous contrôle civil  Mise en œuvre complète des articles restants de l'accord de cessez-le-feu, y compris le retrait des combattants étrangers, des forces étrangères et des mercenaires  Mise en place d'initiatives nationales et inclusives de réforme du secteur de la sécurité  Un comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration est mis en place et rendu opérationnel et un plan national de désarmement, de démobilisation et de réintégration est élaboré
La Commission militaire conjointe 5+5 a signé un plan d'action relatif au retrait des forces étrangères, des combattants étrangers et des mercenaires	La Commission militaire conjointe 5+5 a approuvé les modalités de création du comité de désarmement, de démobilisation et de réintégration, chargé de catégoriser les groupes armés  L'activation d'un comité de liaison et de communication a été approuvée lors des réunions tenues au Caire en novembre 2022 avec les pays voisins en vue du retrait des combattants étrangers et des mercenaires  La Commission militaire conjointe 5+5 a approuvé le mandat de la force militaire commune			

### Résultat 3 : des institutions d'État unifiées, élues, légitimes, inclusives et fonctionnelles contribuent à la stabilité politique et à la réconciliation

#### Exécution du programme en 2023 et projet de plan-programme pour 2025

174. En 2023, la MANUL a intensifié son action auprès des acteurs du monde politique, du secteur de la sécurité et de la société civile, y compris les femmes et les jeunes, dans l'ensemble du pays, afin de faciliter un processus politique qui conduirait la Libye à organiser des élections présidentielle et législatives dès que possible. Parallèlement, elle a lancé le programme de formation Ra'idat pour 30 jeunes femmes de toute la Libye, leur permettant de perfectionner leurs compétences en matière de communication, de leadership et de plaidoyer. Pour marquer la Journée internationale des droits de l'homme, une Simul'ONU a été organisée à Misrata avec 50 jeunes hommes et femmes de la ville, qui se sont penchés sur les défis actuels en matière de politique étrangère.
175. En 2025, la Mission continuera d'offrir ses bons offices, ses conseils stratégiques et son appui technique pour mettre en place des institutions d'État plus représentatives et inclusives qui contribueront à la stabilité politique et à la réconciliation, conformément à sa politique relative aux processus inclusifs de médiation et de consolidation de la paix en Libye. Elle continuera de soutenir le projet de la Haute Commission électorale nationale visant à lancer l'organisation de 106 élections municipales pour les conseils dont les mandats ont déjà expiré ou expirent en 2024. L'objectif actuel est de débiter l'inscription des électeurs de ces municipalités en juin 2024 et d'organiser la première série d'élections municipales en 2024 et 2025. Des efforts sont en cours pour préparer ces élections, pour lesquelles on attend que le Gouvernement d'unité nationale fournisse les fonds nécessaires.

#### Enseignements tirés et changements prévus

176. Les enseignements tirés sont les suivants : pour que les femmes et les jeunes participent véritablement aux processus politiques et de réconciliation nationale, il faut une stratégie de mobilisation ciblée qui tienne compte de leur vulnérabilité accrue et tire parti de leur potentiel s'agissant de l'édification d'une société inclusive, stable et réconciliée. Compte tenu de ces enseignements, la Mission donnera la priorité à la mobilisation des jeunes femmes et des jeunes hommes, ainsi que des personnes handicapées, afin de renforcer leur participation véritable aux processus politiques et aux efforts de réconciliation. Les enseignements tirés de l'enquête menée auprès des jeunes participants aux dialogues et aux réunions ont conduit à un changement de format des réunions, une démarche fondée sur des ateliers étant désormais privilégiée pour aider les participants à formuler des recommandations pratiques à l'intention des hauts responsables et à faire en sorte que ces recommandations soient consignées et communiquées publiquement. Les efforts porteront également sur le renforcement des capacités grâce au programme Ra'idat qui, au cours de la deuxième année, vise à former 35 jeunes femmes libyennes à la communication stratégique, au plaidoyer et au leadership, ainsi qu'à renforcer leurs connaissances sur les droits humains et les processus électoral et législatif en Libye.
177. Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 36).

Tableau 36  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
—	—	—	Consultations accrues avec les jeunes et les femmes sur les efforts de réconciliation et les processus politiques	Renforcement de la participation et de la contribution des jeunes et des femmes aux efforts de réconciliation et aux processus politiques

## Produits

178. On trouvera dans le tableau 37 les produits retenus pour la Mission.

Tableau 37

### Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Documentation destinée aux organes délibérants</b> (nombre de documents)	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
1. Rapports destinés au Conseil de sécurité	3	3	3	3
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
2. Séances du Conseil de sécurité	6	6	6	6
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Projets sur le terrain et projets de coopération technique</b> (nombre de projets)	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>17</b>	<b>17</b>
3. Projets liés à la gestion des armes et des munitions, à la lutte contre la prolifération et à la lutte antiminines humanitaire	16	16	17	17
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>138</b>	<b>140</b>	<b>130</b>	<b>130</b>
4. Séminaires et ateliers consacrés aux sujets suivants : processus politique, renforcement de la confiance, élaboration de la constitution, réformes législative et économique, gestion des élections et campagnes électorales, médiation et règlement des conflits, prévention de l'incitation à la violence et à la haine et lutte contre celle-ci, médias, militantisme des jeunes femmes sur les médias sociaux, dialogue numérique libyen, unification de l'armée, démobilisation des groupes armés ; réunions de coordination mensuelles avec les partenaires opérationnels de la lutte antiminines ; 4 ateliers/activités de formation liés à la lutte antiminines destinés à renforcer les capacités nationales en matière de gestion des armes et des munitions et de gestion de l'intervention face aux engins explosifs	138	140	130	130
<b>Missions d'établissement des faits, de suivi et d'enquête</b> (nombre de missions)	<b>35</b>	<b>35</b>	<b>40</b>	<b>40</b>
5. Missions de suivi menées par la composante de la MANUL chargée de la surveillance du cessez-le-feu à l'appui des activités du mécanisme libyen de surveillance du cessez-le-feu, de manière à recenser d'éventuelles violations présumées du cessez-le-feu et à en rendre compte ; analyse de l'évolution récente de la situation en Libye et établissement de rapports y relatifs, y compris l'évaluation périodique des menaces liées à la situation globale, qui est susceptible d'avoir une incidence sur le programme de renforcement des capacités de surveillance du cessez-le-feu établi pour les observateurs internationaux, les observateurs libyens et la Commission militaire conjointe 5+5 (3 ateliers) ; activités destinées à soutenir les efforts de lutte antiminines, axées sur la gestion des munitions ; missions de suivi de la situation des droits humains, notamment des visites dans 6 prisons et centres de détention, sous réserve de garanties d'accès par les homologues officiels, notamment en ce qui concerne les lieux de détention de fortune et secrets et d'autres types de lieux de privation de liberté, tels que les foyers pour femmes et les maisons de correction ; suivi d'une soixantaine de cas d'atteintes aux droits humains et au droit international humanitaire et de violations desdits droits, notamment dans le cadre d'actes de violence sexuelle en période de conflit, et établissement de rapports y relatifs, et suivi des questions de protection, en mettant l'accent sur les femmes et les enfants ; suivi des questions de protection à l'aide	35	35	40	40

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
d'une approche centrée sur les victimes et sur les femmes, les enfants et les migrants, à l'intention de 30 personnes au maximum, lesquelles sont orientées vers les ambassades concernées ou se voient proposer une aide juridique et psychologique pour s'intégrer plus aisément dans la société				
<b>Missions électorales</b> (nombre de missions)	<b>224</b>	<b>224</b>	<b>224</b>	<b>224</b>
7. Missions d'assistance électorale au siège de la Haute Commission électorale nationale à Tripoli ou dans ses bureaux locaux, visant à fournir des conseils techniques et à renforcer les capacités de l'organe de gestion des élections et des acteurs chargés des élections	224	224	224	224

### C. Activités de fond

**Bons offices** : missions de bons offices visant à favoriser un dialogue inclusif sur des questions de politique, d'économie et de sécurité en dialoguant avec les institutions libyennes et les partis politiques, et en menant des activités avec la société civile, les femmes et les jeunes, notamment dans le cadre de réunions des divers sous-comités visant à unifier les institutions militaires qui portent sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration et les politiques et cadres stratégiques en matière de sécurité (à l'intention d'une vingtaine de personnes) ; réunions entre la composante de la MANUL chargée de la surveillance du cessez-le-feu, les observateurs libyens et la Commission militaire conjointe 5+5 (une fois par mois) ; réunions avec les comités de liaison visant à soutenir la création et le maintien de la base de données sur les combattants étrangers, les forces étrangères et les mercenaires (une fois par mois) et mise en œuvre du programme de renforcement des capacités des observateurs internationaux, des sous-comités libyens et de la Commission militaire conjointe 5+5 (4 ateliers en 2025) ; missions de bons offices visant à soutenir l'application du principe de responsabilité et la justice transitionnelle et renforcer les capacités nationales au moyen de conseils techniques directs et de programmes de renforcement des capacités à l'intention de 100 avocats et procureurs/juges, et missions de bons offices destinées à soutenir le système judiciaire et le ministère public en matière de modernisation/dématérialisation du travail du parquet, d'état de droit durable, d'accès à la justice et de droit à un procès équitable ; missions de bons offices visant à soutenir le système judiciaire et le ministère public par un appui technique sur les meilleures pratiques en matière d'application du principe de responsabilité dans les situations d'après-conflit ; missions de bons offices visant à promouvoir la reconnaissance et l'exercice effectif des droits des femmes, conformément à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et à préconiser l'institutionnalisation des systèmes, politiques, procédures et mécanismes qui portent sur la protection et l'avancement des femmes victimes de violence, l'accès des femmes à une justice équitable et la priorité à accorder à la protection des droits des femmes et des enfants, notamment par le truchement de réunions avec les services chargés de l'avancement des femmes au sein des forces de police, la Haute Commission électorale nationale et le service du Conseil présidentiel chargé des droits des femmes (1 programme de formation de jeunes Libyens à l'intention de 35 jeunes femmes comprendra des activités de renforcement des capacités pour leur permettre de participer aux élections et d'être actives dans leur communauté locale).

**Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause** : soutien aux phases ultérieures du processus politique libyen, réunions d'assistance électorale, de partage d'informations et de coordination avec des partenaires internationaux d'assistance électorale et des ambassades, à l'intention de 100 personnes ; conseils visant à faire avancer le processus d'élaboration de la constitution et à organiser un référendum ; conseils quotidiens à la Haute Commission électorale nationale sur des questions électorales techniques ; assistance au renforcement des capacités institutionnelles de l'organe de gestion des élections ; coordination de l'assistance électorale internationale ; appui à la planification de la sécurité des opérations électorales dans le cadre d'activités menées avec les acteurs électoraux locaux ; appui à la refonte du système politique national par une action visant à s'attaquer aux causes profondes des griefs par le truchement d'un processus de réconciliation nationale et de mécanismes de justice transitionnelle inclusifs, axés sur les victimes et fondés sur les droits, au moyen d'ateliers et de séminaires à l'intention de 50 personnes ; fourniture de conseils à la Commission militaire conjointe 5+5 et au mécanisme de surveillance du cessez-le-feu dirigé et contrôlé par les Libyens, notamment des conseils juridiques si nécessaire, en vue de la mise en place d'un mécanisme de surveillance efficace et à même de coordonner et d'évaluer les progrès réalisés dans le retrait des forces étrangères et des mercenaires ; fourniture de conseils sur la politique et les cadres de sécurité, notamment un programme de renforcement des capacités à l'intention des observateurs internationaux et libyens, d'autres sous-comités et de la Commission militaire conjointe 5+5, mis en œuvre conformément à l'accord sur la surveillance du cessez-le-feu ; fourniture de conseils au Centre libyen de lutte antimines, ainsi qu'aux organisations, entités et parties prenantes nationales et internationales de la lutte antimines sur le contrôle des armes lourdes et la gestion des armes et des munitions, notamment sur le repérage et l'élimination des restes explosifs de guerre, des pièges, des engins explosifs improvisés et des mines ; activités de sensibilisation et conseils sur les instruments internationaux de contrôle des armes et de désarmement ; 1 conférence à l'occasion de la Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines, organisée en collaboration avec le Centre libyen de lutte antimines (50 partenaires) ; séances de renforcement de la confiance organisées à l'intention de 50 participants issus d'autorités nationales et locales, et d'organisations de la société civile, pour faciliter la tenue de dialogues de réconciliation ; promotion et mise en œuvre de la politique de diligence voulue en matière de droits humains, y compris de la stratégie de surveillance, de constatation et de communication ; sensibilisation au respect de l'espace civique, de la liberté de réunion et de la liberté d'expression, à l'intention de 30 participants et de 4 institutions locales,

dont le Ministère de la justice, le Ministère de l'intérieur, le Bureau du procureur et le Conseil supérieur de la magistrature, en faveur de la libération des personnes détenues illégalement ; fourniture de conseils et consultations avec le Forum de dialogue politique interlibyen et le groupe de femmes de la Chambre des députés, ainsi qu'avec la société civile et les groupes de femmes, touchant environ 500 femmes ; établissement d'un plan de sensibilisation concernant la loi sur la violence à l'égard des femmes ; appui à la gouvernance, à la réforme et au développement du secteur de la sécurité, notamment à la réintégration des groupes armés non étatiques et appui au renforcement de la présence de femmes dans les forces de police ; défense des droits des femmes au moyen de discussions entre les institutions et les acteurs travaillant sur les droits des femmes et de conseils sur les lois et les politiques qui promeuvent l'égalité des genres ; conseils sur la violence à l'égard des femmes et la violence fondée sur le genre dans un contexte d'élections ; conseils et soutien visant à renforcer les capacités de 30 défenseurs et défenseuses des droits humains concernant le Groupe de travail technique sur les arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information ; défense des droits et de la protection des migrants et des demandeurs d'asile, ainsi que de leur accès à la justice et aux mécanismes d'établissement des responsabilités et de réparation, quel que soit leur statut ; sensibilisation et renforcement des capacités visant à amplifier la voix des jeunes et à permettre leur participation véritable aux efforts de réconciliation et aux processus politiques.

#### D. Activités de communication

**Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information** : campagnes et messages médiatiques et campagnes et messages de communication menés dans les médias traditionnels et sociaux afin de promouvoir les activités de bons offices menées par l'ONU et le processus de paix, création de contenu visant à promouvoir la réconciliation, la cohésion sociale et le respect du droit humanitaire et du droit des droits humains, touchant un public libyen divers et varié et 20 entités médiatiques officielles et partenaires ; réunions, manifestations et visites de la direction sur le terrain dans l'est, le sud et l'ouest du pays, avec la participation de jeunes et de femmes militants de toutes les régions de la Libye, visant à promouvoir leur rôle clé dans la consolidation de la paix et le processus de paix en Libye ; élaboration et mise en œuvre du programme de formation Ra'idat, dans le prolongement des activités menées en 2024, à l'intention de 35 jeunes femmes venues de toute la Libye, l'objectif étant d'améliorer leurs compétences en matière de plaidoyer et de communication et de soutenir le réseau d'anciennes participantes au programme dans l'ensemble du pays pour qu'elles travaillent ensemble sur des programmes de plaidoyer ; organisation de Simul'ONU dans toute la Libye afin d'intéresser 150 jeunes à l'ONU et à ses mécanismes ; organisation d'une tournée jeunesse de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général permettant de toucher les jeunes dans les zones où la Mission ne se rend pas habituellement pour instaurer un climat de confiance et de collaboration ; application des recommandations issues du cours de formation sur la sensibilisation à la désinformation et à la désinformation mis au point en 2024 avec les universités libyennes ; promotion des activités de sensibilisation et de dialogue de la Mission auprès des communautés locales, instauration d'un climat de confiance et soutien aux dirigeants de la MANUL et aux fonctionnaires de haut niveau lors de leurs tournées internationales et de leurs réunions avec les États Membres et le corps diplomatique ; réactivation du Groupe de la communication des Nations Unies aux fins d'une communication unifiée sur les questions et les priorités essentielles, y compris en ce qui concerne les objectifs de développement durable pertinents en Libye ; parole donnée aux sans-voix parmi les groupes sociaux libyens (femmes, jeunes et composantes culturelles) et les non-Libyens, principalement les migrants ; soutien à la Haute Commission électorale nationale en matière de communication efficace et de relations avec les médias pour une portée aussi large que possible.

**Relations extérieures et relations avec les médias** : conférences de presse, déclarations et échanges avec des médias internationaux et régionaux de premier plan en arabe, en anglais et en français, ainsi qu'avec certains médias nationaux ; prise de contact fréquente avec les médias locaux de toutes les régions de la Libye ; établissement de partenariats avec les médias sociaux visant à renforcer la lutte contre les discours de haine, les informations fallacieuses et la désinformation, notamment l'appui aux initiatives locales de vérification des faits ; rapports de suivi et suivi trimestriel des médias sociaux ; communication de l'information sur la situation des droits humains et fonction de ressource publique ; réalisation d'une enquête de perception à grande échelle dans toute la Libye.

**Plateformes numériques et contenus multimédias** : maintenance des comptes sur les médias sociaux et des plateformes d'information du système des Nations Unies en arabe et en anglais, l'objectif étant de créer, d'élaborer et de diffuser des informations relatives au mandat de la Mission et à l'équipe de pays des Nations Unies ; création, avec l'aide de la Cellule Innovation du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, d'une enquête d'opinion en ligne et tenue de dialogues numériques ; analyse des médias sociaux ainsi que de l'impact et des tendances des communications en Libye, notamment sur les médias sociaux, permettant d'éclairer la prise de décisions des hauts responsables de la Mission.

## B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

### Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 38

#### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024		Variation
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts	Montant nécessaire	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (4) - (3)
Militaires et personnel de police	6 761,1	6 439,7	6 673,2	6 744,1	70,9
Personnel civil	41 363,6	45 630,4	42 669,1	50 124,0	7 454,9
Dépenses opérationnelles	39 921,8	34 127,6	38 421,3	37 273,4	(1 147,9)
<b>Total (déduction faite des contributions du personnel)</b>	<b>88 046,5</b>	<b>86 197,7</b>	<b>87 763,6</b>	<b>94 141,5</b>	<b>6 377,9</b>

Tableau 39

#### Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international											Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies			
	SGA	SSG <sup>a</sup>	D-2	D-1	P-5 <sup>b</sup>	P-4	P-3	P-2	SM	G <sup>c</sup>	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Effectif approuvé pour 2024	1	2	–	7	18	43	46	2	154	1	274	17	118	135	6	–	6	415
Effectif proposé pour 2025	1	2	–	7	18	46 <sup>c</sup>	47 <sup>d</sup>	2	154	1	278	20 <sup>f</sup>	118	138	6	–	6	422
Variation	–	–	–	–	–	3	1	–	–	–	4	3	–	3	–	–	–	7

<sup>a</sup> Les dépenses afférentes à un des postes sont prises en charge à parts égales par la MANUL et le Bureau de la coordination des activités de développement.

<sup>b</sup> Dont un emploi approuvé en tant qu'emploi de temporaire (autre que pour les réunions).

<sup>c</sup> Inclut la création de trois emplois de temporaire (autres que pour les réunions) pour le programme de lutte antimines.

<sup>d</sup> Inclut la création d'un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) pour le programme de lutte antimines.

<sup>e</sup> Autres classes, sauf indication contraire.

<sup>f</sup> Inclut la création de trois emplois de temporaire (autres que pour les réunions) pour le programme de lutte antimines.

179. Le montant des ressources demandées pour la Mission pour 2025 s'élève à 94 141 500 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de couvrir le déploiement de 234 membres de l'Unité de gardes des Nations Unies (6 744 100 dollars), les traitements et dépenses connexes (50 124 000 dollars) correspondant à 278 postes et emplois soumis à recrutement international (1 SGA, 2 SSG, 7 D-1, 18 P-5, 46 P-4, 47 P-3, 2 P-2, 154 SM et 1 G), 138 postes et emplois soumis à recrutement national (20 AN et 118 AL), 6 Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international et 7 membres du personnel fourni par des gouvernements, ainsi que les dépenses opérationnelles (37 273 400 dollars), qui se répartissent comme suit : consultants et services de consultants (104 200 dollars), voyages officiels (1 059 500 dollars), installations et infrastructures (25 650 600 dollars), transports terrestres (206 700 dollars), opérations aériennes



(5 360 500 dollars), informatique et communications (2 587 200 dollars), santé (432 100 dollars) et fournitures, services et matériel divers (1 872 600 dollars).

180. Un taux de vacance de 23,4 % a été appliqué aux prévisions relatives au personnel recruté sur le plan international, sur la base du taux de vacance effectif enregistré en mars 2024. Des taux de vacance de 47,1 % et 32,2 %, respectivement, ont été appliqués aux prévisions relatives aux administrateurs recrutés sur le plan national et aux agents locaux, sur la base des taux de vacance effectifs enregistrés en mars 2024. Un taux de vacance de 50,0 % a été appliqué aux sept emplois (3 P-4, 1 P-3 et 3 AN) qu'il est proposé de créer. Des taux de vacance de 16,7 % et de 57,1 %, respectivement, ont été appliqués aux prévisions relatives aux emplois de Volontaire des Nations Unies et au personnel fourni par des gouvernements, sur la base des taux de vacance effectifs enregistrés en mars 2024. Les prévisions concernant le personnel de l'Unité de gardes des Nations Unies sont fondées sur l'hypothèse que ceux-ci seront tous déployés, compte tenu de l'occupation effective des postes en mars 2024.

#### **Examen des postes vacants de longue date**

181. Au 30 avril, la Mission comptait 62 postes vacants de longue date, dont 39 étaient des postes dont la création avait été approuvée à la fin du mois de mars 2022 dans le cadre des prévisions révisées en 2022 afin de faciliter le mandat de surveillance du cessez-le-feu. Sur les 23 postes restants, le recrutement a été mené à bien pour 4 postes, qui sont désormais pourvus, l'exécution des formalités d'entrée en fonctions est en cours pour 4 autres, tandis que les formalités d'entrée en fonctions sont en suspens pour 5 postes en raison des problèmes de liquidités, on est en phase avancée de recrutement pour 4 postes et aux premiers stades du recrutement pour les 6 postes restants. S'agissant des postes relevant de la composante chargée de la surveillance du cessez-le-feu, la lenteur de la mise en service du dispositif de surveillance du cessez-le-feu à Syrte a fait que davantage de postes sont restés vacants. Néanmoins, en application de la résolution [2702 \(2023\)](#), la MANUL reste chargée d'appuyer la Commission militaire conjointe 5+5 dans la mise en œuvre complète de l'accord de cessez-le-feu à l'échelle nationale, notamment par le travail que la composante de la MANUL chargée de la surveillance du cessez-le-feu effectue à l'appui du mécanisme libyen de surveillance du cessez-le-feu. Par conséquent, le maintien de ces postes en 2025 a été jugé nécessaire pour permettre à la Mission de disposer des capacités requises, une fois que les conditions seront favorables, pour mettre en œuvre les tâches qui lui ont été confiées.
182. Le tableau d'effectifs proposé pour 2025 comprend sept emplois de temporaire (autres que pour les réunions) qu'il est proposé de créer :

#### *Bureau de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général chargée des affaires politiques*

183. Le Service de la lutte antimines fournit des services de détection et d'élimination des mines à la MANUL dans le cadre du partenariat conclu de longue date avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), conformément au mémorandum d'accord-cadre qui existe entre l'ONU et l'UNOPS. Dans le cadre de son audit sur le mécanisme de suivi et d'évaluation du Service de la lutte antimines, le Bureau des services de contrôle interne a recommandé que le Service renforce son environnement de contrôle et intensifie le contrôle financier ainsi que le suivi et l'évaluation. Dans son rapport sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ([A/75/5 \(Vol. II\)](#), par. 175), le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que le Service de la lutte antimines réduise sa dépendance à l'égard de l'UNOPS et évalue s'il serait avantageux qu'il s'acquitte lui-même d'une partie des activités liées à la lutte antimines.
184. Dans ce contexte, il est proposé de créer sept emplois de temporaire (3 P-4, 1 P-3 et 3 AN) afin de faire progresser les objectifs de la MANUL en matière de lutte contre les mines de la manière la plus efficace, la plus efficiente et la plus transparente possible. La création de ces postes remplacera l'arrangement précédent consistant à faire appel à l'UNOPS pour la fourniture de ces services, pour lesquels des ressources afférentes à huit postes et à d'autres dépenses de fonctionnement étaient auparavant inscrites au budget à la rubrique Fournitures, services et matériel divers.



185. Cette approche contribuera à améliorer la gouvernance et la transparence du programme de lutte antiminés en créant un lien hiérarchique direct entre le personnel chargé de la lutte antiminés et le (la) Chef de la Section de la lutte antiminés (P-5), comme expliqué au paragraphe 187 ci-dessous. Les fonctions essentielles seront assurées par le personnel de la MANUL, ce qui permettra de rendre l'exécution du programme plus efficace. En outre, des économies seront réalisées grâce à la rationalisation des fonctions et à l'élimination des dépenses d'appui aux programmes qui découlaient des modalités d'exécution par l'UNOPS précédemment en vigueur, comme indiqué dans le tableau 40.

Tableau 40

**Nouveau modèle d'exécution du programme de lutte antiminés**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>	<i>Mesure</i>
Les économies estimées s'expliquent par la rationalisation des fonctions et l'élimination des dépenses d'appui au programme, précédemment inscrites à la rubrique Fournitures, services et équipements (services de détection des mines et de déminage), qui n'ont plus lieu d'être, comme suit :		
Fournitures, services et matériel divers	1 595,3	Élimination des dépenses afférentes à 8 membres du personnel (5 recrutés sur le plan international et 3 recrutés sur le plan national) (1 391 100 dollars), aux voyages et autres dépenses opérationnelles (85 300 dollars), des dépenses d'appui au programme de l'UNOPS et des frais d'administration (118 900 dollars), qui n'ont plus lieu d'être
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(600,6)	Transfert de 7 emplois de temporaire (3 P-4, 1 P-3 et 3 AN) dans le tableau d'effectifs de MANUL, pour lesquels un taux de vacance de 50 % est appliqué. Le total des dépenses supplémentaires prévues pour les exercices suivants s'élèverait à 1 201 200 dollars
Voyages officiels	(35,3)	Augmentation des dépenses, précédemment financées par l'UNOPS, afférentes aux voyages officiels pour les réunions et les consultations, ainsi qu'aux voyages effectués à l'intérieur du pays pour assurer la supervision du programme, le suivi, la coordination, la mobilisation des ressources et l'assistance technique avec les partenaires
Autres services	(37,4)	Augmentation des dépenses afférentes aux conférences et à la formation, précédemment financées par l'UNOPS
<b>Total</b>	<b>922,0</b>	<b>Économies estimées à 922 000 dollars en 2025. Le total des économies annuelles prévues pour les exercices suivants s'élèverait à environ 321 400 dollars</b>

186. Les fonctions des sept emplois sont les suivantes :
- a) Création de trois emplois de spécialiste de la gestion de programme (P-4) à Tripoli dont les titulaires assureraient les fonctions suivantes : i) aider les autorités libyennes chargées de la lutte antimines à renforcer leurs capacités et à se doter de moyens nationaux durables et efficaces pour faire face aux risques liés aux engins explosifs en Libye, notamment en rationalisant les processus d'accréditation pour le Centre libyen de lutte antimines et d'autres organisations de lutte antimines et en supervisant le respect des normes nationales de lutte antimines, ainsi qu'en facilitant la coordination avec toutes les parties prenantes et tous les partenaires concernés du secteur de la lutte antimines ; ii) fournir des conseils techniques aux autorités libyennes et renforcer leurs capacités en vue d'une gestion sûre et efficace des armes, des munitions et des explosifs, afin d'éviter la prolifération des armes dans la région ; iii) travailler en étroite collaboration avec la Composante de la MANUL chargée de la surveillance du cessez-le-feu et la Commission militaire conjointe 5+5 pour diriger la coordination et le soutien du sous-comité sur le déminage en fournissant des conseils techniques et des évaluations des risques et en sensibilisant aux risques liés aux engins explosifs ;
  - b) Création d'un emploi de spécialiste de la gestion de programme (P-3) à Tripoli dont le (la) titulaire appuiera l'élaboration de la stratégie du programme de lutte antimines, du plan de travail annuel et du budget afférent au plan de travail de la MANUL, et le suivi et la liaison avec les parties prenantes ;
  - c) Création d'un emploi de fonctionnaire d'administration (adjoint de 1<sup>re</sup> classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) à Tripoli dont le (la) titulaire assumera des tâches de gestion des installations, des biens et des stocks, d'administration et de logistique. Le (la) titulaire sera également chargé(e) d'apporter un appui aux réunions, conférences et activités de formation ;
  - d) Création d'un emploi d'analyste de données (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) à Tripoli, dont le (la) titulaire sera chargé de renforcer les capacités du Centre libyen de lutte antimines et de ses partenaires en matière de gestion du Système de gestion de l'information pour la lutte antimines et d'analyse des données, notamment en établissant des cartes, des graphiques et des rapports ;
  - e) Création d'un emploi d'administrateur(trice) de programme adjoint(e) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) dont le (la) titulaire appuiera la planification, le suivi et l'établissement de rapports et d'autres processus relatifs aux programmes.
187. Il est également proposé de maintenir l'emploi de temporaire (autre que pour les réunions) existant de Chef de la Section de la lutte antimines, dont le (la) titulaire dirigera la composante Lutte antimines de la MANUL, conseillera la direction de la Mission sur les questions de lutte antimines, supervisera la mise en œuvre du plan de travail et pilotera le dialogue avec les autorités nationales, l'équipe de pays des Nations Unies et les autres parties impliquées dans les activités de lutte antimines.
188. Les ressources demandées ont été examinées par le Comité d'examen des programmes du Service de la lutte antimines, composé de membres du personnel du Siège et de la Mission, afin que le programme de lutte antimines de cette dernière concoure efficacement à l'exécution de son mandat.
189. L'augmentation des ressources demandées pour 2025 par rapport au montant approuvé pour 2024 s'explique principalement par l'augmentation des dépenses prévues au titre du personnel civil, qui tient à l'application d'un taux de vacance de postes plus faible pour le personnel recruté sur le plan international (23,4 % contre 29,6 % dans le budget approuvé pour 2024), à un coefficient d'ajustement plus élevé pour la Libye, qui est passé de 31,8 en avril 2023 à 40,0 en avril 2024, et à la proposition de création de sept emplois de temporaire (autres que pour les réunions). L'augmentation est compensée par une diminution des ressources demandées au titre des dépenses opérationnelles en raison de la baisse prévue des dépenses aux rubriques : a) Fournitures et services,

du fait du transfert des moyens de lutte antimines dans le tableau des effectifs de la Mission, comme indiqué plus haut ; b) Opérations aériennes, du fait de l'application d'un coefficient de déploiement de 50 % à la location et à l'exploitation de l'hélicoptère destiné à fournir un appui aux opérations aériennes pour la composante Surveillance du cessez-le-feu et à effectuer des évacuations médicales et sanitaires primaires dans la zone de la mission, et du nombre inférieur d'heures de vol (575 contre 700 approuvées pour 2024) ; c) Informatique et communications, en raison de la diminution des acquisitions, qui s'explique par la réception prévue d'équipements provenant de missions qui réduisent leurs effectifs, ainsi que par la réduction des ressources demandées pour les télécommunications et les services de réseau et les pièces détachées.

**Ressources extrabudgétaires**

190. En 2024, des ressources extrabudgétaires d'un montant de 76 700 dollars devraient être utilisées pour organiser une conférence axée sur une justice transitionnelle inclusive et centrée sur les victimes en Libye, ainsi que pour renforcer les capacités en matière de droits humains.
191. Aucune ressource extrabudgétaire n'est prévue pour 2025 en raison de l'achèvement en 2024 des activités de projet.

## **8. Mission de vérification des Nations Unies en Colombie**

*(86 855 100 dollars)*

### **A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**

#### **Orientations générales**

##### **Mandats et considérations générales**

192. La Mission de vérification des Nations Unies en Colombie a pour mandat de vérifier cinq aspects essentiels de l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable, adopté en 2016 par le Gouvernement colombien et les anciennes Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire (FARC-EP), à savoir : a) la réintégration des membres des FARC-EP dans la vie politique, économique et sociale (sect. 3.2 de l'Accord) ; b) l'application de mesures de sécurité et de protection personnelles et collectives destinées aux ex-combattants et la mise en place de programmes complets de sécurité et de protection en faveur des populations locales et des organisations sur les territoires concernés (sect. 3.4 de l'Accord) (depuis 2021) ; c) le respect et l'application des peines prononcées par la Juridiction spéciale pour la paix (sect. 5.1.2 de l'Accord) ; d) la vérification de la réforme rurale intégrale (sect. 1 de l'Accord) (depuis 2023) ; e) la mise en œuvre du chapitre de l'Accord consacré aux questions ethniques (art. 6.2 de l'Accord) (depuis 2023).
193. En outre, dans sa résolution [2694 \(2023\)](#), le Conseil de sécurité a chargé la Mission de vérifier et de surveiller la mise en œuvre de l'Accord de cessez-le-feu bilatéral, national et temporaire entre le Gouvernement de la République de Colombie et l'Armée de libération nationale (ELN).
194. Le mandat de la Mission est défini dans les résolutions [2366 \(2017\)](#), [2574 \(2021\)](#), [2673 \(2023\)](#) et [2694 \(2023\)](#) du Conseil de sécurité. Le Conseil l'a prorogé jusqu'au 31 octobre 2024 par sa résolution [2704 \(2023\)](#).

#### **Programme de travail**

##### **Objectif**

195. L'objectif auquel la Mission contribue est de faire progresser la mise en œuvre effective des dispositions de l'Accord final concernant la réintégration, les garanties de sécurité, les peines restauratives, la réforme rurale intégrale et le chapitre consacré aux questions ethniques, et de promouvoir l'application de l'Accord de cessez-le-feu.

##### **Stratégie et facteurs externes pour 2025**

196. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, la Mission :
  - a) Adoptera une approche proactive et inclusive en matière de vérification, en faisant œuvre de sensibilisation, en usant de ses bons offices et en collaborant étroitement avec les parties à l'Accord final et à l'Accord de cessez-le-feu, les institutions concernées et les autorités internationales, nationales, régionales et locales ;
  - b) Assurera un contrôle indépendant et participera, conjointement avec les parties, aux principaux forums et institutions créés pour la mise en œuvre de l'Accord final ;
  - c) Encouragera le dialogue constructif et renforcera la confiance entre le Gouvernement et le parti des Communs afin de traiter les questions en suspens liées à la mise en œuvre du processus de

paix, et veillera au maintien d'une coordination et d'un dialogue permanents entre les principaux interlocuteurs, notamment les acteurs politiques, toutes tendances confondues, la société civile, les organisations autochtones, le secteur privé et la communauté internationale, dans l'optique de les mobiliser à l'appui de la mise en œuvre de l'Accord final ;

- d) Procédera à une vérification indépendante de la mise en œuvre du cessez-le-feu, comme le prévoit l'Accord de cessez-le-feu, dans le cadre de sa participation au Mécanisme de surveillance et de vérification, en offrant ses bons offices pour accompagner en permanence le dialogue entre les parties. Ces efforts s'inscriront dans le cadre de l'action d'ensemble menée pour instaurer la confiance entre le Gouvernement et l'ELN.

197. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) La confiance entre les parties à l'Accord final sera renforcée ; le processus de réintégration sera rendu viable, l'accent étant mis en particulier sur les garanties de sécurité offertes aux ex-combattants, aux figures de la société civile et aux populations ; des progrès constants seront faits vers le règlement de problèmes concrets qui entravent la réintégration ; la prise en compte des questions de genre dans la réintégration sera encouragée ; le Gouvernement mettra en place des solutions plus durables en ce qui concerne la formation et la réintégration des ex-combattants ; des progrès seront accomplis dans la mise en œuvre des éléments clés de la réforme rurale intégrale ; les capacités de prévention et de règlement des différends fonciers seront renforcées ; des progrès seront faits s'agissant de réduire les inégalités en matière d'accès à la terre ; la mise en œuvre de programmes de développement territorial dans les zones prioritaires progressera, avec la participation active des communautés locales ;
- b) L'État sera mieux à même de prévenir les attaques contre les ex-combattants, les figures de la société civile et les populations et d'enquêter sur ces actes, la confiance et l'entente entre les parties seront renforcées grâce aux mécanismes de coordination tripartite et les besoins particuliers des femmes, des enfants, des ex-combattants appartenant à différents groupes ethniques et d'autres populations à risque seront pris en considération ;
- c) La confiance dans le système de justice transitionnelle sera renforcée ; la capacité de la Juridiction spéciale pour la paix à faire respecter et à appliquer ses peines restauratives sera renforcée et le Gouvernement sera mieux à même de créer les conditions nécessaires au respect de ces peines ; des contributions seront apportées à la réalisation des droits des victimes à la vérité, à la justice, à la réparation et à la non-répétition, et à leur pleine inclusion dans le système de réparation ;
- d) Des progrès seront accomplis dans la mise en œuvre des dispositions de l'Accord final relatives aux questions ethniques, compte tenu des priorités définies par le Gouvernement et des mesures prévues par le pacte visant à accélérer la mise en œuvre du chapitre consacré aux questions ethniques, signé en novembre 2023 ; la confiance et la collaboration entre les institutions publiques, d'une part, et les autorités ethniques et leurs organisations, d'autre part, seront renforcées afin d'assurer une mise en œuvre intégrale du chapitre consacré aux questions ethniques, et la coopération avec la communauté internationale, y compris le système des Nations Unies, sera intensifiée ;
- e) La confiance dans le processus et entre les parties à l'Accord de cessez-le-feu sera renforcée afin de garantir la durabilité et la continuité de ce texte, ce qui contribuera à réduire la violence, à améliorer la situation humanitaire dans les régions touchées par le conflit, à accroître la confiance du public dans le dialogue en cours entre le Gouvernement et l'ELN et à faire avancer les efforts de paix.

198. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, la Mission collabore étroitement avec les acteurs internationaux, nationaux et locaux qui appuient l'exécution de son mandat. Au niveau international, la coopération active qu'elle entretient avec les membres de la communauté diplomatique et les organisations régionales aide à repérer les synergies et les domaines d'intérêt et d'appui mutuels dans la consolidation de la paix. Aux niveaux national et local, la Mission renforce ses liens avec un vaste éventail d'acteurs de la sphère politique, de la société civile et du secteur

privé, notamment les organisations locales, les groupes religieux, les groupes de jeunes et de femmes, les organisations ethniques, les associations des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes et les institutions de justice transitionnelle. Elle continue de renforcer ses relations avec les autorités départementales et locales, notamment à mesure que celles-ci assument de nouvelles fonctions en ce qui concerne la réintégration, les garanties de sécurité offertes à la population et l'appui à la participation de la société au processus de paix.

199. En ce qui concerne la coordination et la liaison interorganisations, la Mission continuera de collaborer étroitement avec l'équipe de pays des Nations Unies et le Bureau de la Coordonnatrice résidente, en s'appuyant sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Par les activités de coordination qu'elle mène dans le cadre de mécanismes conjoints à différents niveaux, la Mission diffuse ses analyses politiques et promeut la cohérence de l'action et des interventions menées au titre des piliers Paix et sécurité et Développement.
200. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
  - a) La communauté internationale continue de soutenir la participation active de l'ONU et de la Mission au processus de paix ;
  - b) Le Gouvernement et le corps législatif resteront concentrés sur la mise en œuvre de l'Accord final et honoreront l'engagement qu'ils ont pris de faire avancer l'application des chapitres de l'Accord de paix final consacrés à la réforme rurale intégrale et aux questions ethniques ;
  - c) Les autorités nationales et locales et les entités et mécanismes de l'État chargés de prévenir et de traiter les problèmes de sécurité survenant dans les zones touchées par le conflit et d'enquêter à leur sujet, tels que le Bureau du Procureur général, resteront résolus à renforcer leur collaboration avec la Mission ;
  - d) Les progrès constants accomplis dans le système de justice transitionnelle se traduiront par la prononciation et l'application de peines restauratives.
  - e) Le Gouvernement et l'ELN restent attachés au dialogue de paix et à l'application de l'Accord de cessez-le-feu et de protocoles s'y rapportant, et sont notamment résolus à encourager la participation de la société au processus de paix et à promouvoir l'application d'autres accords qui pourraient être conclus dans le cadre des pourparlers.
201. La Mission prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. Elle s'efforce d'assurer une mise en œuvre adéquate de sa directive sur l'égalité des genres et de sa stratégie sur la parité des genres ainsi que de veiller à ce qu'il soit pleinement tenu compte des besoins des anciennes membres des FARC-EP dans la conception, l'exécution et le suivi des programmes, et mettra l'accent sur les garanties de sécurité offertes aux dirigeantes et aux ex-combattantes. La Mission veille à la prise en compte des questions de genre dans la vérification des peines restauratives, notamment en ce qui concerne l'affaire n° 11 et d'autres affaires liées à la violence sexuelle et fondée sur le genre, ainsi que de la mise en œuvre de la réforme rurale, en mettant l'accent sur les besoins des paysannes et des femmes autochtones, et du chapitre consacré aux questions ethniques. Elle promeut la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, notamment dans le cadre de ses fonctions de contrôle et de vérification de l'application de l'Accord de cessez-le-feu, ainsi que la participation active et véritable des femmes au rétablissement de la paix.

## Exécution du programme en 2023

### **Le renforcement de la confiance dans l'Accord de cessez-le-feu conclu entre le Gouvernement colombien et l'ELN a contribué à atténuer la violence dans les zones touchées par le conflit**

202. En suivant l'application de l'Accord de cessez-le-feu par sa participation au Mécanisme de surveillance et de vérification, la Mission a contribué à renforcer la confiance dans le processus. Sa

participation au Mécanisme aux niveaux national, régional et local lui a permis d'aider à faire connaître les protocoles relatifs au cessez-le-feu et les travaux du Mécanisme, notamment en élaborant un guide sur la prise en compte des questions de genre et la lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre. La Mission a vérifié sur place les éventuelles violations, à la demande des parties. La mise en œuvre de l'Accord de cessez-le-feu a permis d'éviter les confrontations armées directes entre les forces de sécurité publique et l'ELN et d'y mettre un terme lorsqu'elles sont survenues, contribuant ainsi à atténuer la violence pour le bien des populations vivant dans les régions touchées. La Mission a également prodigué des conseils techniques au Comité national de participation et fourni un soutien direct pour l'organisation de réunions avec certains secteurs de la société civile en vue de définir le mode de participation de la société au processus de paix. Ainsi, elle a favorisé l'inclusion et contribué à l'instauration de la confiance.

203. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 41).

Tableau 41  
**Mesure des résultats**

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
—	—	La Mission a contribué à la mise en place du Mécanisme de surveillance et de vérification aux niveaux national, régional et local et à l'amélioration de la communication entre le Gouvernement et l'ELN dans le cadre du cessez-le-feu, encouragé les parties à respecter le cessez-le-feu et les protocoles y relatifs, mené des activités de surveillance et de vérification en réponse à des violations possibles et émis des recommandations à l'intention des parties

## Résultats escomptés pour 2025

### Résultat 1 : application rapide et efficace des peines restauratives prononcées par la Juridiction spéciale pour la paix

#### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

204. En 2023, la Mission a continué de dialoguer avec les entités responsables de l'application des peines, ainsi que de leur suivi et de leur vérification. Elle a affiné les méthodes de vérification pour fixer des orientations et des modèles généraux et sélectionné des cas particuliers qui feront l'objet d'un suivi et d'une vérification plus approfondis. Elle a renforcé l'analyse des risques et le suivi des affaires concernant des participants à la Juridiction spéciale pour la paix. Elle a en outre collaboré avec les institutions de l'État chargées de veiller à ce que les conditions d'application des peines restauratives soient créées.
205. En 2025, la Mission contrôlera et vérifiera l'application des peines restauratives prononcées dans les affaires n<sup>os</sup> 1 et 3 et interviendra auprès des institutions de l'État pour s'assurer que les conditions nécessaires à cet effet sont créées. Elle s'acquittera de ces tâches, notamment par l'intermédiaire du Mécanisme de surveillance et de vérification, en collaboration avec la Juridiction spéciale pour la paix.

206. Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 42).

Tableau 42  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
La Mission a contribué aux premiers efforts de création d'un mécanisme de surveillance et de vérification composé d'elle-même et de la Juridiction spéciale pour la paix	Création d'un mécanisme de surveillance et de vérification composé de la Mission et de la Juridiction spéciale pour la paix  Vérification du respect et de l'application d'un nombre initial de peines, notamment de l'exécution des peines par les personnes sanctionnées, et de la création, par les autorités colombiennes, des conditions nécessaires à cet effet	Progrès dans la création des conditions nécessaires à l'application des peines restauratives par les autorités colombiennes  Conception par la Juridiction spéciale pour la paix de projets pilotes de restauration consistant à mener des activités de restauration à l'intention des personnes relevant de sa compétence  Élaboration de méthodes de vérification et de directives connexes pour le fonctionnement du Mécanisme de surveillance et de vérification  Mise en place de mécanismes de coordination avec la Juridiction spéciale pour la paix et les institutions compétentes en matière de garanties de sécurité, aux fins de l'analyse et du suivi des risques	Les entités gouvernementales et étatiques concernées garantissent les conditions nécessaires à l'application effective des peines restauratives prononcées par la Juridiction spéciale pour la paix dans les différentes affaires dont elle est saisie  L'exécution des peines restauratives par les personnes relevant de la compétence de la Juridiction spéciale pour la paix est vérifiée	La Mission vérifie que l'État continue de créer les conditions, y compris l'offre de garanties de sécurité aux personnes relevant de la compétence de la Juridiction spéciale pour la paix, nécessaires à l'application effective des peines restauratives prononcées par la Juridiction spéciale pour la paix  Vérification du respect des peines restauratives pour quelques-unes des affaires  Le Mécanisme de surveillance et de vérification, ainsi que la Juridiction spéciale pour la paix, est pleinement opérationnel et communique des informations utiles aux fins de la vérification



## Résultat 2 : progrès dans la mise en œuvre effective de la réforme rurale intégrale et du chapitre consacré aux questions ethniques

### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

207. En 2023, la Mission a achevé une année de vérification de la mise en œuvre de la réforme rurale intégrale et du chapitre consacré aux questions ethniques. Elle a collaboré étroitement avec les institutions de l'État, la société civile, les populations et les organisations autochtones, les agriculteurs et les plateformes de femmes pour recenser les problèmes et déterminer la marche à suivre. Elle a défini des priorités en matière de plaidoyer et offert un soutien pour la mise en œuvre complète et coordonnée de la réforme rurale intégrale. Elle a également aidé les institutions de l'État à faire progresser la mise à disposition des terres et encouragé l'exécution de plans nationaux de réforme rurale et de développement. Elle a formulé des recommandations judicieuses concernant les mesures prioritaires à prendre pour la mise en œuvre du chapitre consacré aux questions ethniques. Ces efforts ont abouti à l'élaboration et à la signature du pacte visant à faire progresser la mise en œuvre du chapitre consacré aux questions ethniques par les institutions de l'État, ainsi qu'à son approbation par le Forum de haut niveau sur les populations autochtones.
208. En 2025, la Mission continuera d'inciter à l'action dans les domaines prioritaires qui restent essentiels à la mise en œuvre globale et à la durabilité de la réforme rurale. Elle fera le point sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs définis dans l'Accord final et dans le plan national de développement du Gouvernement. Pour faciliter la réalisation des objectifs du pacte visant à faire avancer la mise en œuvre du chapitre consacré aux questions ethniques, elle soutiendra les institutions qui en sont chargées.
209. Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 43).

Tableau 43  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
—	—	Élaboration de garanties de sécurité et de lignes directrices relatives à la vérification et analyse des risques à l'appui de la mise en œuvre de la réforme rurale et du chapitre consacré aux questions ethniques Vérification de la mise à disposition de terres aux paysans et aux groupes autochtones, notamment de l'officialisation par le Gouvernement de l'acquisition et du	Augmentation du nombre d'agriculteurs, de femmes et de victimes auparavant dépourvus de terres ayant reçu des parcelles de terrain (ou des titres fonciers) grâce aux mécanismes prévus dans l'Accord final Mise en œuvre globale et inclusive du programme de développement territorial et du plan national de réforme rurale Création d'un mécanisme de coordination entre	Accélération de la mise en œuvre des programmes de développement territorial Augmentation du nombre de terres mises à la disposition des bénéficiaires de la réforme rurale, notamment les groupes ethniques, ainsi que du volume de biens et services fournis, ce qui garantit la productivité des terres Renforcement des institutions chargées de la mise en œuvre du chapitre consacré

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
		<p>transfert de la propriété</p> <p>Progrès dans la planification du programme de développement territorial, l'objectif étant de favoriser l'adoption d'une approche globale et à fort impact, avec la participation de la société civile</p> <p>Mise en place d'un mécanisme de coordination entre toutes les parties concernées par le chapitre consacré aux questions ethniques</p> <p>Établissement de priorités et d'objectifs par la signature du pacte visant à faire progresser la mise en œuvre du chapitre consacré aux questions ethniques</p>	<p>le Gouvernement et les institutions de l'État chargées de la mise en œuvre du chapitre consacré aux questions ethniques</p> <p>Mise en place d'un mécanisme de dialogue entre les institutions compétentes, les populations autochtones, les entités du secteur privé et les autres parties concernées</p> <p>Renforcement du Forum de haut niveau sur les populations autochtones</p>	<p>aux questions ethniques</p> <p>Renforcement de la collaboration entre les entités de l'État chargées de la mise en œuvre du chapitre consacré aux questions ethniques et les responsables afro-colombiens et autochtones et leurs organisations, le secteur privé et d'autres parties prenantes</p> <p>La réalisation des objectifs définis dans le pacte visant à faire avancer la mise en œuvre du chapitre consacré aux questions ethniques est en bonne voie</p>

**Résultat 3 : amélioration des conditions de sécurité pour les populations vivant dans les zones touchées par le conflit grâce à des avancées dans la mise en œuvre de l'Accord final et à l'application effective de l'Accord de cessez-le-feu entre le Gouvernement et l'Armée de libération nationale**

**Projet de plan-programme pour 2025**

210. Le Gouvernement a déployé des efforts considérables pour rétablir la paix en Colombie. Toutefois, la violence qui règne dans les municipalités où les conditions de sécurité s'étaient améliorées après la signature de l'Accord final est préoccupante et met en lumière la nécessité d'une réponse rapide du Gouvernement. En 2023, la Mission a donné des conseils au Gouvernement pour l'aider à honorer les engagements qu'il avait pris dans le cadre de l'Accord final, notamment l'approbation de mesures de sécurité bénéficiant aux ex-combattants et l'application d'une politique publique visant à démanteler les groupes armés illégaux. En ce qui concerne le dialogue entre le Gouvernement et l'ELN, le travail de la Mission a contribué à atténuer la violence dans les régions.

*Enseignements tirés et changements prévus*

211. L'enseignement tiré est le suivant : il est essentiel d'améliorer les conditions de sécurité des populations et des ex-combattants pour instaurer une paix durable. Compte tenu de cet enseignement,

la Mission continuera de travailler avec le Gouvernement pour renforcer la présence de l'État dans les territoires concernés. En outre, l'adhésion continue à l'Accord de cessez-le-feu et la réduction de la violence qui en résulte ont des effets positifs pour les populations des zones touchées par le conflit. La Mission continuera de dialoguer avec les parties et la société civile afin de renforcer la confiance dans les efforts de paix en Colombie.

212. Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 44).

Tableau 44

**Mesure des résultats**

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
—	—	—	—	<p>Progrès dans la mise en œuvre de l'Accord de cessez-le-feu entre le Gouvernement et l'ELN</p> <p>Amélioration des accords de cessez-le-feu et des protocoles y relatifs, notamment grâce au soutien technique apporté par la Mission dans le cadre de sa participation au Mécanisme de surveillance et de vérification</p> <p>Réduction des affrontements violents entre forces publiques et groupes armés illégaux</p> <p>Amélioration des conditions de sécurité des populations vivant dans les zones touchées par le conflit grâce au cessez-le-feu</p>

**Produits**

213. On trouvera dans le tableau 45 les produits retenus pour la Mission.

Tableau 45

**Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie**

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Documentation destinée aux organes délibérants</b> (nombre de documents)	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
1. Rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	4	4	4	4
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
2. Rapports thématiques sur les garanties de sécurité	2	2	2	2
<b>Activités ou documentation techniques</b> (nombre d'activités ou de documents)	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
3. Manuel de vérification comportant un guide de vérification tenant compte des questions de genre et, dans un nouveau chapitre, un guide des activités de contrôle en application du mandat découlant de la résolution <a href="#">2694 (2023)</a>	1	1	2	2
4. Rapport thématique sur les enseignements tirés de la première année de contrôle des peines restauratives	1	—	—	—
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>133</b>	<b>154</b>	<b>138</b>	<b>162</b>
5. Ateliers visant à renforcer la mise en œuvre de la communication stratégique avec la Juridiction spéciale pour la paix et les personnes relevant de sa compétence	11	7	11	—
6. Ateliers et séances de formation avec des personnes relevant de la compétence de la Juridiction spéciale pour la paix	11	7	11	—
7. Ateliers et séances de formation régionaux avec des personnes relevant de la compétence de la Juridiction spéciale pour la paix, visant à faire connaître les orientations relatives aux tâches, travaux ou activités à visée réparatrice et restaurative, et à la restriction des droits et libertés	11	1	11	—
8. Forums consacrés au système de justice transitionnelle en Colombie et au rôle de la Mission et faisant intervenir des universitaires et des décideurs et décideuses internationaux	1	—	—	—
9. Forums spécialisés faisant intervenir des groupes de juristes, des universitaires et des organisations du secteur judiciaire de chaque région et visant à expliquer le nouveau mandat	11	1	—	—
10. Ateliers ciblant les équipes des missions sur le terrain, les personnes inculpées, les équipes de la défense, les victimes et les communautés et visant à les sensibiliser aux peines restauratives et aux activités menées par le Mécanisme de surveillance et de vérification dans ce domaine	—	—	—	10
11. Activités relatives au soutien aux audiences concernant les macro-affaires dont est saisie la Juridiction spéciale pour la paix et à l'accompagnement de ces audiences	—	—	—	5
12. Ateliers visant à renforcer la mise en œuvre de la communication stratégique avec la Juridiction spéciale pour la paix et les personnes relevant de sa compétence et à promouvoir la sécurité juridique des ex-combattants	—	—	—	9
13. Forum spécialisé sur le plan d'action national pour les femmes et la paix et la sécurité et sur la mise en œuvre de l'Accord final	—	—	—	1
14. Séances de formation et de sensibilisation organisées sur le terrain à l'intention d'organisations de femmes	6	4	6	6
15. Ateliers visant à favoriser l'application des protocoles de gestion et de mise en commun des informations établis avec la Juridiction spéciale pour la paix et les autres intervenants	16	11	10	11

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
16. Ateliers régionaux d'échange à l'intention de journalistes locaux et internationaux	5	22	9	13
17. Ateliers organisés avec les médias aux niveaux local, régional, national et international en vue d'expliquer le mandat	9	21	10	13
18. Ateliers concernant les affaires du ressort de la Juridiction spéciale pour la paix à l'intention des populations autochtones et afro-colombiennes et des autorités	10	4	6	–
19. Campagnes de communication régionales organisées dans les anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration et dans les nouvelles zones de réintégration à des fins de communication spéciale et de sensibilisation	9	14	9	10
20. Manifestations visant à promouvoir l'égalité des genres et la prévention de la violence fondée sur le genre ayant trait à la réintégration et aux garanties de sécurité et à la concrétisation des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité	6	20	6	12
21. Réunions organisées avec les populations et les autorités autochtones, afro-colombiennes et roms au sujet des peines concernant des membres de leurs communautés	9	1	6	–
22. Ateliers avec les interlocuteurs et acteurs clés, visant à faire progresser le suivi des mesures de prévention et de protection dans le cadre des dispositions de l'Accord final relatives aux garanties de sécurité	4	8	4	9
23. Ateliers avec les populations et les autorités autochtones, afro-colombiennes et roms	4	19	3	–
24. Manifestations nationales avec les populations et les autorités autochtones, afro-colombiennes et roms	1	5	1	–
25. Manifestations avec les responsables gouvernementaux consacrées au mandat de la Mission et à la promotion de la mise en œuvre de l'Accord final	4	4	11	9
26. Manifestations régionales avec les parties prenantes de l'Accord final, y compris les ex-combattants, concernant la mise en œuvre de l'Accord	4	4	4	4
27. Atelier sur la mise en œuvre de nouvelles approches pour la vérification des mesures de réintégration sociale, politique et économique s'adressant aux personnes référentes au niveau régional	1	1	2	3
28. Atelier sur la mise en œuvre de nouvelles approches pour la vérification des mesures de réintégration sociale, politique et économique et la réforme rurale s'adressant aux personnes référentes au niveau régional	–	–	1	3
29. Atelier avec les parties prenantes du Gouvernement concernant la mise en œuvre du système national de réforme agraire	–	–	1	2
30. Manifestation avec des membres des communautés locales et régionales et les autorités nationales pour faire le point sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des plans de développement territorial	–	–	1	3
31. Atelier visant à faire le point sur les initiatives communautaires de réintégration	–	–	1	3
32. Atelier avec des ex-combattants LGBTQI	–	–	–	1
33. Atelier sur le renforcement des capacités des gardiens autochtones et afro-colombiens avec des acteurs régionaux	–	–	1	–
34. Séminaire sur les cultures illicites et les communautés ethniques	–	–	1	–
35. Manifestation visant à renforcer les organisations ethniques au niveau local	–	–	1	–
36. Manifestation nationale avec le Forum de haut niveau sur les populations autochtones	–	–	1	–
37. Rassemblement national d'ex-combattants autochtones	–	–	1	–

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
38. Ateliers nationaux et régionaux visant à renforcer la mise en œuvre du mandat découlant de la résolution 2694 (2023)	–	–	9	9
39. Ateliers nationaux et régionaux visant à renforcer la participation de la société civile aux processus de paix	–	–	–	9
40. Ateliers sur l'adoption d'approches tenant compte des questions de genre pour ce qui est de surveiller et de vérifier l'application de l'Accord de cessez-le-feu entre le Gouvernement et l'ELN	–	–	–	2
41. Manifestations avec les autorités et organisations ethniques et les organes publics portant sur la mise en œuvre du chapitre consacré aux questions ethniques et sur les processus de paix	–	–	–	15

### C. Activités de fond

**Bons offices** : missions de bons offices en vue de l'application des dispositions de l'Accord final, notamment celles relatives au genre ; missions de bons offices et action en faveur de la création et du renforcement d'espaces de discussion et de forums rassemblant les interlocuteurs et les acteurs concernés en vue d'un dialogue et d'un processus décisionnel productifs ; missions de bons offices et action en faveur de visites des principales parties prenantes dans les zones de réintégration et les lieux où les ex-combattants réalisent des projets productifs et mènent des initiatives au niveau local, notamment un soutien au renforcement du rôle des groupes de travail techniques sur les questions de genre au sein du Conseil national de réintégration ; missions de bons offices en faveur de la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord final, y compris la promotion de la participation des femmes ; missions de bons offices visant à appuyer le dialogue entre le Gouvernement et l'ELN, à accompagner les réunions, à faciliter la communication entre les parties et à soutenir la mise en œuvre des accords pertinents conclus dans le cadre des négociations ; missions de bons offices pour promouvoir le respect de l'engagement qui a été pris de favoriser la participation de la société au processus de paix ; missions de bons offices visant à faire avancer les autres efforts de dialogue déployés par le Gouvernement pour consolider la paix en Colombie.

**Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause** : services de consultation et conseil visant à cerner, prévenir ou régler les problèmes liés aux conditions nécessaires à une participation politique accrue du parti des Communs, à la réintégration des ex-combattants, à l'amélioration des mesures et conditions de sécurité et de protection ; conseil et appui visant à faire avancer l'action en faveur de la mise en œuvre de la réforme rurale intégrale et du chapitre consacré aux questions ethniques, l'objectif étant d'assurer la pleine mise en œuvre des dispositions de l'Accord final relatives au genre, y compris fourniture d'un soutien aux interlocuteurs gouvernementaux et tenue de consultations régulières avec les organisations de femmes, les ex-combattantes et les ex-combattants LGBTQI ; fourniture d'un soutien aux mécanismes de gestion de l'information de la Juridiction spéciale pour la paix afin de faciliter la mise en commun des informations ; consultations et coordination avec les parties prenantes du dialogue entre le Gouvernement et l'ELN.

**Bases de données et supports numériques** : plateformes de gestion de l'information relative au cessez-le-feu ; plateforme de vérification des peines restauratives ; élargissement de la portée de cette plateforme, qui ne servirait plus seulement au signalement des problèmes liés aux garanties de sécurité offertes aux ex-combattants des FARC-EP, aux dirigeants sociaux et aux populations, mais porterait plus largement sur la violence touchant d'autres aspects de l'Accord final vérifiés par la Mission ; système d'information sur les indicateurs de la réintégration ; outils intégrés pour la vérification de la mise en œuvre de la réforme agraire rurale sur la base de modèles géostatistiques et des méthodes employées pour hiérarchiser les priorités, mesurer le progrès, et assurer le suivi ; système de communication de l'information sur la vérification au niveau régional ; plateforme tripartite consacrée aux organisations engagées dans des projets de réintégration économique et des projets productifs ; base de données tripartite sur la transition vers la légalité des ex-combattants des FARC-EP.

### D. Activités de communication

**Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information** : renforcement de l'image de la Mission par la production de supports d'information et l'organisation de manifestations et d'activités spéciales visant à expliquer les progrès accomplis dans l'exécution du mandat et à faire connaître l'importance que revêt celui-ci pour une paix durable.

**Relations extérieures et relations avec les médias** : partenariats avec les réseaux de radiodiffusion et de télédiffusion, aux niveaux local, régional et national ; organisation régulière de conférences avec les principaux partenaires médiatiques ; organisation de conférences de presse avec les hauts responsables ; points de presse et visites des médias sur le terrain ; suivi de la couverture médiatique ; élaboration de produits d'information pour les médias afin de faire mieux connaître l'action que mène la Mission à l'appui du processus de paix en Colombie.

**Plateformes numériques et contenus multimédias** : maintenance des comptes sur les médias sociaux et des plateformes d'information du système des Nations Unies, l'objectif étant de créer, d'élaborer et de diffuser des informations relatives au mandat de la Mission ; mise en œuvre de diverses stratégies et activités visant à lutter contre la désinformation, la mésinformation et les discours de haine à des fins d'alerte rapide et d'intervention.

## B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

### Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 46

#### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024		2025	Variation
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts		Montant nécessaire	Augmentation/ (diminution) entre 2025 et 2024
	(1)	(2)	(3)		(4)	(5) = (4) - (3)
Militaires et personnel de police	3 234,4	3 154,5	3 859,5		4 166,4	306,9
Personnel civil	38 453,5	38 647,9	38 885,7		48 979,8	10 094,1
Dépenses opérationnelles	25 556,4	26 577,7	35 591,5		33 708,9	(1 882,6)
<b>Total (déduction faite des contributions du personnel)</b>	<b>67 244,3</b>	<b>68 380,1</b>	<b>78 336,7</b>		<b>86 855,1</b>	<b>8 518,4</b>

Tableau 47

#### Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G <sup>a</sup>	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Effectif approuvé pour 2024	1	1	–	6	26	38	58	2	49	1	182	113	104	217	153	30	183	582
Effectif proposé pour 2025	1	1	–	6	26	38	58	2	49	1	182	113	104	217	153	30	183	582
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

<sup>a</sup> Autres classes, sauf indication contraire.

214. Le montant des ressources demandées pour 2025 pour la Mission s'élève à 86 855 100 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de couvrir le déploiement de 188 observateurs militaires (4 166 400 dollars), les traitements et les dépenses communes de personnel connexes (48 979 800 dollars) correspondant à 182 postes soumis à recrutement international (1 SGA, 1 SSG, 6 D-1, 26 P-5, 38 P-4, 58 P-3, 2 P-2, 49 SM et 1 G), à 217 postes soumis à recrutement national (113 AN et 104 AL) et à 183 Volontaires des Nations Unies (153 volontaires recrutés sur le plan international et 30 volontaires recrutés sur le plan national), ainsi que les dépenses opérationnelles (33 708 900 dollars), qui se répartissent comme suit : consultants et services de consultants (539 000 dollars), voyages officiels (2 217 100 dollars), installations et infrastructures (8 932 400 dollars), transports terrestres (3 176 400 dollars), opérations aériennes (10 607 500 dollars), opérations maritimes (177 000 dollars), communications et informatique (5 440 200 dollars), santé (584 800 dollars) et fournitures, services et matériel divers (2 034 500 dollars).

215. Les taux de vacance appliqués aux prévisions ont été les suivants : 20,3 % pour les postes soumis à recrutement international, sur la base des taux de vacance effectifs moyens enregistrés en 2023 ; 21,8 % pour les postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national, sur la base du taux de vacance effectif enregistré en mars 2024 ; 13,1 % pour les postes d'agent(e) local(e), sur la base du taux de vacance effectif enregistré en mars 2024 ; 10,1 % pour les observateurs militaires, sur la base du taux de vacance enregistré en mars 2024 ; 5,0 % pour les Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international et 8,0 % pour les Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan national, sur la base des taux de vacance effectifs moyens enregistrés en 2023. Un taux de vacance de 50 % a été appliqué aux prévisions concernant les postes qu'il est proposé de réaffecter.
216. Afin de garantir l'exécution efficace du mandat, il est proposé de procéder à un certain nombre de modifications de la structure organisationnelle et du tableau d'effectifs pour 2025, notamment la restructuration d'une unité administrative, la réaffectation de 2 postes et le transfert de 5 postes, comme indiqué ci-après.

*Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général*

- a) Réorganisation du Bureau des affaires politiques : six postes (1 D-1, 1 P-4, 1 P-3 et 3 postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national), qui passent du Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général au Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général. Cette proposition vise à maximiser la capacité du Bureau de suivre l'évolution de la situation politique, de formuler des recommandations et de faire face à l'augmentation des demandes politiques au niveau national dans le cadre des processus de paix en Colombie, notamment en ce qui concerne les tâches de surveillance du cessez-le-feu ;
- b) Transfert de 1 poste d'analyste hors classe de l'information (questions politiques) (P-5) et de 3 postes d'analyste de l'information sur les questions politiques (adjoint(e) de 1<sup>re</sup> classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) du Groupe de l'analyse et de la communication de l'information au Bureau des affaires politiques, afin d'optimiser les processus et de veiller à ce que le travail d'analyse et les cadres d'établissement des rapports soient conformes aux orientations du Bureau. Avec cette proposition de transfert, le Groupe de l'analyse et de la communication de l'information et le Bureau fusionneraient et fonctionneraient comme une seule unité ;

*Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général*

- c) Réaffectation de 1 poste de spécialiste des systèmes informatiques (adjoint(e) de 2<sup>e</sup> classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national), qui deviendrait un poste de spécialiste de l'information (adjoint(e) de 2<sup>e</sup> classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) au Groupe de la gestion de l'information, afin d'améliorer la communication, les activités d'information, les campagnes, l'élaboration de produits d'information spécifiques et la visualisation des données, ainsi que la recherche, la collecte d'informations et l'analyse des événements survenant actuellement dans les bureaux extérieurs ;

*Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission*

- d) Réaffectation, au Groupe de l'appui à la mission, de 1 poste de fonctionnaire d'administration (P-4), qui deviendrait un poste de chef de groupe (logisticien) (P-4), afin d'accroître l'efficacité et l'efficience de l'ensemble des opérations logistiques de la Mission, compte tenu des connaissances et de l'expérience requises pour cette fonction. Le (la) titulaire serait chargé(e) de gérer et de superviser l'ensemble du soutien logistique requis, en veillant à ce que les composantes Sécurité et Appui à la mission et la composante opérationnelle de la Mission reçoivent le soutien logistique dont elles ont besoin ;
- e) Transfert de 1 poste de fonctionnaire d'administration (Service mobile) du Groupe de l'appui à la mission au Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission, pour faire face à l'augmentation



de la charge de travail résultant du fait que la zone d'opérations est de plus en plus complexe et difficile.

217. L'augmentation des ressources nécessaires pour 2025 par rapport aux crédits ouverts pour 2024 s'explique principalement par : a) l'augmentation des ressources demandées pour le personnel civil, qui tient à l'application des taux les plus récents s'agissant des traitements et des dépenses communes de personnel, notamment à l'augmentation du coefficient d'ajustement en Colombie, qui est passé de 24,9 en avril 2023 à 50,8 en avril 2024, ainsi qu'à l'effet-report de 88 nouveaux postes et emplois approuvés dans le budget de 2024 pour l'exécution des nouveaux mandats ; b) l'augmentation des crédits demandés au titre des observateurs militaires, imputable principalement à l'augmentation de l'indemnité de subsistance (missions) due à l'application des taux d'indemnité de subsistance (missions) actualisés pour la Colombie, ainsi qu'à l'effet-report de 68 nouveaux postes d'observateur(trice) approuvés dans le budget de 2024 pour l'exécution des nouveaux mandats ; c) l'augmentation des ressources demandées au titre des installations et infrastructures, sur la base des prix contractuels les plus récents pour la location de locaux et les services de sécurité ; d) l'augmentation des ressources demandées au titre des opérations aériennes, sur la base des prix contractuels les plus récents pour les hélicoptères, compensée en partie par la diminution des crédits demandés pour les carburants et lubrifiants en raison de la budgétisation d'un nombre d'heures de vol basé sur les tendances récentes (555 heures et 995 heures ont été budgétisées pour les avions et les hélicoptères, respectivement, contre 780 heures et 1 800 heures inscrites dans le budget approuvé pour 2024), et de l'application de la moyenne des prix des carburants sur la période de six mois la plus récente, à savoir d'octobre 2023 à mars 2024. L'augmentation est compensée en partie par : a) la diminution des ressources demandées au titre du transport terrestre en raison de la réduction des coûts de location des véhicules non blindés ; b) la baisse des dépenses prévues au titre de l'informatique et des communications, principalement du fait qu'aucune provision n'est faite dans le budget de 2024 au titre des acquisitions ponctuelles de matériel informatique et de matériel de communication en rapport avec les nouveaux mandats ; c) la diminution des ressources demandées au titre des fournitures, services et matériel divers, principalement en raison de la diminution des dépenses prévues au titre des services de facilitation de réunions et des vacataires, et les dépenses inférieures aux prévisions au titre du fret, les achats ayant été moins nombreux que prévu.

#### **Ressources extrabudgétaires**

218. En 2024, des ressources extrabudgétaires d'un montant de 361 700 dollars devraient être utilisées pour financer trois initiatives principales : la promotion des activités relatives aux femmes à la paix et à la sécurité, et aux jeunes et à la paix et à la sécurité ; la création de conditions plus propices à la réconciliation et aux peines restauratives ; l'application du chapitre consacré aux questions ethniques. Les ressources sont également destinées à promouvoir la facilitation du dialogue et à renforcer les activités de bons offices de la Mission visant à soutenir le dialogue en cours entre le Gouvernement et divers groupes armés.
219. En 2025, des ressources extrabudgétaires d'un montant de 361 700 dollars devraient être utilisées pour financer la poursuite des projets s'étant révélés efficaces en matière d'ouverture de l'espace politique aux fins de l'exécution des mandats, ainsi que pour appuyer la mise en œuvre de nouvelles propositions axées sur les victimes et les communautés.

## 9. Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda

(31 606 800 dollars)

### A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

#### Orientations générales

#### Mandats et considérations générales

220. La Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda est chargée d'aider les parties à l'Accord de Stockholm (S/2018/1134, annexe) à appliquer l'Accord sur la ville de Hodeïda et les ports de Hodeïda, de Salif et de Ras Issa (Accord sur Hodeïda) et à s'acquitter des engagements qu'elles ont pris dans le cadre de l'Accord sur Hodeïda. Son mandat découle de la résolution 2452 (2019) du Conseil de sécurité et a été prorogé par des résolutions ultérieures, le plus récemment par la résolution 2691 (2023).
221. Le mandat confié à la Mission est le suivant : a) diriger le Comité de coordination du redéploiement et assurer son fonctionnement, avec l'assistance d'un secrétariat composé de membres du personnel des Nations Unies, en vue de superviser le cessez-le-feu, le redéploiement des forces et les opérations de déminage dans l'ensemble de la province de Hodeïda ; b) surveiller le respect, par les parties, du cessez-le-feu dans la province de Hodeïda et le redéploiement mutuel des forces à l'extérieur de la ville de Hodeïda et des ports de Hodeïda, de Salif et de Ras Issa ; c) collaborer avec les parties pour que la sécurité de la ville de Hodeïda et des ports de Hodeïda, de Salif et de Ras Issa soit assurée par les forces de sécurité locales, dans le respect de la législation yéménite ; d) faciliter et coordonner l'appui qu'apporte l'Organisation des Nations Unies en vue d'aider les parties à appliquer intégralement l'Accord sur Hodeïda.
222. En novembre 2021, le retrait unilatéral des forces conjointes alliées au Gouvernement yéménite de la ville de Hodeïda vers les districts du sud de la province de Hodeïda a déplacé la ligne de front de plus de 100 kilomètres vers le sud. Quelques hostilités se poursuivent dans ces zones, marquées par des échanges de tirs quotidiens entre les parties, mais elles restent essentiellement de nature tactique.
223. Les effets positifs de la trêve (en vigueur du 2 avril au 2 octobre 2022) négociée par l'ONU se sont fait sentir à Hodeïda. Même si elle a officiellement expiré, la trêve est maintenue dans les faits, les parties continuant d'en respecter les principes fondamentaux. Cela a apporté une stabilité déjà perceptible et créé un sentiment de normalité à Hodeïda. Cependant, la liberté de circulation accrue dont jouit la population civile a également entraîné une augmentation considérable du nombre de victimes de mines et restes explosifs de guerre, à mesure que les populations retournent sur leur lieu de résidence ou de travail.
224. Il est d'une importance primordiale de préserver la nature civile des ports de la province de Hodeïda. Aucune trace d'objets ou de manifestations militaires n'a été observée dans les ports en 2023 dans le cadre des patrouilles systématiques effectuées par la Mission, qui a constaté une augmentation considérable du nombre de navires utilisant les ports et du flux de marchandises entrant au Yémen. Toutefois, tant qu'une solution politique durable n'aura pas été trouvée, des affrontements armés au sujet du contrôle de ces ports stratégiques restent possibles.
225. La Mission a saisi les nouvelles possibilités ouvertes par la période de stabilité relative qui a été constatée à partir de 2022 et qui s'est poursuivie jusqu'en 2023. Par exemple, elle a effectué des missions de contrôle dans les districts touchés par le conflit, de part et d'autre de la ligne de front, ainsi que des missions de contrôle conjointes avec des membres de l'équipe de pays des Nations Unies, et exécuté des projets à effet rapide. Elle entend étendre ces activités et sa présence physique dans le sud de la province afin de soutenir la mise en œuvre de l'Accord sur Hodeïda et d'être prête à procéder à tout ajustement nécessaire en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain.

## Programme de travail

### Objectif

226. L'objectif auquel la Mission contribue est d'épauler les parties dans l'application de l'Accord sur Hodeïda et le respect de leurs engagements, conformément à l'Accord.

### Stratégie et facteurs externes pour 2025

227. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, la Mission :
- a) S'adaptera à la situation en constante évolution dans la province de Hodeïda pour s'assurer qu'elle est la mieux placée et la mieux structurée pour s'acquitter de son mandat. Elle établira et maintiendra à cette fin une présence sur le territoire contrôlé par le Gouvernement yéménite, au sud des lignes de front, tout en opérant sa base dans la ville de Hodeïda, pour garantir une représentation égale sur les territoires des deux parties ;
  - b) Dirigera le Comité de coordination du redéploiement, principal organe de contrôle de l'Accord sur Hodeïda, et en assurera le bon fonctionnement. À cet égard, elle tiendra des réunions régulières dans un lieu mutuellement convenu par les deux parties, dans l'intention de rétablir les mécanismes de dialogue et de liaison, afin de superviser et de garantir le redéploiement des forces, le respect du cessez-le-feu à l'échelle de la province et la fourniture de services de sécurité par les forces de sécurité locales dans la ville de Hodeïda et ses ports, dans le respect de la législation yéménite ;
  - c) Renforcera et réalignera les structures conjointes convenues précédemment dans le cadre du Comité de coordination du redéploiement, faux aux réalités nouvelles, ainsi que dans les zones touchées par le conflit, compte tenu de l'évolution du contexte, notamment la désescalade ;
  - d) Maintiendra des capacités renforcées en matière de suivi, dans les limites du plafond autorisé, pour élargir et renforcer la surveillance des ports, à l'aide de patrouilles régulières dans toutes les installations portuaires, en vue d'observer le redéploiement de toutes les forces militaires hors de ces lieux et l'élimination de toutes les manifestations de présence militaire, conformément à son mandat. Les patrouilles sur le terrain seront également étoffées dans les territoires tenus par les parties se trouvant de part et d'autre des lignes de front, notamment dans les zones touchées par le conflit ;
  - e) Apportera des compétences et un appui techniques pour faire avancer l'action de déminage dans la province de Hodeïda, en étroite coordination avec les partenaires et conformément aux priorités définies par les deux parties, en mettant l'accent sur les lieux présentant un risque élevé pour les civils ;
  - f) Fera progresser l'évaluation et la coordination aux fins de l'exécution de projets centrés sur la population dans des lieux clefs situés de part et d'autre des lignes de front, en mettant l'accent sur les groupes vulnérables, tels que ceux touchés par le conflit, les femmes, les jeunes et les enfants, et en prenant, de manière coordonnée et pleinement complémentaire, des mesures de développement plus vastes, de façon à épauler les populations locales, à désamorcer les tensions, à renforcer la cohésion sociale et à accroître la stabilité.
228. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) Le renforcement de la confiance mutuelle et du dialogue entre les parties pour étayer l'application de l'Accord sur Hodeïda, contribution essentielle au processus de paix général ;
  - b) Un dialogue soutenu avec les deux parties et une égalité d'accès aux deux parties, dans leurs territoires respectifs qui ont été déplacés dans la province de Hodeïda ;

- c) Le renforcement de l'application du cessez-le-feu dans toute la province et l'amélioration de la sécurité de la population locale, notamment la réduction du nombre de victimes résultant de violations du cessez-le-feu ;
  - d) Le maintien de la sécurité de la ville de Hodeïda et des ports de la province et la garantie que les forces militaires sont redéployées à l'extérieur de ces lieux, que toutes les manifestations restantes de la présence militaire sont éliminées et que les responsabilités en matière de sécurité sont assumées par les forces de sécurité locales en ces lieux, dans le respect de la législation yéménite ;
  - e) La réduction de la violence dans la province de Hodeïda du fait de la dissipation des tensions entre les parties, de l'amélioration de la stabilité et du renforcement des mesures de protection de la population locale ;
  - f) L'avancée du déminage de la ville de Hodeïda, des ports de la province et d'autres lieux prioritaires, et la réduction du risque de victimes civiles occasionnées par des engins explosifs improvisés ou d'autres restes explosifs de guerre ;
  - g) Un processus renforcé et inclusif garantissant l'application de l'Accord, sur la base du renforcement de la participation locale.
229. Pour ce qui est de la coopération avec d'autres entités, la Mission assure la liaison avec les parties afin de garantir la sûreté et la sécurité des membres de son personnel et de ses locaux, ainsi que l'entrée et la circulation dans le pays, sans entrave, de son personnel et de son matériel, des vivres et des fournitures de première nécessité. La Mission se consulte à chaque fois que cela sera possible avec les parties prenantes locales, des partenaires et d'autres organismes dans la province de Hodeïda afin de veiller à suivre une approche unifiée pour ce qui est d'appuyer et d'appliquer l'Accord sur Hodeïda et de recenser les possibilités de renforcer la stabilité et la confiance dans ce processus, tout en faisant mieux connaître son mandat. La Mission continuera d'entretenir des relations étroites avec les acteurs régionaux pouvant influencer positivement sur les progrès dans la mise en œuvre de son mandat.
230. En ce qui concerne la coordination interorganisations, la Mission travaille en étroite collaboration avec le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen. Les deux entités mettent en commun des informations et des analyses, coordonnent leurs déplacements et leurs exposés au Conseil de sécurité et harmonisent leurs messages, tout en partageant la même structure d'appui aux missions et les mêmes locaux. En outre, la Mission facilite l'appui fourni aux parties par les organismes, fonds et programmes des Nations Unies et d'autres partenaires sur le plan de l'application intégrale de l'Accord sur Hodeïda, le cas échéant. Elle entretient des relations de travail étroites avec le Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire des Nations Unies et les membres de l'équipe de pays des Nations Unies, et en particulier avec le Programme alimentaire mondial, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, ainsi qu'avec d'autres organismes œuvrant dans les domaines de l'action humanitaire et du développement dans la province de Hodeïda. La Mission se consulte et se coordonne, selon que de besoin, avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et ONU-Femmes pour renforcer l'application du cessez-le-feu, parvenir à une désescalade et garantir l'accès aux zones qui sont dans le besoin.
231. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
- a) Il existe une volonté politique suffisante pour permettre l'application de l'Accord sur Hodeïda et les acteurs nationaux, régionaux et internationaux participent à cette application ;
  - b) Les efforts visant à instaurer un cessez-le-feu durable dans l'ensemble du pays, menés par le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, continueront d'avancer ;
  - c) Les combats entre les parties ne reprendront pas dans la province de Hodeïda, et les obstacles militaires persistants empêchant les acteurs concernés d'emprunter les principaux itinéraires

- de ravitaillement à destination ou en provenance de la zone d'opérations de la Mission seront éliminés ;
- d) Il règne un climat politique favorable aux travaux du Comité de coordination du redéploiement et de ses mécanismes conjoints subsidiaires, ce qui permet aux parties de faire progresser le plein redéploiement et de mettre sur pied des forces de sécurité locales ;
  - e) Les parties participent de nouveau pleinement aux activités du Comité de coordination du redéploiement et sont déterminées à revitaliser le dialogue et à participer aux mécanismes conjoints subsidiaires chargés de surveiller le cessez-le-feu, de désamorcer la situation et de renforcer la confiance et l'action de déminage commune ;
  - f) Le Gouvernement yéménite donne son aval et coopère à l'établissement d'une présence de la Mission dans les zones situées au sud des nouvelles lignes de front, afin de permettre à la Mission d'avoir un accès égal aux deux parties, de se déployer pleinement et d'opérer en continu et sans entrave ;
  - g) Il existe un environnement opérationnel sûr et propice et des mesures de confiance entre les parties et avec d'autres partenaires sont mises en place pour susciter un appui et une participation constants aux activités de la Mission ;
  - h) Une coopération constante sur le plan opérationnel est menée avec des structures exerçant un commandement et un contrôle effectifs au sein des deux parties afin de favoriser le respect de l'Accord à tous les niveaux ;
  - i) Les parties facilitent et fournissent un plein accès à la Mission afin qu'elle bénéficie d'une liberté de circulation dans toutes les zones requises pour pouvoir observer et surveiller efficacement les ports de Hodeïda, de Ras Issa et de Salif et accéder au quotidien à toutes les installations portuaires et aux zones touchées par le conflit dans l'ensemble de la province, y compris dans les districts du sud, à proximité des lignes de front qui ont été déplacées ;
  - j) Les parties fournissent l'accès et la coopération nécessaires pour faire progresser le déminage dans la ville de Hodeïda, les ports et les zones prioritaires dans d'autres districts, afin de renforcer la protection de la population locale, compte tenu de l'évolution du contexte dans la province.
232. La Mission prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. Dans le cadre de l'exécution des projets locaux à effet rapide, qui a commencé en 2023, des partenariats seront établis avec les groupes œuvrant en faveur des femmes et des filles dans la province de Hodeïda. Ces efforts sont poursuivis grâce à des consultations élargies visant à promouvoir la participation des femmes à la mise en œuvre de l'Accord sur Hodeïda. La Mission s'efforcera de réduire les conséquences dévastatrices des mines terrestres et des restes explosifs de guerre sur les femmes et les enfants dans l'ensemble de la province, en soutenant des campagnes de sensibilisation aux risques adaptées aux femmes et aux enfants. Elle favorisera l'égalité des droits et des chances pour les femmes et la prise en compte active des questions de genre dans la planification et l'exécution de ses activités ainsi que de celles menées par les parties. La Mission a établi un groupe de travail sur la parité des genres afin de faire progresser et de suivre le plan d'action sur la parité des genres en interne en ce qui concerne des questions telles que le recrutement et le maintien en activité du personnel ou encore l'instauration d'un environnement de travail propice et d'une culture de travail valorisante. Une attention particulière est accordée aux besoins et aux préoccupations des femmes recrutées sur le plan national.
233. Conformément à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, la Mission a élaboré une stratégie et un plan d'action pour l'inclusion du handicap. La mise en œuvre de ce plan d'action a bien progressé en 2023, la Mission ayant apporté des améliorations à l'accessibilité physique de ses locaux au Yémen et en Jordanie et pris en considération l'inclusion du handicap dans de nombreux aspects de son travail. Elle a notamment offert à son personnel des possibilités de renforcement des capacités, promu une culture institutionnelle inclusive et donné une place plus

importante dans ses communications publiques aux récits des personnes handicapées, en particulier des victimes des mines et des restes explosifs de guerre.

## Exécution du programme en 2023

### Amélioration de la coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies grâce à des missions de contrôle conjointes effectuées dans les districts touchés par le conflit

234. En 2023, la Mission a augmenté le nombre de missions de contrôle effectuées avec les membres de l'équipe de pays des Nations Unies dans les districts situés sur les lignes de front dans le sud de la province de Hodeïda. Ce travail a facilité l'accès des acteurs humanitaires aux districts touchés par le conflit en ce qu'il a permis d'effectuer des missions dans des zones qui, auparavant, ne recevaient pas d'aide humanitaire ou en recevaient peu, et de faire mieux connaître les besoins humanitaires dans ces zones. Il a également contribué à améliorer la coordination entre la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies, notamment pour ce qui est de l'exécution par la Mission de projets à effet rapide et de la mise en commun de données et d'analyses sur l'appréciation de la situation avec les acteurs de l'équipe de pays.
235. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 48).

Tableau 48  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
–	Une meilleure appréciation de la situation et des outils d'analyse permet de soutenir la planification et la programmation des partenaires dans la province de Hodeïda	Des missions de contrôle conjointes accrues effectuées avec les membres de l'équipe de pays des Nations Unies contribuent à améliorer la coordination dans les districts touchés par le conflit

## Résultats escomptés pour 2025

### Résultat 1 : renforcement de la confiance de la communauté dans l'Accord sur Hodeïda et les activités connexes menées par l'ONU

#### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

236. En 2023, la Mission a commencé à exécuter ses premiers projets à effet rapide, principalement dans les zones des districts du sud de la province de Hodeïda touchées par le conflit. Elle a soutenu la distribution de matériel et de fournitures scolaires dans trois écoles des districts de Heïs et de Khokha, améliorant ainsi les conditions d'apprentissage de plus de 5 000 enfants. Deux autres projets étaient également en cours d'exécution, tous deux axés sur le renforcement de la capacité des groupes de femmes dans les districts touchés par le conflit à soutenir des initiatives dans leur communauté. Plus précisément, ces projets consistent à promouvoir l'acquisition de nouvelles compétences par les femmes dans le secteur de la pêche et le renforcement des capacités d'une organisation de la société civile dirigée par des femmes.
237. En 2025, la Mission entend poursuivre l'exécution des projets à effet rapide dans les zones cibles, dans le cadre d'une approche plus large consistant à appuyer les initiatives de consolidation de la paix dirigées par les populations. Elle se coordonnera avec l'équipe de pays des Nations Unies et facilitera l'exécution de programmes humanitaires et de programmes de développement dans des

zones qui n'étaient pas desservies ou étaient peu desservies auparavant. Les projets à effet rapide seront exécutés de manière équilibrée des deux côtés de la ligne de front.

238. Les progrès escomptés concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 49).

Tableau 49

**Mesure des résultats**

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
—	—	Deux groupes de femmes ont bénéficié d'initiatives de renforcement des capacités et 5 073 écoliers ont de meilleures conditions d'apprentissage	Amélioration de la disponibilité des services et des activités génératrices de revenus pour les hommes et les femmes dans les districts touchés par le conflit	Existence de conditions plus propices à l'exécution de projets socioéconomiques et de projets de consolidation de la paix dans les districts touchés par le conflit

**Résultat 2 : établissement d'une présence physique de la Mission dans le territoire contrôlé par le Gouvernement yéménite dans la province de Hodeïda**

**Projet de plan-programme pour 2025**

239. En 2025, la Mission redoublera d'efforts pour établir une présence physique dans les zones de la province de Hodeïda contrôlées par le Gouvernement yéménite. Elle a déjà fait des progrès notables en créant un centre d'opérations à Mokha, qui a permis d'accroître les activités de surveillance et les patrouilles dans le sud de la province et dans les zones situées sur les lignes de front. Ces efforts ont été soutenus par l'exécution de projets à effet rapide dans ces zones et par la facilitation de visites conjointes menées avec des organismes, fonds et programmes issus de l'équipe de pays des Nations Unies. La Mission étendra encore sa présence dans le territoire contrôlé par le Gouvernement yéménite dans la province, afin d'être à la disposition des deux parties pour les missions de bons offices et de continuer de surveiller efficacement le respect du cessez-le-feu dans l'ensemble de la province.

*Enseignements tirés et changements prévus*

240. L'enseignement tiré est le suivant : afin de maintenir et d'étendre les patrouilles régulières dans le sud de la province de Hodeïda, il est nécessaire d'établir une présence durable pour améliorer la capacité de réaction de la Mission, l'objectif étant que celle-ci puisse avoir une assise lui permettant d'exécuter les activités prioritaires qui lui ont été prescrites, notamment en ce qui concerne la lutte antimines, les affaires civiles et la collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies. Compte tenu de cet enseignement, la Mission améliorera sa planification d'ensemble en prévoyant des mesures adaptables et en faisant preuve d'une certaine souplesse s'agissant de l'établissement d'une présence dans le territoire contrôlé par le Gouvernement yéménite. Elle pourrait notamment étudier la possibilité de mettre en place des bases d'opérations et des bases de jour, le temps d'établir progressivement une présence permanente. Cela lui permettra d'être à la disposition des deux parties pour les missions de bons offices et de bien surveiller le respect du cessez-le-feu dans l'ensemble de la province.
241. Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 50).



Tableau 50  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
–	Mise en place du centre d'opérations de Mokha dans le sud de la province de Hodeïda	Conduite de missions de contrôle régulières dans le sud de la province de Hodeïda	Création d'une base d'opérations dans le sud de la province de Hodeïda	Établissement de locaux permanents

## Produits

242. On trouvera dans le tableau 51 les produits retenus pour la Mission.

Tableau 51  
Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Documentation destinée aux organes délibérants</b> (nombre de documents)	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
1. Lettres du Secrétaire général adressées au Conseil de sécurité	1	1	1	1
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	<b>36</b>	<b>38</b>	<b>36</b>	<b>36</b>
2. Séances du Conseil de sécurité et du Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité	12	12	12	12
3. Réunions du Comité de coordination du redéploiement	9	11	9	9
4. Réunions bilatérales avec les parties prenantes politiques régionales	15	15	15	15
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>16</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>8</b>
5. Ateliers organisés avec des représentants locaux sur l'application de l'Accord sur Hodeïda	8	3	4	4
6. Ateliers organisés avec des parties prenantes politiques et civiles sur l'application de l'Accord sur Hodeïda	8	–	4	4
<b>Missions d'établissement des faits, de suivi et d'enquête</b> (nombre de missions)	<b>108</b>	<b>118</b>	<b>108</b>	<b>108</b>
7. Missions de suivi et patrouilles	108	118	108	108

### C. Activités de fond

**Bons offices** : missions de bons offices dans le cadre de l'action menée par les parties pour appliquer pleinement l'Accord sur Hodeïda, notamment des réunions avec les acteurs politiques locaux à Hodeïda et des représentants des deux parties à Aden et à Sanaa, ainsi qu'avec les interlocuteurs régionaux et internationaux.

**Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause** : consultations avec les parties prenantes yéménites, régionales et internationales concernées, en vue de bien cerner les problèmes à régler et de conseiller les parties s'employant à appliquer l'Accord sur Hodeïda ; sensibilisation des parties prenantes yéménites, régionales et internationales à l'application de l'Accord et au renforcement du cessez-le-feu dans la province ; lancement d'un sondage d'opinion auprès de la population de la province de Hodeïda, axé sur l'effet du conflit et des violations du cessez-le-feu sur la population civile, afin de mieux comprendre le vécu de la population civile, en particulier les groupes marginalisés, les femmes et les jeunes ; fourniture de conseils techniques aux parties sur la lutte antiminés, supervision et coordination des initiatives de lutte antiminés menées par les partenaires à Hodeïda ; promotion de la conduite d'activités de lutte antiminés par des organisations non gouvernementales internationales dans la province.



Catégorie et sous-catégorie

Produits prévus : 2023    Produits livrés : 2023    Produits prévus : 2024    Produits prévus : 2025

**D. Activités de communication**

**Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information** : établissement et maintien de relations stratégiques avec les partenaires, y compris le Groupe de la communication des Nations Unies, afin de veiller à l'harmonisation des messages communs des Nations Unies et à la coopération à divers niveaux ; élaboration et mise à jour régulière des messages clés de la Mission transmis publiquement et en réponse à l'évaluation de la situation sur le terrain ; activités de sensibilisation pour permettre à la Mission de consulter de manière adéquate divers groupes d'intérêts locaux, des dignitaires religieux et des représentants de la société civile et d'organisations de jeunes et de femmes afin d'élargir la participation et de garantir un processus inclusif sur l'application de l'Accord ; analyse de l'opinion et surveillance des médias au niveau local dans les régions où la Mission cherche à étendre sa présence physique.

**Relations extérieures et relations avec les médias** : communiqués de presse, messages et matériel audiovisuel sur les activités et les messages clés de la Mission ; relations nouées avec les médias partenaires pour assurer une couverture exacte des messages et des activités de la Mission ; réponse rapide aux demandes de renseignements des médias ; renforcement des contacts et des relations informelles avec les médias. partenaires.

**Plateformes numériques et contenus multimédias** : création d'un site Web et mises à jour fréquentes des activités et des déclarations publiques de la Mission ; mises à jour régulières des activités et des déclarations publiques de la Mission par la voie des médias sociaux ; communication de photographies et de vidéos faisant la promotion des activités et des messages clés de la Mission sur toutes les plateformes numériques.

**B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025****Ressources nécessaires (budget ordinaire)**

Tableau 52

**Ressources financières**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023		2024	2025	Variation
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts	Montant nécessaire	Augmentation/ (diminution) entre 2025 et 2024
Catégorie de dépenses	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (4) – (3)
Militaires et personnel de police	2 342,1	405,3	678,5	584,7	(93,8)
Personnel civil	13 448,0	13 817,6	15 666,9	15 452,3	(214,6)
Dépenses opérationnelles	20 281,5	18 647,8	17 294,8	15 569,8	(1 725,0)
<b>Total (déduction faite des contributions du personnel)</b>	<b>36 071,6</b>	<b>32 870,7</b>	<b>33 640,2</b>	<b>31 606,8</b>	<b>(2 033,4)</b>

Tableau 53  
Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national		Volontaires des Nations Unies					
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	Total G partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total	
Effectif approuvé pour 2024	–	1	1	1	6	11 <sup>a</sup>	19 <sup>a</sup>	1	31	–	71	14	80	94	–	–	–	165
Effectif proposé pour 2025	–	1	1	1	6	11 <sup>a</sup>	20 <sup>a</sup>	1	31	–	72	13	79	92	–	–	–	164
Variation	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	1	(1)	(1)	(2)	–	–	–	(1)

<sup>a</sup> Dont un P-4 et un P-3 en tant qu'emplois de temporaire (autres que pour les réunions).

243. Le montant des ressources demandées pour 2025 pour la Mission s'élève à 31 606 800 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de financer le déploiement de 75 observateurs des Nations Unies (584 700 dollars), les traitements et les dépenses communes de personnel (15 452 300 dollars) correspondant à 72 postes soumis à recrutement international (1 SSG, 1 D-2, 1 D-1, 6 P-5, 11 P-4, 20 P-3, 1 P-2 et 31 SM), à 92 postes soumis à recrutement national (13 AN et 79 AL) et aux postes de 5 membres du personnel fournis par des gouvernements, ainsi que les dépenses opérationnelles (15 569 800 dollars), qui se répartissent comme suit : voyages officiels (534 700 dollars), installations et infrastructures (6 385 700 dollars), transports terrestres (615 300 dollars), opérations aériennes (4 385 100 dollars), communications et informatique (1 461 700 dollars), santé (1 137 600 dollars), fournitures, services et matériel divers (749 700 dollars) et projets à effet rapide (300 000 dollars).
244. Un taux de vacance de 87,3 % a été appliqué aux prévisions relatives aux observateurs des Nations Unies sur la base du taux de vacance effectif moyen enregistré en 2023. Un taux de vacance de 25,4 % a été appliqué aux prévisions relatives aux postes soumis à recrutement international, sur la base du taux de vacance effectif enregistré en mars 2024. Des taux de vacance de 25,8 % et de 17,7 %, respectivement, ont été appliqués aux prévisions relatives aux postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan international et à celles relatives aux postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national, sur la base des taux de vacance moyens enregistrés en 2023. Un taux de vacance de 90,0 % a été appliqué aux prévisions relatives au personnel fourni par des gouvernements, et un taux de vacance de 50,0 % à celles concernant les postes nouveaux ou réaffectés.
245. Afin de garantir l'exécution efficace du mandat, il est proposé, pour 2025, de supprimer 2 postes (1 AN et 1 AL), de créer 1 poste et de réaffecter 1 poste, comme indiqué ci-dessous :

*Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission*

- Suppression de 1 poste d'assistant(e) aux opérations aériennes [agent(e) local(e)] basé à Djibouti en raison de la résiliation du contrat relatif à un avion à Djibouti ;
- Réaffectation de 1 poste de conseiller(ère) du personnel (adjoint(e) de 1<sup>re</sup> classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national), qui deviendrait un poste d'ingénieur(e) (adjoint(e) de 1<sup>re</sup> classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) au Groupe du génie et de la gestion des installations à Hodeïda. La Mission compte actuellement 9 installations réparties dans quatre villes du Yémen et une ville de Jordanie, mais ne dispose que de quatre postes pour les gérer (3 postes d'agent(e) du Service mobile et 1 poste d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national). Les lieux d'affectation sont éloignés les uns des autres et il faut une capacité technique spécialisée pour superviser le bon

fonctionnement des installations et des infrastructures qui s'y trouvent. Le (la) titulaire de ce poste devrait travailler sur différents aspects de projets d'entretien ou de réparation de diverses structures telles que les bâtiments, les systèmes de protection contre les inondations, le matériel de traitement des eaux, les systèmes de production et de distribution d'électricité et les systèmes de contrôle environnemental ;

#### *Section des affaires politiques*

- c) Suppression de 1 poste d'analyste de données (administrateur(trice recruté(e) sur le plan national) à la Section des affaires politiques, compte tenu de l'instabilité, de la complexité et du caractère politiquement sensible de la situation dans laquelle intervient la Mission, qui nécessitent le recours à un membre du personnel recruté sur le plan international ;

#### *Bureau du (de la) Chef de cabinet*

- d) Création de 1 poste d'analyste de données (P-3) au Bureau du (de la) Chef de cabinet, dont le (la) titulaire serait chargé(e) de rassembler, d'analyser et de consigner les données relatives aux violations du cessez-le-feu communiquées par les parties, tout en aidant le (la) Chef de cabinet à mettre en œuvre la stratégie d'exploitation des données, notamment en améliorant l'approche axée sur les données et la sécurité de l'information dans l'ensemble de la Mission.
246. Le tableau d'effectifs du Bureau approuvé pour 2024 comprend deux emplois de temporaire (autres que pour les réunions), qu'il est proposé de maintenir jusqu'à la fin de 2025, comme suit :
- a) Un emploi de spécialiste de la gestion de programme (P-4) au Bureau de la Chef adjointe de la Mission et responsable adjointe de la coordination à Hodeïda, dont le (la) titulaire continuera de conseiller le Chef et les autres hauts responsables de la Mission sur les questions concernant les mines terrestres, les restes explosifs de guerre, les engins explosifs improvisés, la contamination par les mines marines et les risques encourus par les Nations Unies et les civils, ainsi que sur les mesures préventives mises en place pour assurer la bonne exécution du mandat par le personnel de la Mission dans la province de Hodeïda ;
  - b) Un emploi de spécialiste des finances et du budget (P-3) à la Division des finances des missions du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, dont le (la) titulaire exercera des fonctions d'appui et dont la présence restera essentielle et permettra au Siège de disposer de capacités suffisantes pour gérer les ressources financières, élaborer les budgets et fournir des services aux organes délibérants lors de l'examen des projets de budget des missions politiques spéciales.
247. La diminution des ressources demandées pour 2025 par rapport aux crédits ouverts pour 2024 s'explique principalement par : a) une diminution des dépenses prévues au titre des observateurs militaires en raison de l'absence de provisions pour les indemnités de décès et d'invalidité, et au titre des rations, des stocks suffisants ayant été constitués au cours des exercices précédents ; b) une diminution des dépenses prévues au titre du personnel civil, qui tient à l'application d'un taux plus bas pour les dépenses communes de personnel et à l'application de taux de vacance plus élevés pour le personnel recruté sur le plan international et le personnel recruté sur le plan national ; c) une diminution des dépenses prévues au titre des opérations aériennes, la Mission ayant résilié le contrat relatif à un avion à Djibouti, étant donné qu'elle entend se tourner vers les établissements de santé au Yémen plutôt que vers ceux de Djibouti s'agissant des soins hospitaliers, des orientations et des services d'évacuation sanitaire primaire et secondaire pour la prise en charge des urgences médicales et chirurgicales et des cas critiques. La diminution des ressources demandées est contrebalancée en partie par : a) une augmentation des dépenses prévues au titre des installations et infrastructures, due à la rénovation et au renforcement de la sécurité des nouveaux locaux dans le sud de la province de Hodeïda et au remplacement des fenêtres pour réduire la transmission de chaleur, à une augmentation des coûts de la location de locaux découlant de l'augmentation du montant revenant à la Mission en vertu de l'accord de partage des coûts pour l'utilisation des locaux à Mokha, et à une augmentation des dépenses prévues au titre des carburants et lubrifiants en raison des frais de service afférents au

stockage, à l'entretien et à la distribution des réserves de carburant pour groupes électrogènes ; b) une augmentation des dépenses prévues au titre des transports terrestres, due aux frais de stockage et de distribution des réserves de combustible diesel, ainsi qu'aux coûts afférents aux pièces de rechange et à la réparation et à l'entretien ; c) une augmentation des ressources nécessaires pour les communications et l'informatique due aux dépenses courantes afférentes aux services, notamment aux services d'appui ; d) une augmentation des ressources nécessaires pour les services de santé en raison de l'augmentation du nombre de membres du personnel de santé sous contrat, qui est passé de trois à cinq ; e) une augmentation des dépenses prévues au titre des fournitures, services et matériel divers, principalement en raison de l'augmentation des dépenses nécessaires pour le fret et des dépenses connexes.

## 10. Bureau intégré des Nations Unies en Haïti

(35 763 000 dollars)

### A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

#### Orientations générales

##### Mandats et considérations générales

248. Le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) est chargé de conseiller le Gouvernement haïtien sur les moyens de promouvoir et de renforcer la stabilité politique et la bonne gouvernance, y compris l'état de droit, rétablir un environnement pacifique et stable, notamment en facilitant un dialogue national inclusif entre les Haïtiens, et protéger et promouvoir les droits humains. Son mandat découle des priorités arrêtées par le Conseil de sécurité dans des résolutions et décisions, en particulier la résolution [2476 \(2019\)](#). Dans sa résolution [2692 \(2023\)](#), le Conseil a décidé de proroger le mandat du Bureau jusqu'au 15 juillet 2024.
249. Le 5 mars 2024, dans un contexte de violence généralisée des gangs ayant paralysé l'aéroport international et le principal port commercial d'Haïti, le Premier Ministre, Ariel Henry, n'a pas pu retourner en Haïti à l'issue d'une visite de travail à Nairobi et a atterri à Porto Rico. À l'issue d'une réunion d'urgence des chefs d'État convoquée par la Communauté des Caraïbes le 11 mars, les parties prenantes haïtiennes se sont engagées à établir un conseil présidentiel de transition, composé de sept membres votants représentant sept groupes différents (Accord du Montana, Accord du 21 décembre, Collectif du 30 janvier, Fanmi Lavalas, Pitit Desalin, RED/EDE/Compromis historique et des associations professionnelles) et de deux observateurs (société civile et communautés interconfessionnelles). Le 12 avril, le Gouvernement sortant a pris un décret portant établissement du Conseil présidentiel de transition et donnant à cette nouvelle institution un mandat non renouvelable pour nommer un nouveau Premier Ministre, former un nouveau gouvernement et conduire le pays vers des élections en vue de l'investiture d'un Président élu au plus tard le 7 février 2026. Le 16 avril, le Gouvernement a pris un autre décret portant nomination des sept membres votants et des deux observateurs du Conseil.

#### Programme de travail

##### Objectif

250. L'objectif auquel le Bureau contribue est de renforcer la stabilité politique et la bonne gouvernance, y compris la responsabilité et l'état de droit, de rétablir un environnement pacifique et stable, de protéger et de promouvoir les droits humains, et de renforcer l'égalité des genres en Haïti.

##### Stratégie et facteurs externes pour 2025

251. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, le Bureau :
- a) Promouvra et facilitera un processus politique dirigé et contrôlé par les Haïtiens, qui permette de trouver d'urgence un accord sur une feuille de route pour l'organisation d'élections ;
  - b) renforcera la capacité de la Police nationale d'Haïti de combattre la violence des gangs et la violence sexuelle et fondée sur le genre et de maintenir l'ordre public, notamment grâce à l'organisation de cours de formation sur les droits humains et la maîtrise des foules ;

- c) Améliorera la gestion de la Direction de l'administration pénitentiaire et le contrôle des lieux de détention afin que les détenus soient traités dans le respect des normes internationales ;
  - d) Luttera contre les atteintes aux droits humains et les violations de ces droits et promouvra le respect des obligations internationales en matière de droits humains ;
  - e) Mettra au point une approche inclusive et globale associant tous les secteurs de la société en vue de réduire la violence de quartier, et en particulier la violence des gangs ;
  - f) Combattrra les atteintes aux droits humains et les violations de ces droits en se dotant d'une capacité spécialisée de lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre, et s'acquittera des obligations internationales qui lui incombent dans le domaine des droits humains ;
  - g) Tiendra compte de la question transversale de la protection de l'enfance dans toutes les activités prévues par son mandat et aidera les autorités à protéger les droits des enfants, notamment en fournissant, à titre prioritaire, un appui consultatif à la protection de l'enfance ;
  - h) Travaillera avec l'ONUDC et les organismes compétents des Nations Unies pour accompagner Haïti dans ses efforts visant à lutter contre les flux financiers illicites et le trafic d'armes et à améliorer la gestion et le contrôle des frontières et des ports ;
  - i) Renforcera le secteur de la justice pénale, notamment en promouvant des réformes essentielles ; soutiendra les efforts déployés par le Gouvernement pour améliorer le contrôle interne et l'application du principe de responsabilité en matière de corruption ; s'attaquera à la question de la détention provisoire prolongée ; veillera à ce que la nomination des juges soit fondée sur le mérite et à ce que leurs mandats soient renouvelés en temps voulu ;
  - j) Fournira, en annexe aux rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité, les informations dont il dispose sur les cas de violence de gangs, les activités criminelles et les atteintes aux droits humains en Haïti et qu'il a recueillies dans le cadre de l'exécution de son mandat ;
  - k) Coopérera avec le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2653 \(2022\)](#) concernant Haïti et le Groupe d'experts sur Haïti et usera des bons offices du Secrétaire général pour encourager le Gouvernement à appliquer la résolution [2653 \(2022\)](#).
252. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, le BINUH collabore avec l'Organisation des États américains, la Communauté des Caraïbes et les planificateurs de la Mission multinationale d'appui à la sécurité sur le terrain. Il collabore également étroitement avec la communauté diplomatique, lorsque cela est nécessaire.
253. En ce qui concerne la coordination et la liaison interorganisations, le Bureau travaille avec l'équipe de pays des Nations Unies, en particulier avec la coordonnatrice résidente, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'ONUDC et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dans le cadre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2023-2027. Par ailleurs, il répond aux besoins du Groupe d'experts sur Haïti dans le pays.
254. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
- a) La polarisation politique se poursuit, ce qui compromet la formation d'un consensus permettant de prendre les mesures concrètes nécessaires à l'application des réformes prévues dans les domaines politique, juridique et économique ;
  - b) La précarité des conditions de sécurité continue d'avoir de graves répercussions tant sur le rythme que sur la viabilité des réformes politiques, juridiques et économiques ;
  - c) Le Gouvernement haïtien continue de renforcer les capacités de la Police nationale d'Haïti et de la Direction de l'administration pénitentiaire, y compris en allouant des crédits suffisants, qui seront complétés par des contributions externes grâce au panier de fonds multidonateurs géré par le PNUD ;

- d) Les retards dans le déploiement opérationnel de la Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti entravent grandement les acquis politiques ;
  - e) Les conséquences des ouragans et des tremblements de terre ne sont pas écartées ;
  - f) La communauté internationale des donateurs et les autorités nationales conviennent de mettre en place des dispositifs de coordination plus solides pour promouvoir la réalisation du Programme 2030.
255. Le Bureau prend en compte les questions de genre dans ses plans, ses activités, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient, et encourage la participation effective des femmes aux processus, dialogues et négociations politiques ainsi que leur représentation aux postes de décision. Parmi les informations communiquées par le Bureau figurent des données ventilées sur les conséquences des violations des droits humains et des atteintes à ces droits pour les femmes, sur les actions intentées dans des affaires de violence à l'égard de femmes ou de filles et sur l'issue de ces actions. En outre, le Bureau collabore avec des acteurs de la société civile s'occupant des questions de genre et des droits humains dans le cadre de l'application des recommandations formulées en 2016 par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et de celles issues du deuxième Examen périodique universel de la situation des droits humains en Haïti, qui date également de 2016.

## Exécution du programme en 2023

### Les autorités de la Police nationale d'Haïti ont amélioré leur performance et renforcé la sécurité dans le pays

256. En 2023, la criminalité, notamment les homicides, les enlèvements et les viols, a atteint des niveaux sans précédent en Haïti. Le BINUH a continué d'encadrer et de conseiller les hauts responsables de la Police nationale afin que l'institution puisse mieux combattre les réseaux criminels et les gangs, notamment s'agissant de la lutte contre les enlèvements et des renseignements policiers. Il a aidé la Police nationale d'Haïti à élaborer un plan de développement stratégique triennal (2022-2025), lequel est plus facile à mettre en place et est axé sur le renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles, la promotion de l'état de droit et l'amélioration de la gouvernance en matière de sécurité. La communauté internationale déploie des efforts concertés pour soutenir la professionnalisation de la Police nationale d'Haïti. Appuyé par le BINUH, le plaidoyer en faveur d'un panier de financement commun multidonateurs géré par le PNUD a jusqu'à présent abouti à des annonces de contributions volontaires à hauteur de 25,5 millions de dollars sur les 28,0 millions de dollars demandés. Il reste donc 2,5 millions de dollars à lever.
257. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 54).

Tableau 54  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
Faible satisfaction de la population à l'égard des services publics fournis par les institutions nationales	Une gouvernance mise à mal du fait de la crise politique et d'un manque de dynamisme, d'ouverture, de participation et de représentation dans la prise de décisions	Les donateurs font des annonces de contributions volontaires au panier de fonds à hauteur de 25,5 millions de dollars et la performance de la police est améliorée grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre de réformes

## Résultats escomptés pour 2025

**Résultat 1 : le dialogue et la recherche d'un consensus entre les principales parties prenantes et les institutions publiques permettent de remédier au vide institutionnel et aux causes de l'instabilité du pays**

### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

258. En 2023, le BINUH a mené des activités de soutien électoral à la suite de la signature d'un accord politique le 21 décembre 2022, qui prévoyait l'installation d'un nouveau président élu le 7 février 2024 au plus tard. Cependant, la dégradation de la situation de sécurité et les divergences entre les parties prenantes n'ont pas permis de créer les conditions nécessaires à la tenue d'élections en 2023. Le Bureau n'a donc pas atteint son objectif relatif à l'organisation d'un référendum constitutionnel par le Gouvernement en 2023.
259. En 2025, le BINUH continuera d'encourager un dialogue interhaïtien inclusif sur les moyens de promouvoir un processus politique dirigé par les Haïtiens qui permette l'organisation d'élections présidentielle et législatives libres, régulières et crédibles, avec la participation pleine, égale et véritable des femmes, des jeunes et de la société civile.
260. Les progrès escomptés concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 55).

Tableau 55  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
L'assassinat du Président ainsi que la mort du Président de la Cour de cassation ont conduit au dysfonctionnement des trois branches du pouvoir	D'importants troubles civils et une augmentation de la violence des gangs ont accru les préoccupations à l'échelle internationale concernant la situation en Haïti et conduit, en réponse à la demande d'assistance du Gouvernement haïtien concernant le déploiement d'une force internationale spécialisée armée, à la formulation par le Secrétaire général d'une recommandation tendant au déploiement d'une force d'action rapide non onusienne, ainsi qu'à l'imposition de sanctions, lesquelles ont contribué à la	Persistance de l'impasse politique et escalade de la violence des gangs	Élargissement et renforcement du Haut Conseil de la transition, mise en place d'un nouveau conseil électoral provisoire, formation d'un gouvernement d'unité nationale ; poursuite du dialogue sur la gouvernance et les réformes constitutionnelles	Organisation d'élections, qui permettent le rétablissement des institutions démocratiques



2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
	signature, le 21 décembre, d'un consensus servant de feuille de route pour la préparation des élections en 2023			

## Résultat 2 : adhésion non partisane encourageante et engagement constructif en faveur de l'adoption d'une nouvelle constitution par voie référendaire

### Projet de plan-programme pour 2025

261. La majorité des acteurs haïtiens estiment que la Constitution actuelle, adoptée en 1987 après l'effondrement d'une dictature de 30 ans, ne répond pas aux besoins actuels d'Haïti. La nécessité d'une révision de la Constitution reste au cœur du débat national. En 2023, le BINUH a fait des démarches auprès des principales parties prenantes, soulignant l'importance que revêtaient les réformes constitutionnelles en tant qu'outil essentiel de promotion de la stabilité politique et de la bonne gouvernance.

### Enseignements tirés et changements prévus

262. L'enseignement tiré est le suivant : il faut encourager davantage le dialogue interhaïtien, tout en soutenant simultanément la Communauté des Caraïbes dans les efforts qu'elle déploie pour faciliter des négociations plus constructives susceptibles d'ouvrir la voie à un consensus national plus large sur les réformes essentielles, ainsi que sur les moyens de restaurer les institutions démocratiques. Compte tenu de cet enseignement, le Bureau recensera les moyens de favoriser une adhésion non partisane et un engagement constructif et plaidera pour qu'ils soient utilisés.
263. Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 56).

Tableau 56  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les trois pouvoirs dans le pays sont devenus dysfonctionnels	D'importants troubles civils et une augmentation de la violence des gangs	Création du Haut Conseil de la transition, qui a lancé un dialogue national sur les réformes électorales et politiques	Plaidoyer en faveur d'un dialogue soutenu et inclusif sur les réformes constitutionnelles et les élections dirigé par les Haïtiens	Si les conditions de sécurité le permettent, la révision ou la réforme constitutionnelle et le processus électoral progressent
Les parties prenantes haïtiennes se sont entendues sur une voie à suivre	ont accru les préoccupations à l'échelle internationale concernant la situation en Haïti et conduit, en réponse à la demande d'assistance du Gouvernement haïtien concernant le déploiement d'une force internationale spécialisée armée, à	Les divergences persistantes entre les parties prenantes et l'escalade de la violence des gangs entravent l'avancée du processus politique		
Le Premier Ministre Ariel Henry a pris ses fonctions en s'engageant à organiser des élections le plus rapidement possible				

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
	la formulation par le Secrétaire général d'une recommandation tendant au déploiement d'une force d'action rapide non onusienne, ainsi qu'à l'imposition de sanctions			

## Produits

264. On trouvera dans le tableau 57 les produits retenus pour le Bureau.

Tableau 57

### Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Documentation destinée aux organes délibérants</b> (nombre de documents)	4	4	4	4
1. Rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	4	4	4	4
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	4	4	4	4
2. Séances du Conseil de sécurité	4	6	4	4
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	40	40	150	150
3. Séminaires, ateliers et activités de formation dans quatre grands domaines d'activité : a) mise en œuvre du plan stratégique visant à renforcer et à équiper la Police nationale d'Haïti, à conserver un service de police capable d'assurer le maintien de la sécurité publique, à réduire la violence des gangs, à mieux contrôler la police et à protéger les droits humains et mobilisation de ressources à cette fin ; b) exécution, par les autorités nationales et l'équipe de pays des Nations Unies, de programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration, de réduction de la violence de proximité et de gestion des armes et des munitions ; c) gestion et contrôle des prisons et des centres de détention conformément aux normes internationales ; d) promotion des droits humains et présence des femmes, en tant que décideuses, dans les institutions nationales, les partis politiques et les initiatives de dialogue et de recherche de consensus	40	40	150	150
<b>Projets sur le terrain et projets de coopération technique</b> (nombre de projets)	9	9	9	9
4. Projets visant à appuyer la mise en œuvre du panier de fonds pour la Police nationale d'Haïti, axés notamment sur la planification stratégique, la vérification des antécédents, les opérations fondées sur le renseignement, les activités de lutte contre les gangs et les flux financiers illicites, ainsi que sur l'appui à l'élaboration du cadre juridique de la police nationale	6	6	6	6

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
5. Projets destinés à renforcer les contrôles aux frontières aériennes, terrestres et maritimes, notamment par la mise en place du Programme de contrôle des conteneurs, du Programme de communication aéroportuaire et du Programme mondial de lutte contre la criminalité maritime	3	3	3	3
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
6. Rapports publics thématiques sur les droits humains et notes horizontales globales trimestrielles sur la violation des droits de l'enfant	2	5	6	6
<b>Activités ou documentation techniques</b> (nombre d'activités ou de documents)	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
7. Activités ou documents apportant un appui consultatif aux interlocuteurs nationaux	11	1	10	10
<b>Missions d'établissement des faits, de suivi et d'enquête</b> (nombre de missions)	<b>45</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
8. Missions d'établissement des faits, de suivi et d'enquête : missions visant à évaluer les installations pénitentiaires, la condition des personnes détenues, l'administration et les dispositifs de sécurité ; à inspecter les services de police, notamment l'état des commissariats et des services dans chaque département, ainsi que l'administration interne et la qualité de ces services ; à évaluer les commissariats et les services de police aux fins de l'évaluation de la mise en œuvre du panier de fonds créé à l'appui de la Police nationale d'Haïti ; à évaluer la situation des droits humains et les allégations de violations de ces droits ; à faire appliquer la politique de diligence voulue en matière de droits humains ; missions conjointes de surveillance visant à évaluer la violence des gangs dans sept quartiers de Port-au-Prince contrôlés par les gangs et dans d'autres communautés du pays	45	50	50	50

#### C. Activités de fond

**Bons offices** : bons offices pour : a) promouvoir la coopération et le dialogue entre les principaux acteurs politiques et sociaux, dégager un consensus et renforcer la stabilité politique et la bonne gouvernance, y compris l'état de droit ; b) aider les autorités nationales et les partenaires internationaux à faciliter les initiatives de paix locales, à réduire la violence des gangs et la violence de proximité et à favoriser un environnement pacifique et stable ; c) faire prendre conscience des atteintes aux droits humains et des violations de ces droits, de la violence sexuelle et fondée sur le genre et de la discrimination fondée sur le genre et renforcer l'application du principe de responsabilité institutionnelle pour lutter contre de telles violations et atteintes et pour mettre fin à l'impunité de leurs auteurs.

**Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause** : mise en place d'initiatives visant à promouvoir le dialogue et la recherche de consensus ; fourniture de conseils sur le développement d'institutions efficaces, responsables et transparentes et sur la mise en œuvre de réformes politiques, juridiques et économiques ; élaboration d'un cadre institutionnel et d'un calendrier électoral ; fourniture de conseils d'experts à la Police nationale d'Haïti et à la Direction de l'administration pénitentiaire pour renforcer les capacités de la police et des services pénitentiaires et le contrôle de ceux-ci ; fourniture de conseils aux institutions et organismes publics sur l'exécution des plans d'action visant à promouvoir et protéger les droits humains et l'égalité des genres ; fourniture de conseils sur l'élaboration d'un cadre réglementaire de maîtrise des armements, notamment sur la mise en œuvre d'un mécanisme interinstitutionnel de gestion globale des armes et des munitions.

#### D. Activités de communication

**Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information** : supports de sensibilisation (brochures, prospectus, tableaux de conférence, infographies, bannières) donnant des explications sur les objectifs thématiques du mandat de la mission ; activités d'information sur les grandes priorités de la mission ; campagnes menées dans les médias traditionnels et numériques, y compris la presse écrite, la radio et les médias sociaux, visant à appuyer les initiatives et programmes réalisés conjointement avec d'autres entités des Nations Unies en ce qui concerne les élections, le désarmement, la démobilisation, la réintégration et la réduction de la violence de quartier, ainsi que les questions touchant à la police et aux services pénitentiaires, la justice et les droits humains.

**Relations extérieures et relations avec les médias** : plan stratégique visant à assurer la couverture des principales activités de la mission, dont des conférences de presse, des éditoriaux sur des questions essentielles, des points de presse, des communiqués de presse, des publications et entretiens avec les groupes cibles et les réseaux visés ; veille médiatique quotidienne, l'objectif

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
-----------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------

étant de fournir une analyse stratégique des tendances observées dans les médias, des risques associés et des possibilités à exploiter afin de formuler des orientations aux fins de la gestion de la communication de crise.

**Plateformes numériques et contenus multimédias** : création et gestion des sites Web et des contenus publiés sur les médias sociaux ; production et diffusion de contenus destinés à des produits et des campagnes multimédias (l'accent étant mis sur la radio numérique) qui appellent l'attention des principaux acteurs sur les priorités de la mission et favorisent la transparence et l'application du principe de responsabilité ; campagnes et de produits destinés aux plateformes de médias sociaux et visant à montrer les effets de l'action de la mission.

## B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

### Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 58

#### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024		2025	Variation
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts	Montant nécessaire	Augmentation/ (diminution) entre 2025 et 2024	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (4) – (3)	
Militaires et personnel de police	1 226,1	842,8	1 826,6	1 968,4	141,8	
Personnel civil	19 278,1	21 728,7	24 239,1	25 869,0	1 629,9	
Dépenses opérationnelles	7 397,9	5 989,4	10 474,4	7 925,6	(2 548,8)	
<b>Total (déduction faite des contributions du personnel)</b>	<b>27 902,1</b>	<b>28 560,9</b>	<b>36 540,1</b>	<b>35 763,0</b>	<b>(777,1)</b>	

Tableau 59

#### Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international											Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies			
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	SM	G <sup>a</sup>	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Effectif approuvé pour 2024 <sup>b</sup>	–	1	1 <sup>c</sup>	5	10	28	15	3	41	2	106	24	47	71	4	–	4	181
Effectif proposé pour 2025 <sup>b</sup>	–	1	1 <sup>c</sup>	5	10	28	15	3	44	2	109	24	47	71	4	–	4	184
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	3	–	3	–	–	–	–	–	–	3

<sup>a</sup> Autres classes, sauf indication contraire.

<sup>b</sup> 1 D-1, 1 P-5, 1 P-4 et 2 emplois d'agent(e) des services généraux approuvés en tant qu'emplois de temporaire (autre que pour les réunions).

<sup>c</sup> Les dépenses afférentes à cet emploi sont prises en charge à parts égales par le BINUH et le Bureau de la coordination des activités de développement.

265. Le montant des ressources demandées pour le BINUH pour 2025 s'élève à 35 763 000 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de financer le déploiement de 48 membres de la police des Nations Unies (1 968 400 dollars), les traitements, les dépenses communes de personnel et les primes de danger (25 869 000 dollars) correspondant à 109 postes soumis à recrutement international (1 SSG, 1 D-2, 5 D-1, 10 P-5, 28 P-4, 15 P-3, 3 P-2, 44 SM et 2 G), à 71 postes soumis à recrutement national (24 AN et 47 AL), à 4 emplois de Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international et aux postes de 3 membres du personnel fourni par des gouvernements, y compris 3 postes (d'agents du Service mobile) qu'il est proposé de créer, ainsi que les dépenses opérationnelles (7 925 600 dollars), qui se répartissent comme suit : consultants et services de consultants (110 900 dollars), voyages officiels (374 700 dollars), installations et infrastructures (4 233 100 dollars), transports terrestres (586 200 dollars), communications et informatique (1 707 700 dollars), santé (285 300 dollars) et fournitures, services et matériel divers (627 700 dollars).
266. Un taux de vacance de 20,7 % a été appliqué aux prévisions relatives aux postes soumis à recrutement international sur la base du taux de vacance effectif moyen enregistré en 2023. Des taux de vacance de 31,0 % et 13,7 %, respectivement, ont été appliqués aux prévisions relatives aux postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et d'agent(e) local(e), sur la base des taux de vacance enregistrés en 2023. Un taux de vacance de 25 % a été appliqué aux prévisions relatives aux Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international, sur la base du plan de déploiement, étant donné que les emplois ont été approuvés avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Un taux de vacance de 26,2 % a été appliqué aux prévisions relatives au personnel de police des Nations Unies sur la base du taux de vacance effectif moyen enregistré en 2023. Un taux de vacance de 50,0 % a été appliqué aux trois postes soumis à recrutement international qu'il est proposé de créer. Les prévisions de dépenses pour le personnel fourni par des gouvernements pour 2024 sont fondées sur l'hypothèse que ceux-ci seront tous déployés, compte tenu de l'occupation effective des postes en mars 2024.

*Création de trois postes d'agent(e) de protection rapprochée (Service mobile)*

267. Compte tenu de l'escalade de la violence des gangs dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, la situation en matière de sécurité est de plus en plus préoccupante, ce qui a eu un effet négatif palpable sur la capacité du Bureau de s'acquitter de son mandat, en particulier pour les hauts fonctionnaires des Nations Unies, qui sont exposés à d'immenses risques de sécurité du fait de l'instabilité, de leur notoriété et de la nature de leur travail. Pour y remédier, il est proposé de créer trois autres postes d'agent(e) de protection rapprochée pour renforcer les services de protection du Groupe de la protection rapprochée. Conformément à l'évaluation la plus récente des risques de sécurité personnelle, il est recommandé de mettre en place une équipe de protection rapprochée composée de 12 agents afin de constituer des couches de défense armées et concentriques autour de l'agent(e) habilité(e), afin de prévenir ou, du moins, de réduire au minimum les menaces. Les trois agents de protection rapprochée viendront s'ajouter aux neuf agents existants pour assurer 24 heures sur 24 la protection des hauts fonctionnaires des Nations Unies.
268. Le tableau d'effectifs du Bureau approuvé pour 2024 comprend cinq emplois de temporaire (autres que pour les réunions), qu'il est proposé de maintenir en 2025 :
- a) Un emploi d'administrateur(trice) général(e) chargé(e) des droits humains (D-1) au sein du Service des droits humains, dont le (la) titulaire sera responsable de l'application des dispositions fixées par le Conseil de sécurité en matière de droits humains, telles qu'elles sont énoncées dans le mandat du BINUH adopté dans la résolution [2476 \(2019\)](#). Les fonctions attachées à cet emploi, qui nécessitent une expertise en matière de droits humains, permettront au BINUH de tisser des liens de confiance avec les hauts responsables haïtiens de manière à pouvoir fournir une assistance technique et des conseils aux institutions nationales s'occupant des droits humains ;

- b) Trois emplois de soutien au sein de l'équipe Haïti de la Division des Amériques du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, à savoir un emploi de spécialiste hors classe des questions politiques (P-5), un emploi de spécialiste des questions politiques (P-4) et un emploi d'assistant(e) d'équipe (agent(e) des services généraux), dont les titulaires assument depuis 2019 des fonctions qui permettent au BINUH de dispenser des conseils et des analyses stratégiques aux responsables du Siège chargés de prendre des décisions concernant le Bureau. Les principales fonctions attachées à ces emplois sont assumées durant toute la durée de vie de la mission, et sont nécessaires à l'exécution du mandat de la mission depuis son démarrage jusqu'à sa fermeture ;
  - c) Un emploi d'assistant(e) au budget et aux finances (agent(e) des services généraux) au Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, la Division des finances des missions ayant besoin de personnel pour continuer de fournir un appui soutenu et de haute qualité aux organes délibérant chargés d'examiner les budgets des missions politiques spéciales. Le maintien de cet emploi permettra également de disposer des capacités suffisantes pour l'établissement du budget, l'administration du budget et le contrôle de l'exécution du budget de toutes les missions politiques spéciales.
269. La diminution des ressources nécessaires pour 2025 par rapport aux crédits ouverts pour 2024 s'explique par une diminution des crédits demandés au titre des dépenses de fonctionnement, comme suit : a) une diminution au titre des transports terrestres due au fait qu'il n'est pas nécessaire de budgétiser des dépenses pour l'acquisition de véhicules, étant donné que 10 véhicules légers de transport de passagers supplémentaires, 5 véhicules blindés, 1 ambulance blindée et 1 atelier mobile étaient inclus dans les prévisions révisées pour 2024 ; b) une diminution au titre des fournitures, services et matériel divers en raison de la diminution des crédits demandés pour les frais de transport et les frais connexes, qui tient au non-renouvellement des crédits prévus pour 2024 au titre de l'acquisition de véhicules et de matériel ; c) une diminution au titre des installations et infrastructures, qui tient au fait qu'il n'est pas nécessaire de budgétiser des dépenses pour les travaux de construction, de transformation, de rénovation et de gros entretien concernant la mise en place d'installations préfabriquées entreprise au cours de l'exercice précédent, ni pour l'acquisition d'installations préfabriquées, de mobilier, de matériel électrique et de matériel de distribution de carburant, ceux-ci ayant été acquis au cours d'exercices précédents ; b) une diminution au titre du matériel de communication et du matériel informatique, des stocks suffisants ayant été acquis pendant l'exercice précédent ; e) une diminution au titre des services de consultants en raison du recours aux capacités internes. La diminution des ressources nécessaires est en partie contrebalancée par une augmentation des crédits demandés au titre des dépenses afférentes au personnel civil, qui s'explique par : a) l'effet-report de l'approbation de 33 nouveaux postes et emplois pour 2024 ; b) la révision du barème des traitements du personnel recruté sur le plan national, qui a pris effet en avril 2024 ; c) la hausse du coefficient d'ajustement pour Haïti, qui est passé de 60,9 % en avril 2023 à 62,8 % en avril 2024. En outre, l'augmentation des crédits demandés au titre de la police des Nations Unies s'explique par l'effet-report de l'approbation de 27 policiers supplémentaires dans les prévisions révisées pour 2024.

#### **Ressources extrabudgétaires**

270. En 2024, des ressources extrabudgétaires d'un montant de 154 800 dollars devraient être utilisées pour financer deux grandes initiatives visant à : a) promouvoir des dialogues sociaux communautaires et des initiatives de prévention des conflits dirigés par les femmes dans les quartiers vulnérables de Port-au-Prince ; b) renforcer la participation politique inclusive en Haïti tout en créant un espace de dialogue sûr et pacifique.
271. En 2025, des ressources extrabudgétaires d'un montant de 154 800 dollars devraient être utilisées pour financer la poursuite des projets susmentionnés.

## Annexe I

### Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

#### Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

[A/78/7/Add.4](#)

Le Comité consultatif compte que des explications supplémentaires seront fournies à l'Assemblée générale sur la nécessité de cet appareil (hélicoptère) et sur la disponibilité d'autres options financièrement plus avantageuses, et que des informations à jour sur la question figureront dans le prochain projet de budget (par. 33).

Le Comité consultatif compte que des informations actualisées sur l'état d'avancement des recrutements pour tous les emplois vacants, y compris de longue date, seront communiquées à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le présent rapport et dans le prochain projet de budget. Il compte également que le Secrétaire général proposera dans le prochain projet de budget des mesures appropriées en ce qui concerne tous les emplois vacants de longue date qui n'ont pas été pourvus (par. 52).

Le Comité consultatif redit sa préoccupation quant aux cas d'affectations « temporaires » de fonctionnaires à des emplois de rang supérieur pour une longue période et compte que des informations actualisées seront communiquées à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le présent rapport et dans le prochain projet de budget-programme (par. 54).

La Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH) a gardé l'hélicoptère en 2023 pour renforcer ses moyens d'évacuation sanitaire primaire et secondaire et pour assurer, si nécessaire, l'évacuation du personnel, en particulier le personnel déployé dans des endroits isolés ou difficiles d'accès. Conformément à la recommandation du Comité consultatif tendant à la recherche d'autres options financièrement plus avantageuses, la Mission a soigneusement évalué les besoins et a mis fin au contrat concernant un hélicoptère à Djibouti en mars 2024, étant donné qu'elle se tournera davantage vers les établissements de santé nationaux plutôt que vers ceux de Djibouti pour les soins hospitaliers, l'orientation et les services d'évacuation sanitaire primaire et secondaire concernant les urgences médicales et chirurgicales et les cas critiques.

Conformément à la recommandation du Comité consultatif, des informations actualisées sur l'état d'avancement des recrutements pour tous les postes vacants, notamment les postes vacants depuis longtemps, de toutes les missions politiques spéciales sera présentée en tant que complément d'information de sorte qu'on en ait une vue d'ensemble.

Les missions politiques spéciales mettent tout en œuvre pour pourvoir tous les postes vacants, en particulier ceux qui le sont depuis longtemps. Toutefois, ces efforts sont entravés par la difficile crise des liquidités, qui a entraîné une augmentation des taux de vacance.

Des informations à jour sur les cas d'affectations de « temporaires » de fonctionnaires à des emplois de rang supérieur pour une longue période pour toutes les missions politiques spéciales seront présentées de manière centralisée dans les annexes du rapport du Secrétaire général afin qu'on en ait une vue d'ensemble.

Les missions politiques spéciales prennent des mesures pour que les affectations temporaires de



Le Comité consultatif note que des écarts importants persistent entre les crédits et les dépenses [concernant les services médicaux] depuis 2021, et espère que des efforts supplémentaires seront faits pour garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources et des services, et que des informations actualisées à ce sujet figureront dans le prochain rapport relatif au budget (par. 81).

Le Comité consultatif compte que la Mission fera en sorte que les projets à effet rapide se traduisent par des retombées bénéfiques pour les populations locales, et que des informations actualisées figureront dans le prochain projet de budget (par. 87).

Le Comité consultatif compte que les missions politiques spéciales relevant du groupe thématique III redoubleront d'efforts pour parvenir à une représentation géographique plus équitable des États Membres et à une représentation équilibrée des genres parmi les membres du personnel, et qu'un point sur cette question sera fait dans les futurs projets de budget (par. 91).

fonctionnaires à des postes de rang supérieur soient aussi réduites que possible et qu'elles ne dépassent pas la durée maximale de deux ans.

La MINUAAH a réduit ses dépenses afférentes aux services médicaux en 2023 en s'appuyant sur les ressources locales au Yémen pour la mise en œuvre de la stratégie de soutien sanitaire et en limitant le recours à une équipe d'évacuation sanitaire aérienne basée à Djibouti.

La MINUAAH s'emploie activement à faire en sorte que les projets à effet rapide se traduisent par des retombées bénéfiques pour les populations locales et présentera des informations à cet égard dans le prochain projet de budget. Le programme relatif aux projets à effet rapide de la MINUAAH n'a été mis en place qu'en 2023, mais ses retombées positives sont déjà visibles. Les discussions autour des projets à effet rapide qu'il convient d'exécuter ont servi de point de départ à la collaboration avec les représentants locaux, les organisations non gouvernementales, les responsables locaux et la société civile, conformément au mandat de la MINUAAH, qui accorde une place importante à la mobilisation de la population. La MINUAAH apporte un soutien indispensable aux populations et aux autorités locales, ce qui a contribué à renforcer la confiance dans son travail.

Les missions politiques spéciales s'efforcent de parvenir à une représentation géographique équitable et à une représentation équilibrée des genres parmi les membres de leur personnel. Pour tous les recrutements, il est obligatoire de tenir compte des principes de la répartition géographique et de la représentation équilibrée des genres, et les responsables des postes à pourvoir sont tenus de respecter strictement ces exigences, qui font l'objet d'un suivi par la direction de chaque mission. Avant tout recrutement, les responsables des postes à pourvoir sont également informés de la situation concernant la représentation équilibrée des genres et la répartition géographique. Les missions s'emploient à titre prioritaire à des activités d'information auprès des pays sous-représentés afin d'attirer des candidatures et d'encourager les femmes qualifiées à postuler.

Depuis 1<sup>er</sup> janvier 2024, les emplois de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur sont considérés comme des postes soumis au principe de la répartition géographique, et les missions veillent à ce que des activités d'information adéquates, entre



Le Comité compte que des informations détaillées sur les ressources issues du recouvrement des coûts figureront dans tous les futurs projets de budget (par. 93).

Le Comité consultatif rappelle qu'il compte que des données ventilées et des informations sur les ressources liées au partage des coûts seront présentées dans des tableaux distincts dans les futurs projets de budget (A/77/7/Add.4, par. 78) (par. 94).

Le Comité consultatif réaffirme qu'il serait souhaitable que tout changement apporté aux structures organisationnelles et toute initiative soient suivis d'une période de stabilisation de façon à faciliter la mise en œuvre et l'intégration. Il compte que, dans les futurs projets de budget, des précisions seront données pour expliquer les changements structurels et autres changements connexes qu'il est proposé d'apporter, et qu'il sera notamment indiqué s'il a été procédé à une analyse de la charge de travail, à un examen des effectifs ou à une réaffectation des postes vacants (A/77/7/Add.4, par. 77 : voir aussi A/78/7, chap. I, par. 84 et 85) (par. 95).

#### **Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires** A/78/7/Add.23

Le Comité recommande également que soit réalisée une analyse coûts-avantages des modèles de location et d'achat, ainsi que des modèles hybrides, compte tenu des tarifs actuels, et que les résultats de cette analyse soient présentés dans le prochain projet de budget-programme pour les missions politiques spéciales. À cet

autres mesures, soient menées pour attirer des candidatures issues de pays sous-représentés. Les équipes des ressources humaines communiquent le rapport mensuel sur les pays non représentés ou sous-représentés aux responsables des postes à pourvoir pour tout recrutement effectué à la classe des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur. Au cours de la procédure de sélection, les responsables des postes à pourvoir sont tenus de donner la priorité aux candidates originaires de pays non représentés ou sous-représentés. Les missions poursuivront les efforts qu'elles déploient pour parvenir à une représentation géographique équitable tout en tenant compte des autres priorités fixées par l'Organisation, telles que le placement des membres du personnel touchés par des mesures de restructuration et la parité des genres.

Les informations concernant les accords de recouvrement et de partage des coûts de toutes les missions politiques spéciales sont présentées de manière centralisée aux annexes VI, VII et VIII du document publié sous la cote A/79/6 (Sect. 3)/Add.1, ce qui permet d'en avoir une vue d'ensemble.

Les informations concernant les accords de recouvrement et de partage des coûts de toutes les missions politiques spéciales sont présentées de manière centralisée aux annexes VI, VII et VIII du document publié sous la cote A/79/6 (Sect. 3)/Add.1, ce qui permet d'en avoir une vue d'ensemble.

Les propositions énoncées pour le groupe thématique III reflètent les ajustements apportés, après un examen approfondi, aux tableaux d'effectifs, qui sont largement stables pour toutes les missions et qui font apparaître une période de stabilité pour les missions qui ont connu des changements majeurs au cours des dernières années, notamment dans le contexte de nouveaux mandats. Le Secrétariat veillera à ce que tout changement structurel proposé à l'avenir soit accompagné d'analyses de la charge de travail, d'examen des effectifs et de propositions de réaffectation des postes vacants, comme l'a recommandé le Comité consultatif.

Depuis la création de la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie en 2017, la méthode consistant à louer des véhicules locaux a été utilisée pour fournir les services de transport terrestre nécessaires à la bonne exécution du mandat de la Mission.

égard, il encourage la Mission à étudier la possibilité de récupérer des véhicules de missions en phase de réduction des effectifs, comme la MINUSMA, le cas échéant (par. 39).

Le Comité encourage la mission à étudier la possibilité de récupérer des véhicules de missions en phase de réduction des effectifs, comme la MINUSMA, le cas échéant. Il compte également que les possibilités de partage des coûts et d'utilisation de certains véhicules par d'autres entités des Nations Unies seront examinées plus avant et que des informations actualisées sur cette question figureront dans le prochain budget-programme (par. 58).

En réponse à la recommandation du Comité consultatif, la Mission a créé un groupe de travail sur le remplacement du parc de véhicules, qui a procédé à une analyse coûts-avantages. Les options suivantes ont été analysées en ce qui concerne la fourniture de services de transport terrestre : a) contrat de location de véhicules locaux : b) location via le service UN Fleet, avec recours à des ateliers extérieurs : c) achat (au niveau local), avec recours à des ateliers extérieurs.

Les résultats de l'analyse ont montré que : a) le maintien du contrat de location de véhicules locaux ne serait pas la meilleure option : b) l'option consistant à faire appel au service UN Fleet a été jugée la plus avantageuse parmi les options étudiées et présentait les coûts de démarrage les plus bas : c) le modèle d'achat supposerait des coûts initiaux supplémentaires et d'autres coûts liés aux ateliers et aux entrepôts et offrirait moins de souplesse pour répondre à l'évolution des besoins opérationnels.

UN Fleet est le fruit d'une collaboration entre le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Programme alimentaire mondial. Il offre des services de véhicules sûrs, efficaces et durables à l'ensemble du système des Nations Unies en Colombie. Cet arrangement permet de faire fond sur les 25 ans d'expérience combinée de ces deux entités dans la mise en place d'un système autonome de location de véhicules et de tirer parti de cette expertise et de cette expérience pour proposer le même modèle de fourniture de véhicules légers à tous les autres organismes des Nations Unies. La Mission a conclu que l'adoption du contrat avec UN Fleet était la meilleure option. Les ressources proposées au titre des transports terrestres pour 2025 sont fondées sur les résultats de cette analyse.

Le BINUH a acquis cinq véhicules blindés de la MINUSMA, qui sont arrivés au port de Port-au-Prince en provenance du Mali, et une ambulance blindée est en attente d'être expédiée du Mali. La Mission étudie activement avec la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) la possibilité de recevoir des véhicules blindés supplémentaires répondant aux normes mécaniques requises.

Le BRENUAC a acquis cinq véhicules de la MINUSMA, dont un véhicule blindé, trois véhicules légers de transport de passagers déjà présents dans la mission et un autocar moyen en attente d'être expédié du Mali.

L'UNOWAS a reçu quatre véhicules légers de transport de passagers et la Commission mixte

Le Comité consultatif est conscient des avantages financiers qu'il y a à recourir à des emplois de Volontaire des Nations Unies, mais il estime qu'il faudrait procéder à une évaluation pour vérifier que leurs attributions sont bien définies et les mécanismes de suivi de la performance et d'application du principe de responsabilité clairement établis. Il compte que les résultats de cette évaluation figureront dans le prochain projet de budget des missions politiques spéciales (par. 64).

Cameroun-Nigéria a reçu un véhicule léger de transport de passagers de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan.

La MINUAAH a choisi une ambulance blindée de la MINUSMA, qui devrait lui parvenir avant la fin de 2024.

Compte tenu de la réception de ces véhicules, le budget des missions susmentionnées pour 2025 ne contient aucune proposition d'acquisition de véhicules.

La MANUSOM, le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, le Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban, la MANUL et la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie n'ont pas reçu de véhicules provenant de missions en phase de réduction des effectifs ou de liquidation.

Une étude conjointe a été menée en 2023 par le Département de l'appui opérationnel et le programme des Volontaires des Nations Unies. Elle portait sur 34 opérations de paix, missions politiques spéciales et missions de bons offices du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. L'étude a mis l'accent sur les Volontaires des Nations Unies servant physiquement dans ces entités du Secrétariat (Volontaires des Nations Unies recrutés sur les plans national et international). L'objectif était de recenser les meilleures pratiques à suivre et les obstacles rencontrés en ce qui concerne l'intégration des Volontaires des Nations Unies dans les missions de maintien de la paix et les missions politiques spéciales.

Tout au long de l'initiative, les participants à l'étude et aux groupes de discussion ont reconnu l'utilité et la contribution des Volontaires des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, aux missions politiques spéciales et aux autres présences politiques. Ils se sont également dits conscients des avantages que présentent l'accueil de Volontaires des Nations Unies, qui, notamment, apportent de nouvelles compétences et idées aux missions et aux bureaux et contribuent à l'exécution des mandats des missions et sont très motivés.

L'étude a permis de relever plusieurs obstacles à une meilleure intégration des Volontaires des Nations Unies dans ces missions et bureaux, dont les suivants : problèmes de financement, méconnaissance de la manière et du moment de budgétiser les emplois de Volontaires des Nations Unies, compréhension et

Compte tenu des activités conjointes et de la coopération entre les missions politiques spéciales et d'autres entités des Nations Unies, le Comité consultatif estime que des informations auraient dû être fournies sur les mécanismes de recouvrement des coûts appliqués dans les missions en ce qui concerne les ressources partagées. Le Comité compte que des informations détaillées sur les mécanismes de recouvrement des coûts et les gains d'efficacité qui en découlent, notamment en ce qui concerne les coûts liés aux opérations terrestres, aériennes et maritimes ou fluviales, figureront dans le prochain projet de budget des missions politiques spéciales (par. 65).

connaissance inégales des options d'appui aux Volontaires des Nations Unies, restrictions à l'accès des Volontaires des Nations Unies à certains systèmes informatiques de l'ONU relatifs aux ressources humaines et financières, manque de qualité et de solidité des listes de candidats retenus pour les emplois de Volontaires des Nations Unies et manque perçu de souplesse dans certains domaines de recrutement des Volontaires des Nations Unies.

Nombre de ces obstacles peuvent être surmontés par une communication accrue et améliorée entre les parties prenantes. Il a été proposé que la Division de l'administration des ressources humaines du Département de l'appui opérationnel et le programme des Volontaires des Nations Unies élaborent un plan d'application de ces recommandations. Le plan d'application est en cours d'élaboration en consultation avec les parties prenantes concernées du Secrétariat et du programme des Volontaires des Nations Unies.

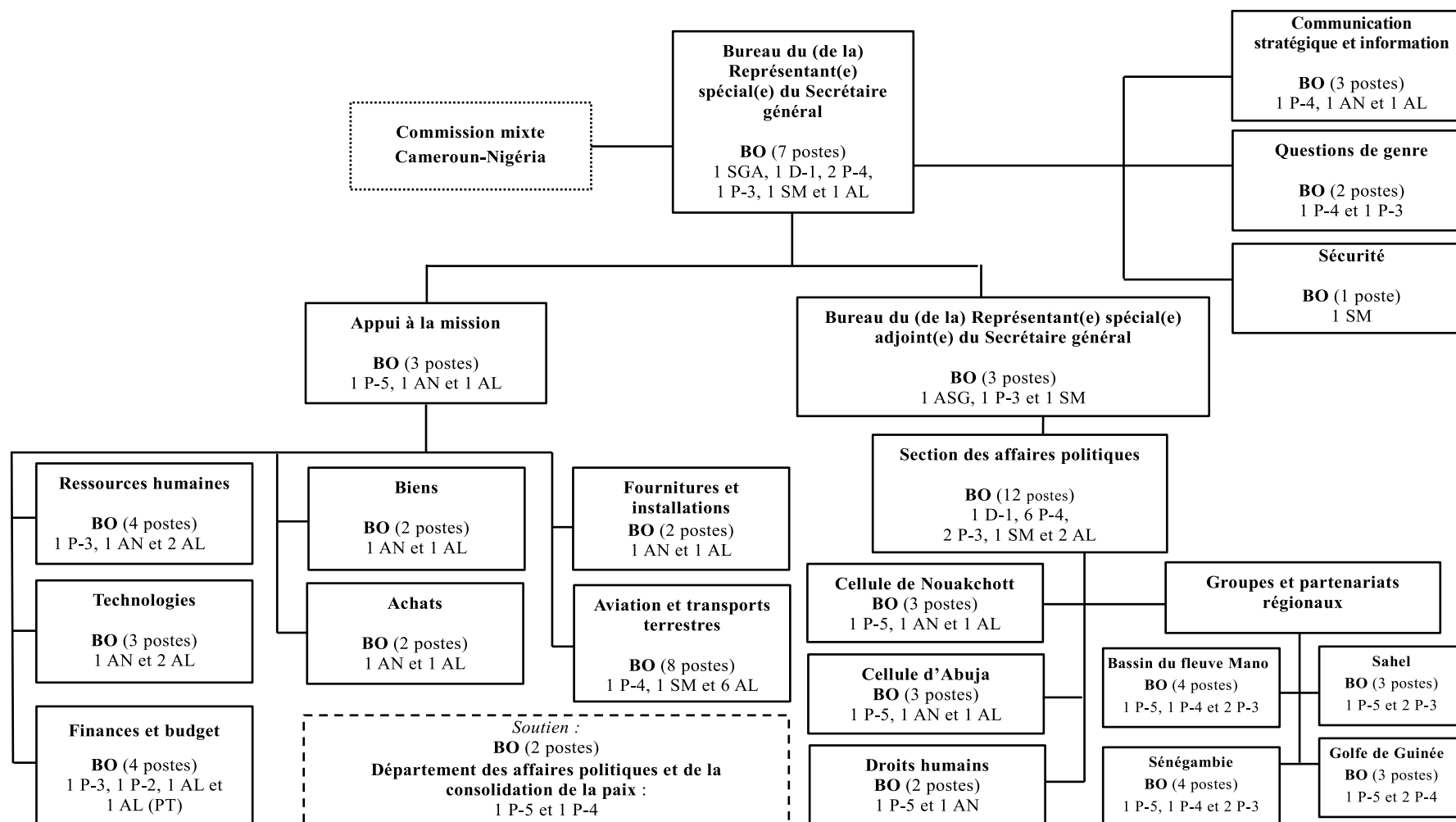
Dans l'ensemble, l'application des recommandations permettra d'améliorer l'utilisation et, par conséquent, la contribution des Volontaires des Nations Unies dans les opérations de maintien de la paix, les missions politiques spéciales et les autres présences politiques des Nations Unies.

Les informations concernant les accords de recouvrement et de partage des coûts de toutes les missions politiques spéciales sont présentées de manière centralisée aux annexes VI, VII et VIII du document publié sous la cote [A/79/6 \(Sect. 3\)/Add.1](#), ce qui permet d'en avoir une vue d'ensemble.

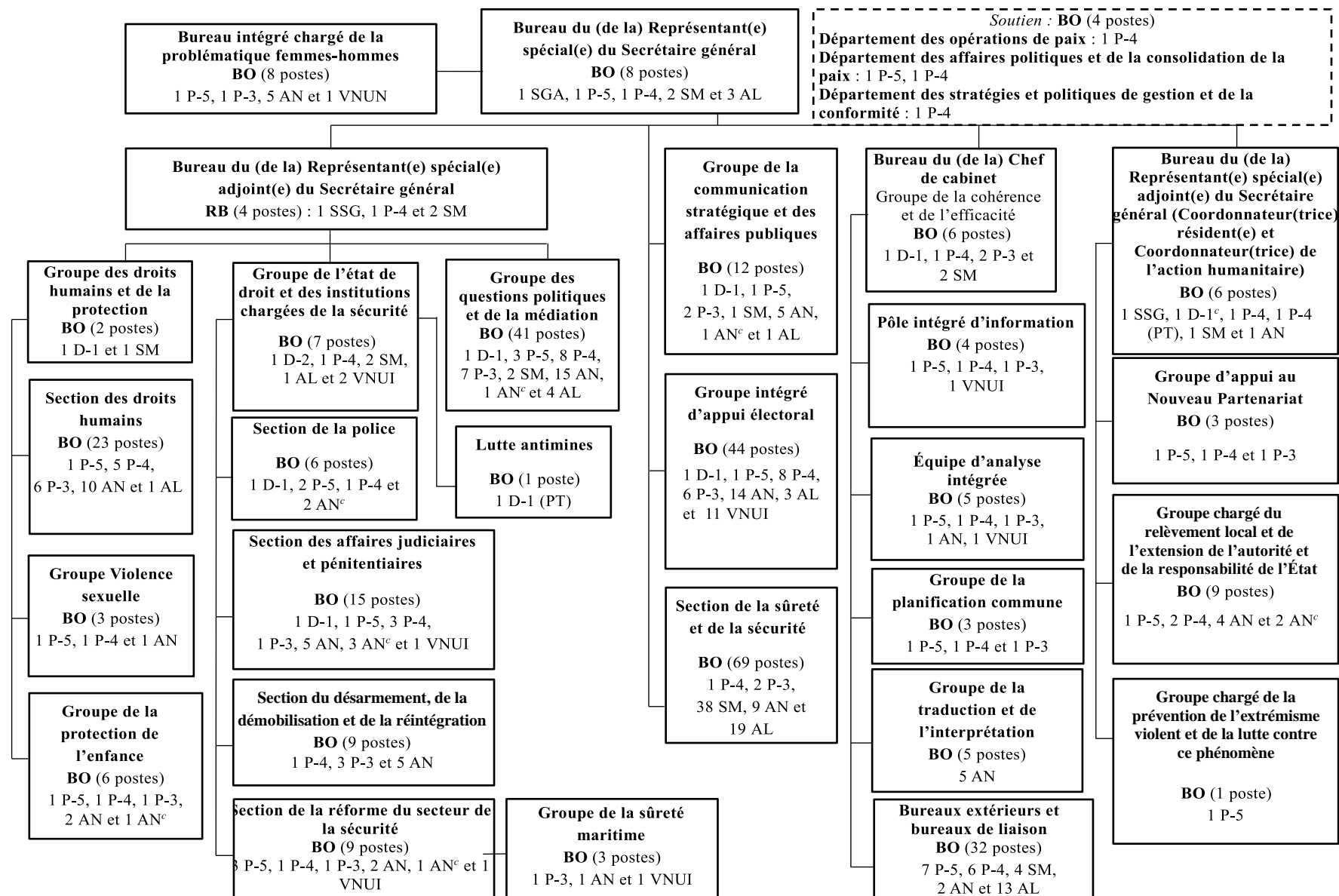
## Annexe II

## Organigramme et répartition des postes pour 2025

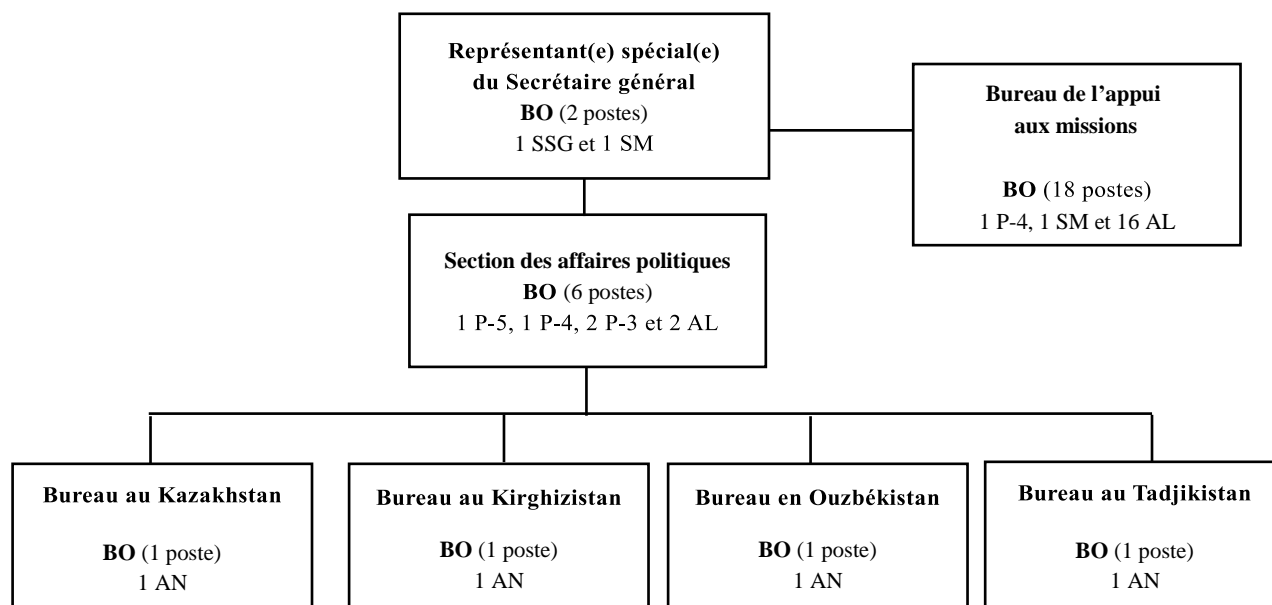
## 1. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel



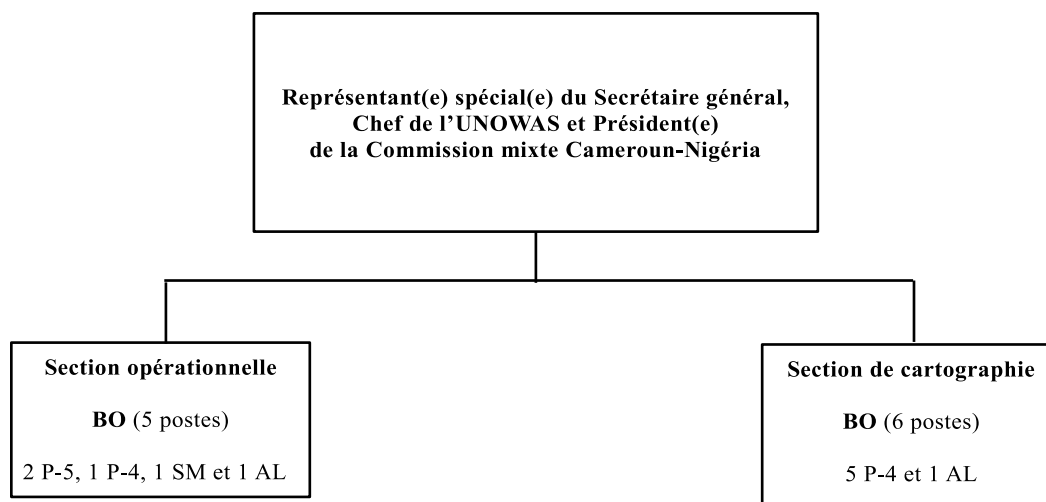
## 2. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie



### 3. Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale

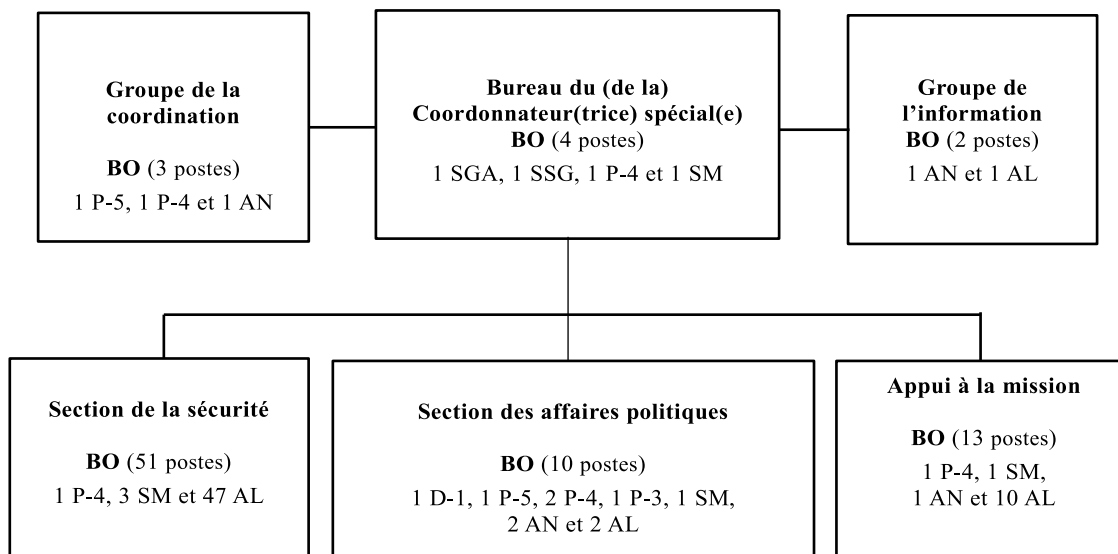


**4. Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte  
Cameroun-Nigéria**

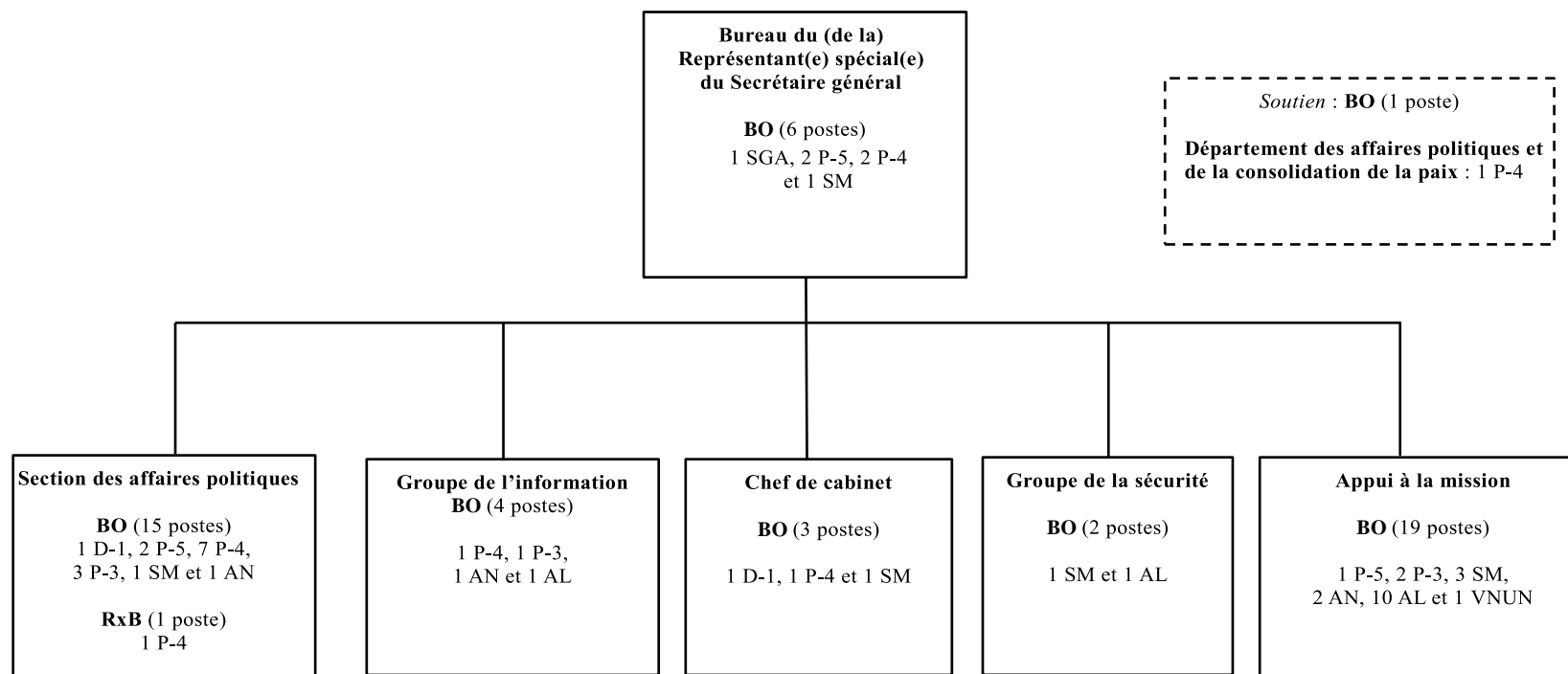




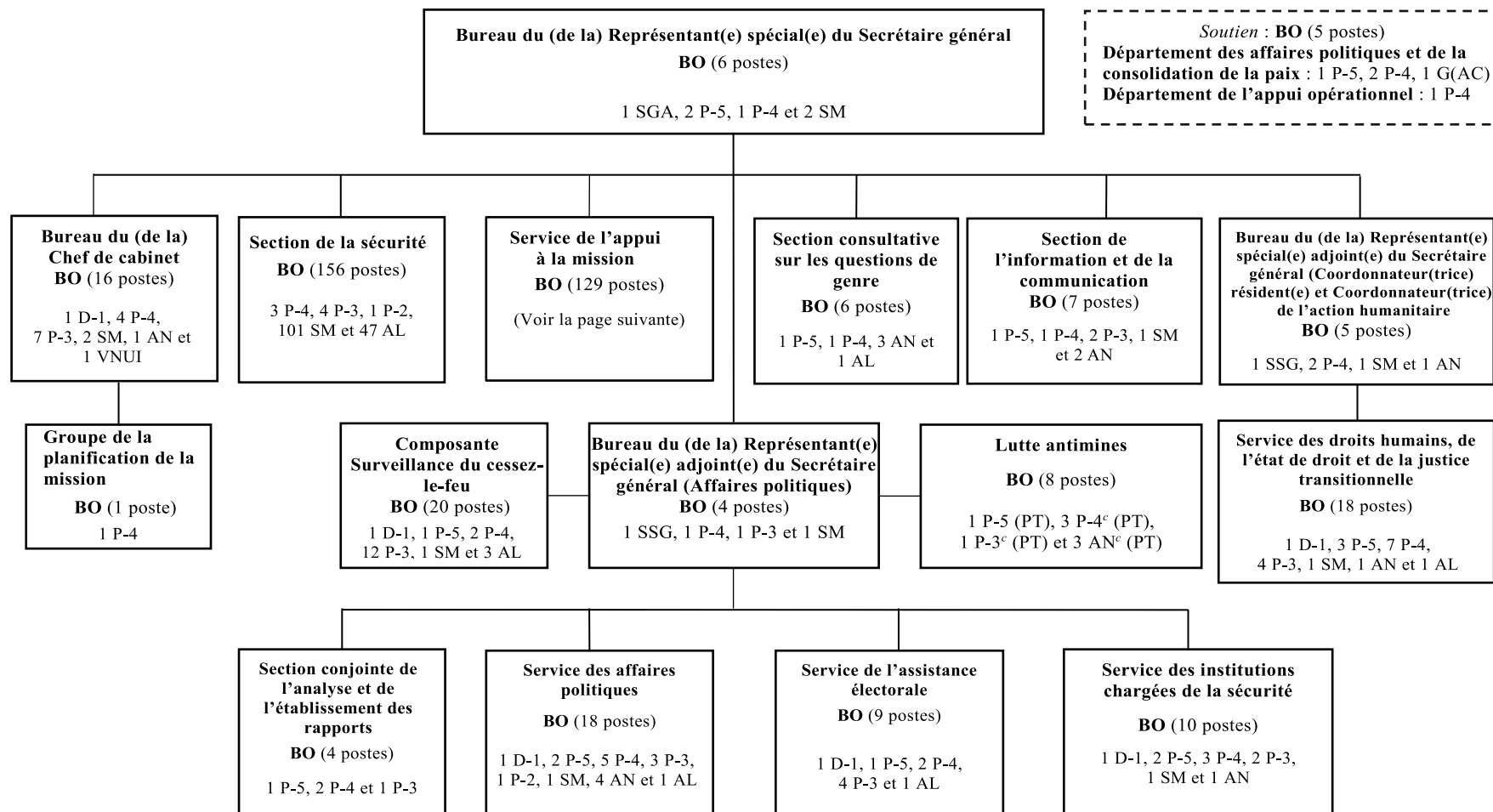
## 5. Bureau du (de la) Coordonnateur(trice) spéciale(e) des Nations Unies pour le Liban



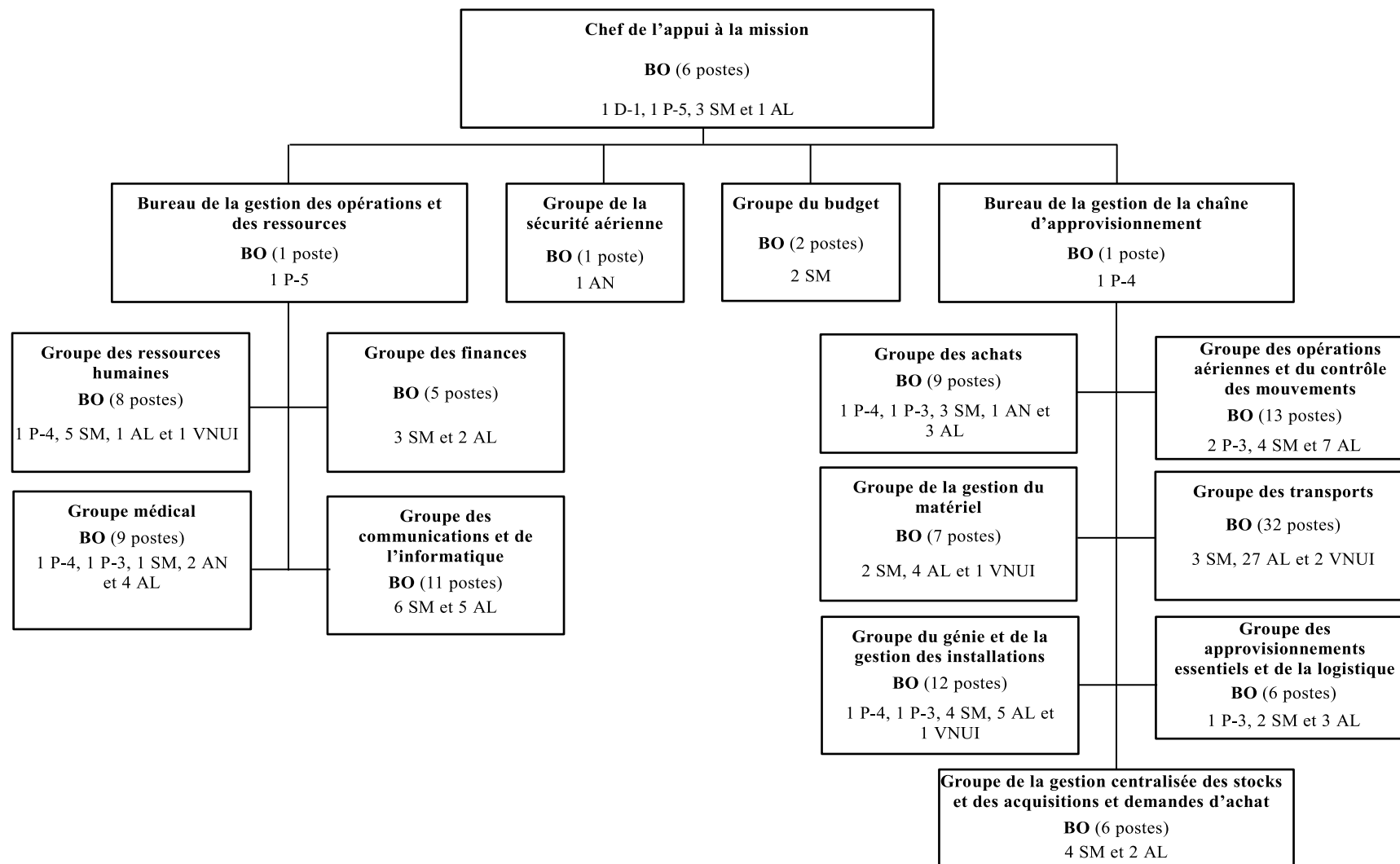
## 6. Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale



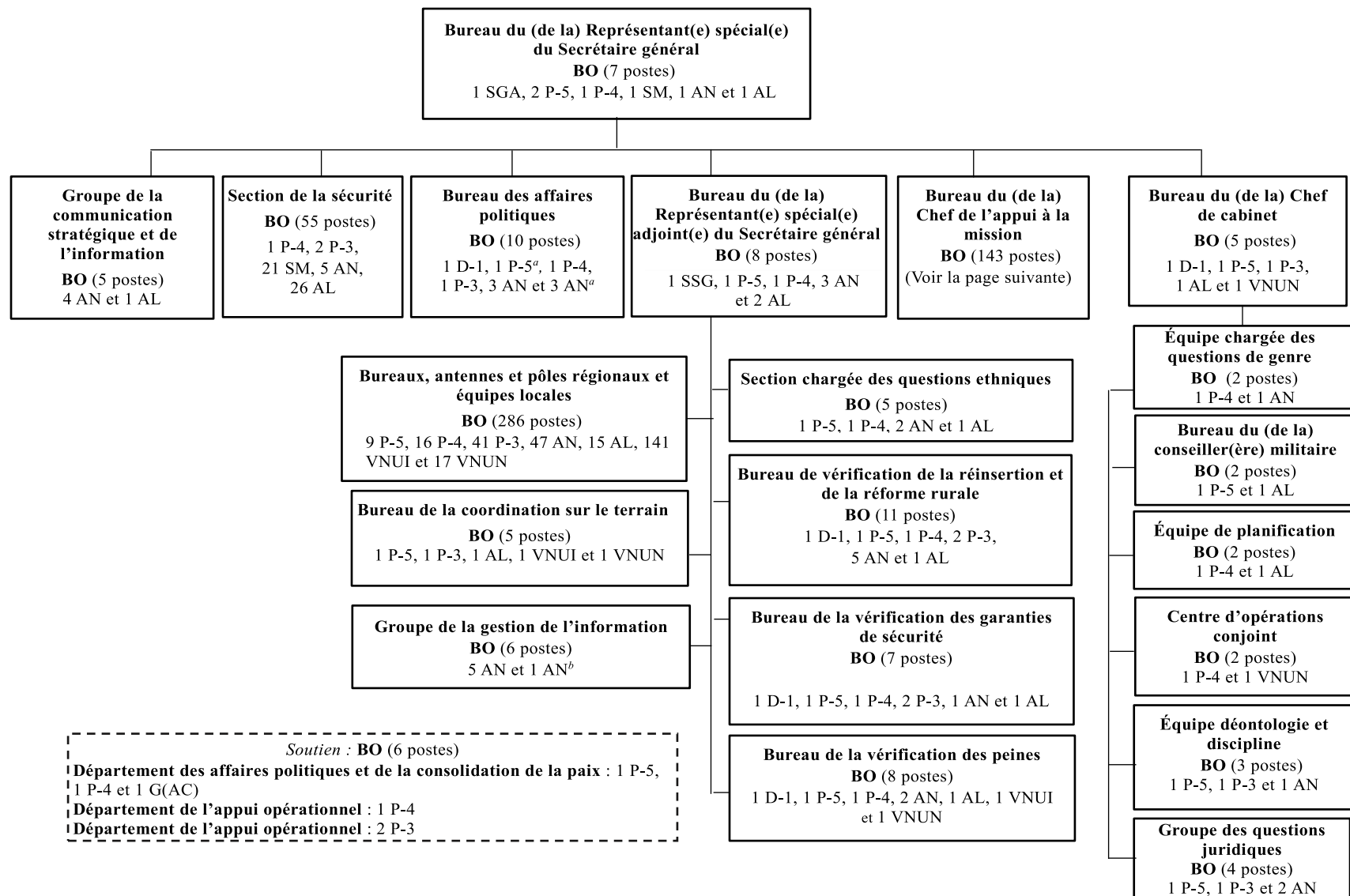
## 7. Mission d'appui des Nations Unies en Libye



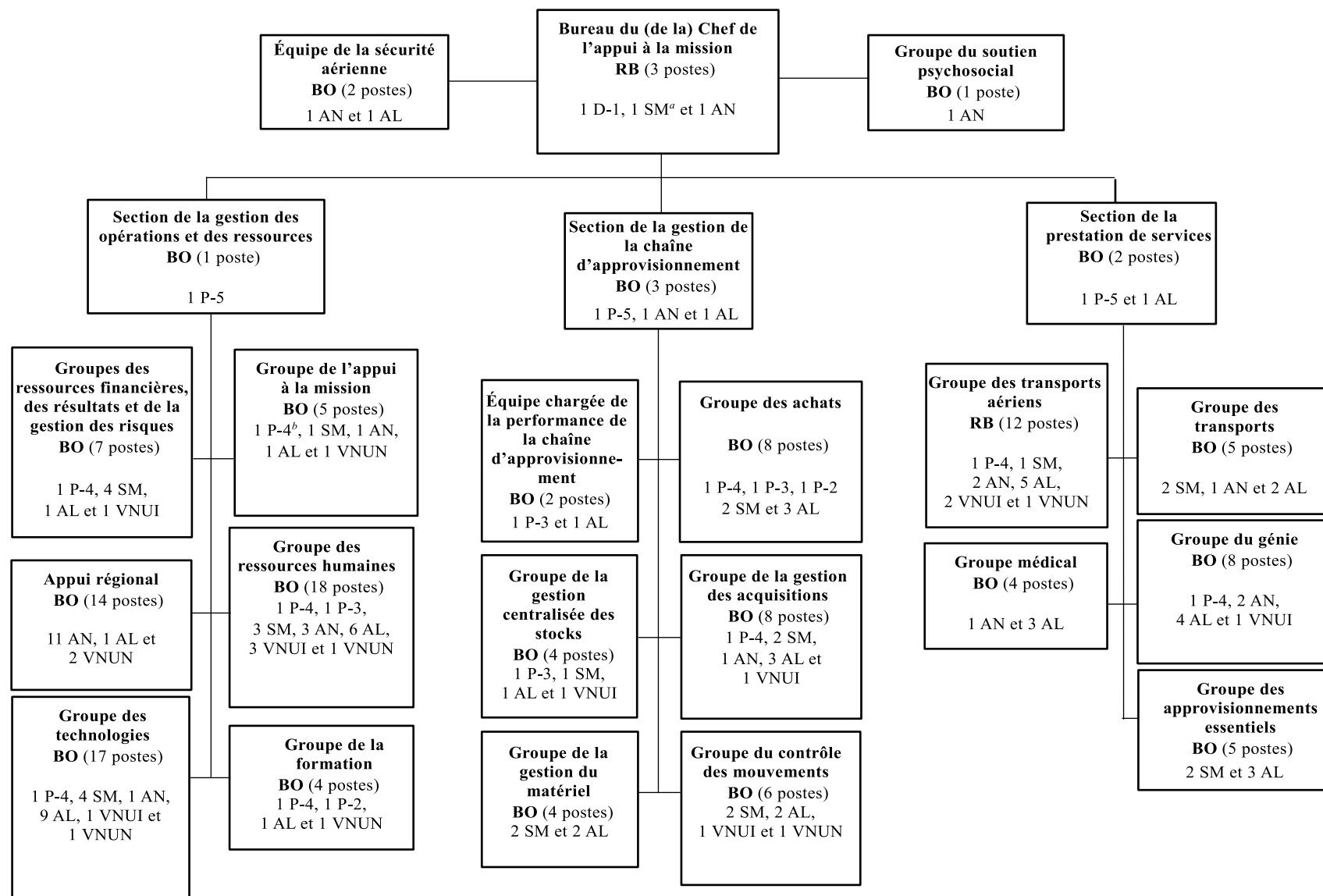
## Mission d'appui des Nations Unies en Libye (suite) : Service de l'appui à la mission



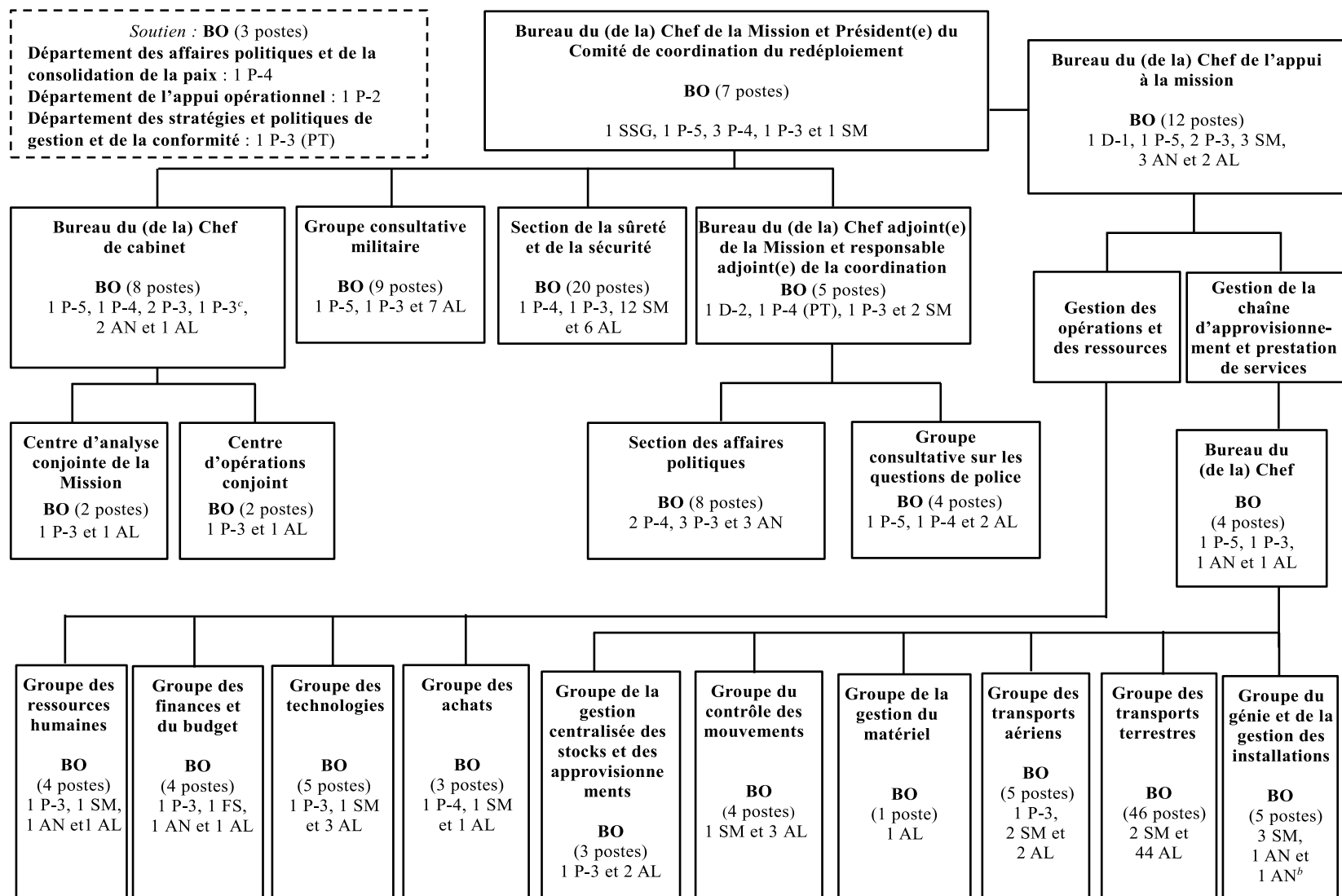
## 8. Mission de vérification des Nations Unies en Colombie



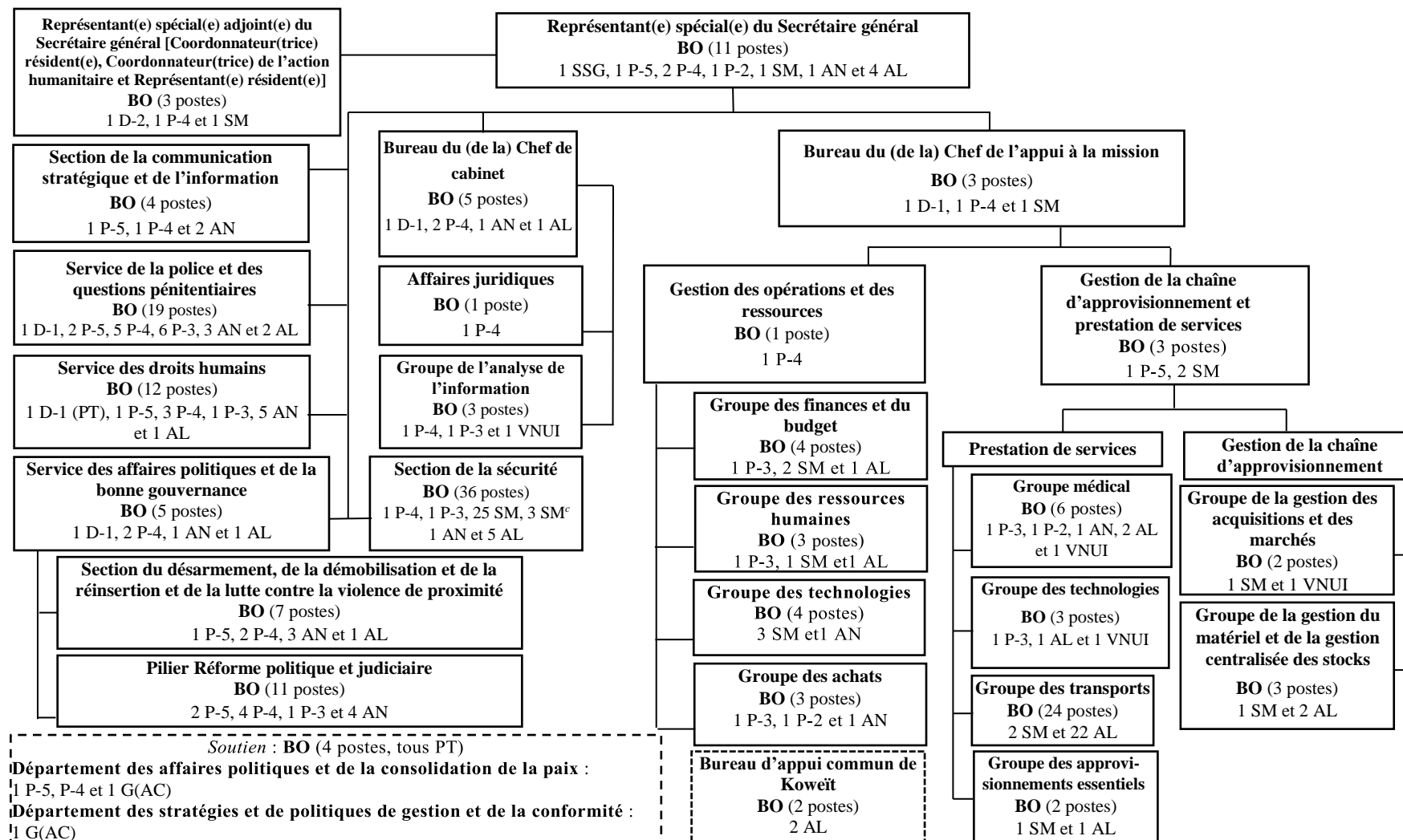
## Mission de vérification des Nations Unies en Colombie (suite) : Appui à la mission



## 9. Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda



## 10. Bureau intégré des Nations Unies en Haïti



*Abréviations :* AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; BO = budget ordinaire ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; PT = personnel temporaire (autre que pour les réunions) ; RxB = ressources extrabudgétaires ; SM = agent(e) du Service mobile ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SSG = sous-secrétaire général(e) ; VNUI = Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan international ; VNUN = Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national.

<sup>a</sup> Transfert.

<sup>b</sup> Réaffectation.

<sup>c</sup> Création.